

Faculté de Droit de Paris

Le Vote
des Lois Constitutionnelles de 1875
et les Débuts de leur Application

Thèse pour le Doctorat

Soutenue, le 13 Juin 1930, à 14 heures

par

Georges COMBREDET

PRÉSIDENT :

M. ROLLAND (*Suppléé par* M. JACQUELIN)

SUFFRAGANTS :

M. BASDEVANT.

M. LE FUR.

Imprimerie F. ZARAGOZI

8, Rue d'Alger, 8 - BLIDA (Algérie)

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*

Faculté de Droit de Paris

Le Vote
des Lois Constitutionnelles de 1875
et les Débuts de leur Application

Thèse pour le Doctorat

Soutenue, le 13 Juin 1930, à 14 heures

par

Georges COMBREDET

PRÉSIDENT :

M. ROLLAND (*Suppléé par* M. JACQUELIN)

SUFFRAGANTS :

M. BASDEVANT.

M. LE FUR.

Imprimerie F. ZARAGOZI

8, Rue d'Alger, 8 - BLIDA (Algérie)

1930

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.*

— 0 —



A LA MEMOIRE DE MON PERE

A MA MERE

Georges COMBREDÉ

Le Vote
des Lois Constitutionnelles de 1875
et les Débuts de leur Application



Imprimerie F. ZARAGOZI
Blida - 8, Rue d'Alger, 8 - Blida

1930



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Dans son Traité de droit constitutionnel, M. Duguit écrit que « nous ne pratiquons plus aujourd'hui, en réalité, le régime parlementaire véritable, bien que la volonté certaine des constituants de 1875 ait été de l'établir. » (1)

C'est pourtant une constitution écrite qui régit le gouvernement de la France, et le propre des constitutions écrites est la rigidité. Situation bien curieuse que celle de cette forme de gouvernement modifiée radicalement en quelques années, par un changement de l'esprit de la constitution, dont la lettre est restée intacte ! La révision de 1884, sans doute, a transformé les lois de 1875, mais l'évolution était déjà terminée auparavant.

Nous nous proposons, au cours de cette étude, de suivre le processus par lequel passèrent nos institutions, pendant ces trois années qui virent la naissance et les premiers pas de la III^e République : de 1875 à 1878.

Le régime actuellement en vigueur en France est celui de la République parlementaire. Or, au moment de la rédaction de notre constitution, on n'avait jamais vu, dans le monde, de République parlementaire, et cette union de deux principes qui avaient jusque-là paru inconciliables était considérée comme paradoxale et vouée à un échec pro-

(1) Tome II, p. 641,

chain par ceux-là mêmes qui l'avaient faite (1).

M. Hauriou définit ainsi le gouvernement parlementaire :

« C'est une forme de gouvernement, à base de régime représentatif et de séparation des pouvoirs souple, dans laquelle une collaboration est établie, entre le pouvoir exécutif et le parlement composé de deux chambres, et dans laquelle un contact continu est maintenu entre ces deux pouvoirs par l'intermédiaire d'un organe exécutif qui est le cabinet des ministres, lequel partage, avec le chef de l'Etat, la direction du gouvernement, mais ne peut gouverner qu'en s'assurant la confiance continue du Parlement, parce qu'il est politiquement responsable devant celui-ci. » (2)

Et M. Hauriou précise encore sa définition : « La structure du gouvernement parlementaire est dominée par deux postulats :

« Le premier est celui de la primauté du pouvoir exécutif sur le pouvoir délibérant et sur le pouvoir de suffrage...

« Le second... est que le pouvoir exécutif ne doit cependant gouverner qu'avec la confiance du pouvoir législatif, maintenue d'une façon formelle par le jeu d'une responsabilité politique. » (3)

Ces deux postulats paraissent difficilement compatibles avec le principe républicain, dont M. Hauriou dit que « sa logique... est dans le sens du dé-

(1) **Hauriou** : Précis de droit constitutionnel, deuxième édition, page 345.

(2) Ibidem, p. 360.

(3) Ibidem.

veloppement de toutes les possibilités de la souveraineté nationale et de la démocratie. » (1)

Comment cette tendance au développement de la souveraineté nationale et de la démocratie peut-elle trouver sa place dans un régime où le pouvoir exécutif prime le pouvoir délibérant et le pouvoir de suffrage ?

M. Esmein, dans son *Traité*, définit le gouvernement parlementaire « la libre action du pouvoir exécutif et l'action toute-puissante des chambres sur le gouvernement. » (2). *La libre action du pouvoir exécutif est entravée lorsque les assemblées — ou l'une d'elles — arrive à augmenter son autorité et à l'exercer dans un esprit conventionnel, au point de diriger le pouvoir exécutif au lieu de le contrôler.*

M. Esmein précise en effet (3) que le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif doivent être conférés à des titulaires distincts et indépendants.

L'exercice de la démocratie et de la souveraineté nationale paraît plus facile à concilier avec cette séparation des pouvoirs et leur indépendance qu'avec la primauté dont parle M. Hauriou. mais la toute-puissance de la démocratie s'accommoderait-elle de cette indépendance du pouvoir exécutif, et ne court-on pas le risque de voir le législatif s'insurger contre l'exécutif, qui ne peut représenter la démocratie, au même titre que lui ?

M. Duguit dit dans son *Traité de droit constitu-*

(1) Op. cit. p. 343.

(2) Sixième édition, page 243.

(3) Huitième édition, tome I, p. 170.

tionnel (1) que le parlementarisme « repose essentiellement sur l'égalité des deux organes de l'Etat : le Parlement et le Gouvernement, sur leur intime collaboration à toute l'activité de l'Etat et sur l'action qu'ils exercent l'un sur l'autre à se limiter réciproquement ».

Comment cet équilibre pourra-t-il résister à la poussée du suffrage universel, qui désigne le Parlement pour représenter la Nation ? La constitution de 1848 avait fait désigner le Président de la République par le suffrage universel, pour lui donner une force égale à celle des Chambres. L'expérience avait prouvé que la puissance accordée ainsi à un seul homme était dangereuse et qu'elle ne pouvait trouver de contrepoids dans le pouvoir d'une assemblée, divisé et réparti sur un trop grand nombre de têtes. La III^e République avait un chef de l'Etat nommé par le Parlement, dépendant donc de lui par son origine. Cette situation allait-elle lui permettre d'exercer un pouvoir égal à celui des chambres ?

« C'est donc, écrit M. Joseph Barthélémy (2) une tentative vaine et vouée à l'insuccès que de vouloir introduire dans la République un régime basé sur la séparation et sur l'équilibre des pouvoirs, comme le régime parlementaire. Le régime parlementaire peut exister dans une monarchie : il y a alors deux forces sociales qui s'équilibrent : d'un côté la force sociale de la dynastie, de l'autre, la force sociale d'une classe. »

(1) Tome II, p. 640 et suivantes.

(2) Le rôle du pouvoir exécutif dans les républiques modernes, p. 654.

Les constituants de 1875 ont pourtant désiré instituer un gouvernement parlementaire. Comment la République s'en est-elle accommodée ?

C'est ce que nous nous sommes efforcé de rechercher dans cette étude.



PREMIÈRE PARTIE

Le Vote de la Constitution



PREMIERE PARTIE

Le Vote de la Constitution

CHAPITRE PREMIER

AVANT LE VOTE DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

§ 1

L'OPINION, LES IDEES, LES TENDANCES DE LA FRANCE DE 1871 (1)

La fin du 19^e siècle est l'époque de la prétendue « décadence française ». Une campagne odieuse, venant d'outre-Rhin, avait préparé sournoisement notre défaite morale dans l'esprit de l'Europe entière.

C'était un lieu commun, que de constater la décrépitude de notre race, en face de laquelle se le-

(1) **Hanotaux**, — Histoire de la France contemporaine. —
Lavisse : Histoire de France. — **Petit** : Histoire de France.
Joseph Bédier : Histoire de la Littérature française. —
Lanson : Histoire de la Littérature française, etc.

vait, pleine d'avenir, la « noble jeunesse germanique ». Le relâchement de nos mœurs, l'engourdissement de notre pensée, notre impuissance brouillonne n'étaient même plus discutées.

Le flambeau de la France s'éteignait, pour le plus grand bien de la civilisation déjà guidée par la pensée allemande vers un essor nouveau. L'Europe croyait à notre fin prochaine. Pourquoi se serait-elle émue de notre défaite ?

La pensée française méprisait ces attaques. Consciente de sa valeur, elle dédaignait à la légère une campagne de diffamation dont elle ne soupçonnait pas le danger.

Comment y aurait-elle cru ? Elle faisait profession de ne croire qu'au « réel », de n'accorder sa foi qu'aux sciences expérimentales et positives, qu'à l'observation des faits.

Elle souriait de ces attaques mensongères. La réalité n'était-elle pas là pour les confondre ?

Le culte des idées avait fait place au culte de la matière. Le romantisme avait vécu, et Victor Hugo, vestige des temps anciens, était vénéré, non suivi. La génération qui s'était abreuvée de sa pensée l'avait dépassé. Le lyrisme était mort, bien mort. La science l'avait tué.

C'était l'âge de la science, tout se rapportait à elle. L'éblouissant éclat de ses découvertes récentes lui attirait tous les esprits, lui subordonnait toutes les manifestations de la pensée humaine.

Auguste Comte créait la « sociologie ». Renan magnifiait la « science historique ». Taine étudiait l'homme, « théorème qui marche »

La philosophie se soumettait à ce positivisme, et la littérature s'y abandonnait avec ivresse. Au « naturalisme » de Balzac avait succédé le « réa-

lisme » de Flaubert, des frères de Goncourt, et Zola faisait une science du roman lui-même.

La poésie suivait, assez surprise de cette nouveauté. Sully Prudhomme, le tendre et rêveur Sully Prudhomme, chantait la science, et même la chimie (1), et Leconte de Lisle donnait une forme éclatante à la poésie objective.

Les arts eux-mêmes étaient emportés par ce torrent. Les lignes massives et sévères de l'architecture témoignaient de cet esprit scientifique, et le réalisme trouvait dans la peinture le terrain le plus propice à ses manifestations.

Les idées politiques s'accommodaient fort bien de cet esprit. La « démocratie » avait été reconnue comme une force naturelle, depuis que de Tocqueville l'avait signalée, en 1835, dans son ouvrage sur la « Démocratie en Amérique ». La politique, qui était une science, devait travailler à équilibrer, dans l'Etat, les forces découvertes par la sociologie, cette autre science.

Mais de Tocqueville n'avait pas indiqué la place que devait occuper cette démocratie pour que l'Etat fût en équilibre. Le duc de Broglie (le père) lui assigna un rôle savamment combiné avec celui des autres forces, qui avaient seules existé jusque-là.

Son ouvrage, intitulé « Vues sur le Gouvernement de la France », a laissé une trace profonde dans l'esprit des hommes politiques de la droite, qui s'en souvinrent lors de l'élaboration des lois

(1) Epaves. III. Science et poésie. Science et charité. — Epaves. V. Pour la fête du Travail au musée social. — Le Prisme, Prélude. Sonnet à Pasteur, etc.

constitutionnelles de 1875. Ils y trouvèrent un encouragement à leur esprit de conciliation, et ils ne crurent pas adhérer à la République en la votant aux conditions que lui imposait de Broglie.

La gauche, par contre avait un autre maître, et se croyait bien éloignée des « vues sur le Gouvernement de la France », en lisant avec passion la « France nouvelle », de Prévost-Paradol.

L'un et l'autre, pourtant, préparaient les esprits au parlementarisme libéral. Aux conditions imposées par le premier à la République, correspondaient les concessions que le second accordait aux traditions. Tous deux, d'adressant à des lecteurs différents, rapprochaient les esprits et comblaient les fossés. Egalemeut épris de vérité, ils combinaient avec sagesse les forces jusque-là opposées, et leur système était encore une application du réalisme universel.

Jamais doctrine n'avait connu pareil aveuglement. Foin des constructions théoriques et artificielles ! Seule, « l'expérimentation » était digne de foi. La politique elle-même s'y pliait. Les esprits les plus inquiets suivaient d'enthousiasme, la nature était là, étudiée à la loupe, livrant ses secrets. L'erreur n'était plus possible, le réalisme avait tiré l'humanité de l'ignorance et du doute, et, guide suprême de la pensée, la philosophie enseignait la sélection des espèces, la supériorité fatale des élites (1). L'intransigeance du système nivelait tout, inexorable.

On ne croyait plus qu'à la Matière, l'Idée n'était qu'un mirage. Fière de se sentir à la tête de ce

(1) Darwin : La sélection des espèces.

mouvement littéraire, scientifique et artistique, la France se croyait forte et respectée, et attendait l'avenir avec confiance.

Tout à coup, la guerre, l'invasion, la défaite et, suprême honte, Paris aux mains de la Commune.

La France est vaincue, rançonnée, mutilée. Une insurrection cherche à la démembrer, et n'est réduite qu'avec peine. Tous les maux se sont abattus à la fois sur cette nation pacifique et généreuse, qui rêvait, hier encore, de fraternité, de frontières abattues !

Elle a perdu une armée dont elle était fière, elle a perdu une province chère entre toutes, elle a perdu des milliards qui enrichiront l'ennemi, elle a perdu surtout son influence, son rang, sa puissance.

Par bonheur, elle a aussi perdu son Gouvernement.

Mais pour s'en donner un autre, il lui faut un peu de confiance en soi, et elle a perdu aussi ses illusions. C'était cela, le réalisme ! la Matière plus forte que l'Idée, la force écrasant le droit ?

Ainsi, l'on s'est trompé ? ce positivisme n'était qu'un leurro.. Cette consécration de toute la pensée nationale à la science devait placer la France sur le chemin du progrès, de la victoire, et lui épargner tous les égarements d'autrefois. Elle avait choisi la voie droite, la voie du réel, les fantaisies sentimentales ne devaient plus avoir leur place dans la vie publique. Tout devait réussir, puisqu'on étudiait toutes choses à la loupe, puisqu'on analysait les forces sociales, et les sentiments eux-mêmes. La nature était enfin livrée à l'homme, qui ne pouvait en attendre que du bien, puisqu'il l'avait mise à son service...

Hélas ! la réalité a démenti le réalisme. Devant l'amas de ruines, la pensée française reste déconcertée. Que croire ? que faire ? accepter le verdict, se soumettre ? Non. l'âme française n'abdique. Elle n'a pas tout perdu : la volonté lui reste.

Elle paie la rançon, elle ferme sa frontière, elle répare ses ruines. Elle vivra, elle restera la France,

Elle se donnera un gouvernement, une constitution. Mais lesquels ? A qui s'en remettre aujourd'hui ? Toute sa foi s'en est allée. Si le réalisme, l'expérimentation, l'étude scientifique de la nature a pu la tromper à ce point, à qui se fiera-t-elle désormais ? qui lui arrachera ce doute atroce qui lui fait craindre pour son existence même ? Quel penseur génial saura la convaincre, et lui faire suivre une idée nouvelle ? Qui lui fera croire en l'excellence d'une doctrine lorsque l'étude du réel l'a trompée si honteusement ?

Tous les maîtres d'hier sont interdits. Les stances scientifiques font place à des actes de contrition (1), le philosophe n'ose plus affirmer, le pessimisme, le découragement s'emparent de l'élite, jamais conscience nationale ne subit épreuve plus douloureuse.

On ne croit plus, on n'a plus confiance. On rebâtira, puisqu'il le faut, mais avec une sainte horreur des systèmes.

On parera au plus pressé, inquiet, toujours inquiet, presque sans espoir. On fera le nécessaire, rien de plus.

Il faut un gouvernement. On en fait un, sans

(1) Sully Prudhomme : Impressions de la guerre. Repentir.

phrases. On nomme là celui qui s'y trouve, en attendant... et peu à peu, l'exigence des événements, arrachant chaque jour un lambeau de décision, on dressera péniblement quelques textes disparates, qui tiendront lieu de constitution.

On se souvient du duc de Broglie, de Prévost-Paradol, mais on n'en parle pas : quels pièges cachent leurs doctrines ? on subira leur influence, et, ne pouvant les remplacer, on les gardera tacitement comme maîtres — des maîtres inavoués.

Au cours des débats constitutionnels, on n'évoquera pas le témoignage d'un auteur, d'un chef d'école. On citera des faits d'expérience, des souvenirs d'histoire.

Les doctrines ont fait faillite.

.....

Ainsi naquit l'opportunisme, qui devait présider à la naissance de la constitution. Ainsi s'écroula, dans le dégoût des théories, tout le fatras des principes constitutionnels que nous avait légués la Révolution.



§ II

ETAT MATERIEL ET POLITIQUE DE LA FRANCE APRES LA DEFAITE

« A peine la France de 1870 avait-elle eu le
« temps de se sentir précipitée dans la guerre.,
« qu'elle se réveillait vaincue, vaincue pour ainsi
« dire sans combat » (1).

Son acharnement héroïque à se défendre contre toute espérance avait à peine retardé l'effondrement. Hier encore, fière et admirée, elle recevait tous les souverains d'Europe à la cour élégante et raffinée de son Empereur. Sa ruine, sa défaite la plus complète, sa reddition pure et simple à l'ennemi, la moitié de son territoire occupé par les armées victorieuses n'avaient pas soulevé, chez ses amis d'hier, le moindre geste de protestation.

Le crime s'était consommé devant l'indifférence générale. Les exigences de l'Allemagne pouvaient s'acharner sur nous, nul ne songeait à nous défendre. La France ne devait compter que sur elle-même, et si quelque curiosité dirigeait vers nous l'attention de l'Europe, c'était dans un esprit presque hostile. On nous observait avec défiance et sévérité.

La leçon de la guerre n'avait d'ailleurs pas été perdue. L'Europe tout entière s'armait silencieusement.

(1) **Hanotaux** : Histoire de la Nation Française, Tome V, Chapitre XIX.

L'Allemagne ayant porté à 7 ans le temps de service de ses soldats, la Russie institua, sans plus tarder, le service militaire obligatoire, et la Suisse, la Belgique, se mirent à organiser la défense de leur territoire.

Tous ces préparatifs créaient une pénible atmosphère de tension diplomatique qui ne pouvait être que dangereuse pour tous.

Bientôt pourtant, la résistance inattendue de la France força l'admiration. Les armées de Gambetta, quoi qu'on en ait dit, eurent sur les pourparlers de paix une influence fort utile. Le point d'honneur que mit la nation tout entière à acquitter sa dette, le courage avec lequel elle se mit à la besogne, provoquèrent une sympathie d'autant plus vive que ces efforts étaient couronnés de succès.

Sans doute nous aurait-on définitivement condamnés si notre courage était resté inutile, mais, au fur et à mesure que se relevaient nos ruines, l'Europe se souvenait de sa vieille amitié pour nous et l'Angleterre elle-même sortait de son splendide isolement. Lord Derby, ministre des Affaires étrangères du cabinet Disraëli, « fut le premier dans le monde, à renoncer, publiquement, au thème de la décadence française » (1), et la reine Victoria intervint plusieurs fois auprès de l'Empereur, pour le prier de calmer l'exaltation antifrançaise de Bismarck.

En 1873, la Chambre des Communes vota une motion favorable à l'arbitrage international, et la Hollande suivit son exemple.

(1) **Hanotaux** : Histoire de France contemporaine, Tome III.

La Russie, cependant se rapprochait de nous. L'impératrice vint à Paris en novembre 1874, et des manifestations de sympathie réciproque créèrent des liens de courtoisie que l'on sentait pleins de promesse.

Les événements d'Espagne mettaient, par contre, notre ministre des Affaires étrangères dans une situation difficile. Des accusations étaient sournoisement lancées contre la France. On lui reprochait de soutenir secrètement les Carlistes. Le grand calme et l'admirable patience du duc Decazes lui permirent d'échapper à toutes les embûches.

Par bonheur, Bismarck lui-même s'aliéna une partie de l'Europe par ses manières brusques et parfois insolentes, et l'insistance qu'il mettait à vanter ses succès. L'entourage du tsar, bientôt jaloux, le desservit auprès de tous les souverains, qui recevaient les ambassadeurs de la Russie, et, peu à peu, la France acquit les amitiés qui s'éloignaient du Chancelier.

Mais l'Allemagne veillait à tout, et partout, la diplomatie française se heurtait à elle.

Toutes les opérations de paiement de l'indemnité de guerre, de libération du territoire, d'annexion de l'Alsace-Lorraine, avait donné lieu à des vexations. Depuis, pas une injure ne nous avait été épargnée. Le discours du trône de 1874, était plein de menaçant. Il fallait plier, toujours plier, accepter, à la face du monde, tous les soufflets, et espérer, en silence, le retour des temps meilleurs.

Ainsi se présentait la situation de la France en Europe, à la veille du vote de sa constitution, et cette position délicate, entre un vainqueur arrogant et des amitiés naissantes, imposèrent aux mem-

bres de l'Assemblée nationale la prudence et la réflexion.

L'anticléricalisme obstiné de Bismarck, qui avait obligé Decazes à rappeler l'Orénoque (1) ne fut pas étranger, dans notre politique intérieure, au discrédit dans lequel tomba peu à peu le parti légitimiste, qui s'appuyait en grande partie sur les prêtres. Les sujets de crainte étaient bien trop nombreux, pour qu'on acceptât ce surcroît de danger, et la cause de l'Eglise avait trop été liée à celle de l'Empereur, pour qu'on songeât à la défendre au moment où l'Empire était rendu responsable de tous les maux.

D'autre part, l'Europe s'intéressait surtout à la forme de notre gouvernement. Les désordres de la Commune ne pouvaient nous être pardonnés, que si la nouvelle organisation de nos pouvoirs publics donnait au monde entier des gages certains de solidité et de pondération.

Les partis républicains, confondus dans trop d'esprits avec les insurgés de la Commune, étaient suspects, et leur arrivée au pouvoir n'était possible que si des précautions suffisantes étaient prises, pour rassurer et les cours étrangères, et les porteurs étrangers des titres de rente de l'emprunt français.

L'assemblée nationale, si elle portait son attention sur la politique européenne, devait y trouver des raisons d'être prudente, très prudente... et l'excès de prudence engendre vite l'irrésolution.

(1) Bâtiment de guerre que Thiers avait envoyé à Civita-Vecchia, petit port proche de Rome, pour l'y laisser à la disposition du pape Pie IX.

A l'intérieur, par bonheur, la situation devint très vite meilleure.

De juillet 1876 à janvier 1871, la Banque de France avait consenti à l'Etat 775 millions d'avances. Si l'on ajoute les 40 millions de la Caisse des dépôts et consignations, dont le Trésor avait disposé, le total de l'argent mis en circulation, en six mois, dépassait 800 millions.

La situation financière était désespérée (1). Les conditions de paix furent acceptées d'autant plus rapidement que l'argent faisait défaut pour poursuivre la guerre.

Le territoire ravagé, les rigueurs de l'hiver, les frais de l'occupation, permettraient-ils des rentrées suffisantes d'impôts ? Le découragement de la défaite rendrait-il possible l'émission d'un emprunt ? Les risques étaient graves, les finances françaises paraissaient à la veille d'une banqueroute.

Quatre ans suffirent à payer l'indemnité, à libérer le territoire, et à retrouver l'équilibre du budget.

La santé économique de la France était robuste. Le soin que prit Thiers de condamner publiquement l'impôt sur le revenu rassura les capitalistes, et permit la réussite complète de l'emprunt.

La sage politique fiscale de l'assemblée nationale permit en peu de temps l'assainissement des finances, et la clémence de la température apporta de si bonnes récoltes, que notre balance commerciale ne cessa, pendant toute cette période d'instabilité constitutionnelle, d'être nettement favorable.

(1) **Marion** : Histoire financière de la France. Tome V.

Les 800 millions jetés dans la circulation ne tardèrent pas à en être retirés. Les versements faits à l'Allemagne comprirent 512 millions de numéraire français. La monnaie ne risquait donc pas d'être avilie, surtout après le drainage des fonds disponibles opéré par l'emprunt.

La vie économique du pays, loin d'être troublée par les suites de la guerre, connut, au contraire, une ère de prospérité.

Après la série précipitée de ses malheurs, la France était parvenue, à force de sacrifices, à conclure la paix, à maîtriser la Commune, à verser les milliards de son indemnité de guerre, à libérer son territoire, et voilà qu'une période de calme et de richesse succédait aux misères de la guerre et aux rigueurs de l'hiver de 1871 (1). Les années qui suivirent connurent des récoltes abondantes, et l'état d'esprit de la population s'en ressentit heureusement.

Une vague d'optimisme succédait au découragement. L'ordre régnait partout. Après la rentrée des troupes régulières à Paris, une répression impitoyable avait supprimé tout risque de réveil de l'insurrection (2). Les troupes de la Commune n'existaient plus. Ceux qui n'avaient pas succombé sur les barricades et dans les combats de rues avaient été fusillés ou envoyés par milliers dans les prisons et les bagnes. Tous ceux qui avaient pu s'échapper avaient passé la frontière.

(1) « Le Temps », 27 juillet 1875 : « Mouvement du Commerce extérieur. »

(2) **Recouly** : Histoire de la 3^e République, Ch. III, page 37.

Le gouvernement quel qu'il fût, quelque faible que parût être son organisation provisoire, n'avait rien à craindre des insurrections, et cette troisième république avait ainsi, sur ses deux aînées, un immense avantage : elle avait le temps de s'organiser.

En même temps, au fur et à mesure que s'avérait certaine cette sécurité dans l'ordre et dans le calme, la République paraissait moins dangereuse aux timorés. Tous les bourgeois craintifs et conservateurs, qui voyaient en elle une ère de désordres, de barricades, de coups de force, qui la prenaient pour la dictature de la rue, se sentirent rassurés lorsqu'ils comprirent que tout danger était écarté et avant même que Thiers eût proclamé son adhésion solennelle à la République conservatrice, une grande partie du pays s'était senti attirée vers cette forme de gouvernement, dont les risques paraissaient bien supprimés.

L'état de siège lui-même, qui se prolongea bien plus longtemps qu'il n'était nécessaire, encourageait cette confiance. La presse se trouvait sévèrement tenue, les manifestations étaient interdites, la discipline était de fer.

Quels reproches pouvait-on adresser à cette République raisonnable, qui traitait les éléments de désordre avec plus de sévérité que n'avait su faire l'Empire ?

Le parti républicain, d'autre part, continuait sa propagande. Il était même le seul à la poursuivre.

On s'était écarté de Gambetta à la fin de la guerre, lorsque le découragement général avait préféré la paix à la résistance désespérée, mais, lorsque fut libéré le territoire, lorsque les élections partielles purent donner lieu à des campagnes électorales, lorsque le pays fut rassuré, les idées politiques re-

prirent leur place, qu'avaient occupée, pendant de longs mois, les soucis de la guerre et de ses suites.

La période de richesse et de quiétude qui, par un heureux concours de circonstances, suivit « l'année terrible » se déroula sous le signe de la République, puisque, après tout, le gouvernement provisoire était républicain, et les esprits qui se sentaient renaître à la confiance portèrent leur reconnaissance sur un régime qui avait un immense mérite : celui d'exister à un moment où on ne savait que choisir.

Ainsi, la France s'accoutuma-t-elle insensiblement à une République à laquelle elle n'était pas, d'abord, très attachée.

* * *

§ 3

L'ASSEMBLEE, SON ELECTION

SA COMPOSITION, SON EVOLUTION

L'opinion publique évoluait peu à peu, et se rapprochait de la République, au fur et à mesure qu'elle cessait de la craindre. Le long exercice du pouvoir provisoire permit à cette forme inavouée de gouvernement de démontrer qu'elle était possible en existant.

Mais l'assemblée, élue dans le découragement de la défaite, ne représentait que très imparfaitement la Nation, et les sentiments qui avaient présidé à sa naissance avaient exercé sur sa composition une influence imprévue.

Dès ses premiers jours, le gouvernement du 4 septembre avait compris que son devoir et son intérêt lui commandaient de procéder, dans le plus bref délai, à des élections générales. La paix ne pouvait être conclue que par des représentants élus par le pays tout entier.

Le 8 septembre, il prenait un décret convoquant les électeurs pour le 16 octobre, à l'effet d'élire une *assemblée nationale constituante*. Cette convocation fut rendue impossible par l'invasion, et un décret du 23 septembre l'ajourna.

La convention d'armistice signée le 28 janvier 1871 par Bismarck et Jules Favre permit de reprendre ce projet. Son article 2 était ainsi conçu : « *L'armistice convenu a pour but de permettre au gouvernement de la défense nationale, de convoquer une assemblée librement élue qui se prononcera sur la question de savoir si la guerre doit être continuée, ou à quelles conditions la paix doit être faite. L'assemblée se réunira dans la ville de Bordeaux. Toutes les facilités seront données par les commandants des armées allemandes pour l'élection et la réunion des députés qui la composeront.* »

On a voulu voir dans ce texte la preuve que l'Assemblée nationale n'avait pas le pouvoir constituant.

Les républicains réclamèrent pendant longtemps, sa dissolution, pour la remplacer par une assemblée élue dans le but de donner une constitution à la France, et leur acharnement ne cessa que le jour où ils comprirent qu'ils pourraient faire voter la République sans avoir recours à une nouvelle consultation populaire.

Les bonapartistes ne désarmèrent pas, et proclamèrent, jusqu'à la dernière minute, que le vote

d'une constitution par cette assemblée était une usurpation de pouvoir.

On fit valoir par contre qu'une convention d'armistice signée avec l'ennemi n'avait aucune qualité pour donner à une assemblée un pouvoir constituant ou pour le lui refuser.

Il semble que M. Joseph Barthélémy ait fait justice de cette controverse, en faisant observer, dans l'introduction de son traité de droit constitutionnel, que le véritable décret de convocation des électeurs était celui du 8 septembre 1870, par lequel le gouvernement de la Défense Nationale préparait l'élection d'une *assemblée nationale constituante*. Le décret du 23 septembre, « en considération des obstacles matériels » qu'apportait l'invasion, ajourna les élections, « *au moment où les circonstances le permettraient* ». Ces circonstances furent créées par la convention d'armistice du 28 janvier 1871, et si cette convention ne parle pas de constituante, c'est parce que cette question ne devait pas être traitée par l'ennemi.

Cette controverse ne présente plus, d'ailleurs, qu'un intérêt historique; nul ne songe aujourd'hui à attaquer sur ce terrain la constitution de 1875.

Bismarck veilla jalousement à l'exécution de cette convention. La délégation de Bordeaux, sur les conseils de Gambetta, prit un décret excluant de l'éligibilité les hauts fonctionnaires de l'Empire et les anciens députés élus grâce à la candidature officielle. Le Chancelier protesta.

Les députés devaient, aux termes de la Convention, être « *libement élus* », et cette mesure lui paraissait diminuer la liberté de l'élection.

Le décret fut abrogé par Jules Simon, envoyé tout exprès à Bordeaux par le gouvernement de la Défense Nationale. Cette fois encore, nous devons plier, et c'était l'autorité allemande qui réglait les détails des élections françaises.

Aussi, le corps électoral se préoccupa-t-il davantage des malheurs du temps présent que des enthousiasmes d'autrefois. Le pays, accablé, désorganisé, peu habitué d'ailleurs à voter librement, accoutumé à la candidature officielle, arriva au jour de l'élection sans préparation.

Le gouvernement de la défense nationale convoqua les électeurs pour le 8 février — onze jours après la signature de la convention d'armistice, et nul ne pensa à faire en un si bref délai une campagne électorale.

Les communications rendues difficiles par l'occupation, les rigueurs de l'hiver, l'absence d'un grand nombre d'inscrits retenus aux armées ou prisonniers en Allemagne, ne permirent pas au corps électoral de se prononcer pleinement, et, d'autre part, les programmes des comités, vagues et confus, n'incitèrent les plus passionnés à aucune lutte sérieuse.

Le scrutin de liste, avec majorité relative au premier tour, rendit plus arbitraire encore, le verdict, et la présence des armées d'occupation sur une grande partie du territoire attirait l'attention des votants sur les revers de la guerre, les distrayant des véritables soucis d'une lutte électorale.

Aussi, peut-on dire qu'en réalité, l'assemblée nationale fut bien élue, comme le disait l'article 2 de la convention d'armistice, pour décider de la paix ou de la guerre. Toute autre question paraissait secondaire.

Le découragement était si complet, la stupeur de la catastrophe était si grande, qu'une obscure méfiance de l'avenir hantait tous les esprits.

Chaque famille était atteinte, l'hécatombe avait semé partout le deuil et l'amertume. La guerre était perdue, irrémédiablement perdue, et la présence du soldat prussien était une injure permanente.

Sur tout le territoire français, d'un mouvement presque unanime, les campagnes votèrent la paix.

Les villes, au contraire, encore bouillonnantes des enthousiasmes qu'y avaient éveillés Gambetta et la hardiesse du gouvernement de la Défense nationale, les suivirent obstinément dans une résistance acharnée, et votèrent la continuation de la guerre.

Or, dans les campagnes, avaient été dressées des « *listes de paix* » qu'on avait couvertes de noms d'hommes connus, désignés par leur âge, leur expérience, leur situation, leur fortune, leur honorabilité. Par la force des choses, ils étaient pour la plupart modérés et libéraux, mais monarchistes. « On ne leur avait pas demandé leur drapeau, il suffisait qu'ils arborassent le fanion blanc des parlementaires » (1).

Ce fut, dans la classe des gros propriétaires terriens, qui groupaient autour de leur château ou de leurs fermes les populations rurales, que se recruta la plus grande partie de l'assemblée (2). La confian-

(1) **Hanotaux** : Histoire de la France contemporaine. Tome 1, page 31.

(2) **Receuly** : Histoire de la 3^e République, page 22.

ce du peuple allait à eux comme à des protecteurs, des guides, des conseillers.

On ne leur demanda ni éloquence brillante, ni capacités éclatantes, on choisit de braves gens, et on les choisit parmi la haute bourgeoisie, souvent imprégnée de vieille noblesse, qui, par son maintien austère et son calme, parut désignée pour ces moments tristes et difficiles.

D'autre part, l'âme populaire secouée par l'invasion se réfugiait dans les idées religieuses (1), ce qui la poussait encore vers les idées « conservatrices » et vers les châtelains, les gros bourgeois, en faveur de qui le clergé employait tout son crédit.

Pourtant, parmi ces candidats, certains étaient tenus à l'écart : c'étaient ceux qui se réclamaient du régime déchu, de l'Empire, que l'on rendait responsable de tous les malheurs.

Ils ne réunirent, dans la France entière, qu'un nombre très réduit des suffrages. Sans doute, cette haine de l'Empire eût-elle jeté les mécontents dans les bras de la République, si elle n'avait été desservie, dans les derniers mois, par l'exercice du pouvoir.

C'était elle qui, sous le nom de gouvernement provisoire, avait dû capituler, livrant Paris. La résistance désespérée de Gambetta restait sans succès, il apparaissait comme le mauvais berger, prêt à jeter dans les pires aventures la France meurtrie.

Et puis, on s'en souvenait encore, la République n'avait-elle pas, par deux fois, amené l'Empire ? ne semblait-elle pas le prélude du césarisme ?

(1) **Joseph Barthélémy** : Traité de droit constitutionnel. Introduction.

La République épouvantait encore les timorés, l'Empire était rejeté. Les royalistes prétendaient que la monarchie était seule capable de donner au pays la sécurité qui lui était nécessaire. Seul, ce gouvernement offrait les garanties de stabilité et de tranquillité que réclamait l'Europe pour nous rendre sa confiance.

Depuis vingt ans, ces hommes avaient été tenus à l'écart de la politique, ils ne portaient en aucune façon la responsabilité de la catastrophe nationale (1).

Et puis, les monarchistes voulaient la paix. On vota pour eux.

Sur 738 députés à élire, 630 furent élus le 8 février. De nombreux candidats avaient été désignés par plusieurs circonscriptions : Thiers, partisan de la paix et survivant de la monarchie constitutionnelle, fut élu par 26 départements, réunissant, dans la France entière, plus de deux millions de suffrages.

Au total, les 630 élus se composaient de 400 monarchistes, de 200 républicains et de 30 bonapartistes.

* * *

L'assemblée comprenait donc une majorité écrasante de monarchistes, flanqués de quelques bonapartistes. Les républicains formaient une minorité imposante, mais impuissante. « *Une chambre introuvable* », disait-on. Les royalistes exultaient.

Les groupes de droite groupaient 400 députés environ : 200 légitimistes et 200 orléanistes.

(1) Lavissee : Histoire de France. Tome 7.

Les légitimistes, groupés sous l'autorité du comte de Chambord, étaient les partisans des Bourbons de la branche aînée. Disciplinés, fidèles à la vieille conception de la monarchie traditionnelle et de droit divin, ils avaient conservé les conceptions hautaines et étroites de la vieille noblesse. Le comte de Chambord, en exil à Frohsdorf leur adressait des instructions qu'ils suivaient à la lettre. Ils vivaient dans le passé et n'avaient que peu d'attaches avec le peuple. Les influences catholiques, qui les avaient délaissés pour l'Impératrice, retournaient à eux, et renouaient leurs vieilles relations.

Pour la plupart hostiles aux idées nouvelles, ils restèrent obstinés dans leur opposition, et constituèrent la dernière garde de la « réaction ».

Les orléanistes, au contraire, fidèles au comte de Paris, accueillaient volontiers les aspirations sociales d'une nation déjà familiarisée avec la liberté et la démocratie. Appuyés sur la bourgeoisie, ils s'écartaient des influences cléricales, sans leur être hostiles. Le duc d'Aumale paraissait partisan d'une sorte de république conservatrice et modérée que l'Assemblée redouta longtemps, et à laquelle elle fit souvent allusion dans ses débats en la désignant du nom de « *stathoudérat* ».

C'est parmi les orléanistes que se recrutèrent les « *ralliés* », tous honnêtes gens convertis peu à peu à la République conservatrice par l'impossibilité d'organiser une autre forme de gouvernement.

Ces deux partis formèrent quatre groupes, qui se désagrégèrent peu à peu, en évoluant vers la gauche.

L'extrême droite, les irréductibles, ceux qu'on appelait les « *Cheval-légers* », acharnés dans leur dévouement à la couronne légitime, ne transigèrent

rent jamais et ne cessèrent de prédire les pires malheurs à l'assemblée et à la France, qui s'acheminaient vers la République.

Le centre droit, à l'aile opposée, était le refuge des orléanistes. Il fut l'arbitre de la situation, en apportant ses suffrages au parti républicain.

Il comptait, parmi ses membres, des hommes de valeur, qui jouèrent un grand rôle dans cette politique de conversion : Buffet, Decazes, d'Audiffret Pasquier, d'Haussonville, etc.

A la gauche du centre droit se constitua peu à peu, à ses dépens, un petit groupe plus hardi, qui s'inspira de la politique de Thiers, et servit de pont entre le centre droit et le centre gauche. Présidé d'abord par Target, il s'appela plus tard le groupe Target-Lavergne.

Entre le centre droit et l'extrême droite, la *droite indépendante* groupait, sous la présidence du général Changarnier, quelques royalistes sincères, mais qui ne voulaient s'inféoder à aucun groupe. Leur rôle fut digne et effacé.

La droite modérée, par contre, s'ingénia à mettre d'accord l'extrême droite et le centre droit, mais ses tentatives infructueuses ne servirent qu'à faire naître des espoirs vite déçus. Beaucoup, parmi ses membres, se rallièrent au centre droit, qui se rallia lui-même par l'entremise du groupe Target-Lavergne, au centre gauche et à la République.

Les bonapartistes se tenaient à l'écart. Vaincus aux élections de 1871, ils s'étaient cru d'abord voués à une disparition prochaine. Mais les divisions de la droite, le désordre qui régnait dans l'assemblée, son impuissance prolongée, leur rendirent l'espérance.

Une active propagande leur ramena bientôt des suffrages et, en 1874, leur nombre grandit, grâce à quelques élections partielles. Mais brouillons et indisciplinés, partisans acharnés d'un « appel au peuple », d'une dissolution dans laquelle ils plaçaient tous leurs espoirs, ils pratiquèrent souvent la politique du pire, autant par découragement que par calcul.

Exaspérés par leur échec, ils mêleront, parfois, leurs bulletins à ceux des gauches, dans le dessein de provoquer le trouble par l'adoption de mesures inacceptables et c'est grâce à leur collusion avec les républicains, que le Sénat compta, parmi ses membres, un si petit nombre de monarchistes.

Leur rôle fut d'augmenter la confusion et le désordre. Le passé de Rouher était lourd, l'ardeur exubérante et juvénile de Raoul Duval était agaçante. Les bonapartistes ne réussirent qu'à se discréditer.

.....

Les gauches se divisaient en trois groupes.

Les radicaux obéissaient avec discipline aux décisions qu'ils prenaient sous l'influence de Gambetta. D'abord hardie et violente, leur politique s'assagit bientôt, lorsque le tribun avisé comprit tout le parti qu'on pouvait tirer des divisions de la droite.

Ce fut lui qui rendit possible l'organisation de la République, en convertissant son groupe à un savant « *opportunisme* ».

Mais l'extrême gauche des radicaux restèrent farouchement intransigeants, irréductibles partisans des belles formules de 1848. Leurs noms sont restés célèbres... la critique qu'ils professaient les a gran-

dis, et l'exercice du pouvoir ne les usa jamais. Les républicains d'aujourd'hui les vénèrent encore, comme les ancêtres de la démocratie, et cependant, ils faillirent faire échouer l'œuvre des gauches par leur attachement entêté à un idéal irréalisable :

Louis Blanc, Edgard Quinet, Madier de Montjau, Peyrat, Marcou, Ledru-Rollin et quelques autres, dont les suffrages auraient pu contribuer bien plus tôt à faire pencher la balance du côté de la République s'ils ne s'étaient obstiné à voter contre toutes les formules de transaction.

Cet acharnement desservait d'ailleurs le parti radical tout entier, qui avait intérêt à faire oublier la Commune, et à devenir un parti d'ordre et de paix.

La guerre à outrance avait été l'œuvre des radicaux. Elle n'avait pas laissé de bons souvenirs. L'insurrection était due à leurs troupes, qu'ils n'avaient pas abandonnées depuis, et pour lesquelles ils demandaient l'amnistie. Parti de guerre et de désordre, qui lui aurait fait confiance, parmi ces bourgeois « conservateurs » ? Il fallait paraître adouci, il fallait endormir les craintes, il fallait être radical sans être révolutionnaire. Les éclats de l'extrême gauche rendaient cette politique bien difficile.

La gauche se groupait autour de Thiers, que les radicaux jugeaient suspect.

Ancien ministre de Louis-Philippe, il paraissait encore attaché à la monarchie constitutionnelle. Mais, le 21 décembre 1871, en condamnant à la tribune l'impôt sur le revenu, qui inquiétait les capitalistes et compromettait le succès de l'emprunt, Thiers voulant se ménager quand même les radicaux, adhéra solennellement à la République.

La droite s'écarta de lui, Gambetta cessa de le

combattre et lorsque, le 24 mai 1873, la droite le renversa, il devint tout naturellement le chef du parti républicain.

Sa situation, dans le groupe central des gauches, lui donnait d'ailleurs une grande force. Sa clairvoyance et sa pondération exercèrent sur l'assemblée une influence bienfaisante, et son adhésion à une république conservatrice rassura de nombreux esprits.

Les chefs de la « gauche » étaient Jules Grévy, Jules Favre, Jules Simon. Ils suivaient les conseils de Thiers et s'inspiraient de sa politique.

Enfin, le *centre gauche* réunissait des députés modérés indépendants prêts à donner leur concours à un gouvernement libéral. Ils se rallièrent peu à peu à la République, et leur adhésion solennelle fut formulée le 12 mai 1872 par leur président, le général Chanzy.

On comptait parmi eux de Marcère, Christophle, de Rémusat, Casimir Périer, Rivet, Dufaure, Léon Say Laboulaye et Wallon, qu'on devait appeler, plus tard le « père de la Constitution ». Tous parlementaires honnêtes, dévoués à la cause nationale, qui se rallièrent à la République, lorsque les événements les eurent convaincus de l'impossibilité de faire autre chose, et dont les efforts adroits, les initiatives heureuses, les transactions savantes, permirent de trouver les chemins sinueux par où l'on put frayer un passage à la Constitution.

Elue sans réflexion, sur un programme d'un ordre tout différent de celui qu'elle fut chargée de

remplir, l'assemblée nationale ne représentait pas les aspirations du pays.

Mais lorsque la paix fut conclue, lorsque, ayant donné à la France un gouvernement mal défini, elle se mit en mesure d'élaborer une constitution, on s'aperçut vite du désaccord, et les élections partielles se firent en connaissance de cause, après de sérieuses campagnes, et sur des idées politiques.

Le scrutin ne fut plus surpris, et la France entière envoya siéger des républicains. Chaque élection nouvelle était un démenti à l'assemblée, et, tion nouvelle était un démenti à l'assemblée, qui comprit bientôt qu'il lui fallait composer.

Peu à peu, les rangs des gauches, grossis par ces arrivées successives, devenaient plus menaçants. Chaque mouvement de défense de la droite était accueilli par le cri de « dissolution ! » et cette situation paradoxale d'une assemblée royaliste représentant un pays républicain n'était pas sans danger.

Condamnés à l'impuissance par leur rivalité, orléanistes et légitimistes se consumaient dans l'attente, cependant que les bonapartistes compliquaient la situation par leur activité trublionne.

Lockroy écrivait, le 25 janvier, dans le *Rappel* : « Voici donc aujourd'hui l'état des partis : un parti légitimiste qui veut tenir la porte ouverte au coup d'Etat, un parti orléaniste qui veut condamner à mort le gouvernement qu'il invente, un parti de transaction qui veut renverser le gouvernement qu'il consent à établir, un parti républicain qui n'a point la majorité, un parti bonapartiste qui cherche à aggraver le désordre... »

Le pays s'impatiait, et l'on sentait fort bien que si l'assemblée tardait trop, elle serait amenée

par un irrésistible mouvement d'opinion, à la dissolution que l'on réclamait de tous côtés

Le temps passait et la République faisait son chemin. L'impossibilité d'aboutir à une solution monarchiste taxait d'impuissance une majorité qui finit pourtant par se ressaisir, mais qui n'avait plus de chef : le comte de Chambord se condamnant à l'exil par les conditions excessives qu'il mettait à son retour. Ainsi, le découragement envahit peu à peu la droite, et les orléanistes se laissèrent convertir à une république peu éloignée, en somme, de leur monarchie constitutionnelle.

Tous ces « ralliés », républicains sans enthousiasme, virent naître avec ennui un régime dont ils espéraient secrètement la ruine, et qu'ils consolidaient inconsciemment, en lui donnant force provisoire. Certains, pourtant, furent sincères, et entraînèrent dans leur foi de mauvais convertis qui devinrent à leur tour d'honnêtes républicains.

Après Thiers, dont l'adhésion au nouveau régime fut un événement plein de promesses, combien d'autres passèrent tristement dans le camp adverse, lorsqu'ils comprirent que ce n'était qu'à ce prix qu'ils tireraient le pays du provisoire dangereux !

La trêve conclue pendant le siège de Paris, entre tous les Français, et qu'on appela le « *pacte de Bordeaux* », avait permis au républicain Grévy de présider l'assemblée monarchiste. Il démissionna en avril 1873, lorsque l'accord devint impossible entre les républicains et les royalistes décidés à la restauration.

Mais, à mesure que passaient les mois, les luttes devenaient inutiles, et son successeur Buffet, du centre droit, employa toute son influence à hâter le vote de la constitution. Il fut même pris à partie

par la droite, qui l'accusa, non sans raison, de favoriser les efforts de conciliation des bons esprits:

Lorsque, en mars 1875, Buffet fut appelé au ministère, le duc d'Audiffret Pasquier, qui lui succéda, fut trop loyal pour ne pas adhérer, bien qu'orléaniste, à la seule solution qui restait possible.

Ainsi se développa, péniblement, la mystique qui devait amener l'assemblée à la République, ainsi fut élaboré, par une assemblée royaliste, la constitution républicaine qui nous régit encore.

Nous étudierons, dans un chapitre II, la longue suite d'hésitations, d'oscillations, de concessions honnêtes ou trompeuses, de désillusions et de découragements qui devait aboutir à ce résultat paradoxal. Il convient, auparavant, de passer rapidement en revue la période qui précéda la discussion des lois constitutionnelles.

§ 4

LA VIE POLITIQUE DE 1871 A 1875

Elue le 8 février 1871, l'Assemblée nationale se réunit à Bordeaux, et, le 17 février, nomma Thiers — presque à l'unanimité — *chef du pouvoir exécutif de la République française*. Il exercera ses fonctions « *sous le contrôle de l'assemblée nationale*, avec le concours des ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera ».

Mais cette organisation était provisoire. Le rapporteur de la proposition, Victor Lefranc, fit observer qu'elle contenait « l'affirmation incontestable du droit souverain de la Nation, et de l'Assemblée qui la représente, à statuer sur les institutions de la France, mise à côté de l'affirmation d'un fait

non moins incontestable l'existence du gouvernement de la République française » (1)

Texte contradictoire qui réservait les droits de la Nation en lui imposant la République ! L'assemblée naissante se condamnait à l'indécision et à l'incohérence, par ce décret prophétique qui marquait de son sceau, l'impuissance des années à venir.

Pour l'instant, il fallait, avant tout essai de constitution, avant les batailles politiques, travailler au relèvement du pays. Tous, en un élan magnifique acceptèrent la trêve et, pour donner au « *Pacte de Bordeaux* », son sens véritable, on s'empressa d'en exclure les bonapartistes, en votant la déchéance de l'Empire.

L'année 1871 fut remplie par la répression de la Commune et les négociations avec l'Allemagne. La droite était inquiète. Elle accusait Thiers de violer le pacte de Bordeaux et, sachant bien qu'elle était la plus forte, voulait le réduire à l'impuissance. La loi du 31 août 1871 le nomma *Président de la République*, et restreignit ses pouvoirs en rendant les ministres responsables devant l'assemblée, et en lui imposant l'obligation, lorsqu'il voulait prendre la parole, d'en informer à l'avance le Président.

Bientôt, ce texte ne suffit pas à la majorité monarchiste, qui comprit que la présence de Thiers à la tête du gouvernement était utile à la bonne marche de notre politique extérieure, mais à l'intérieur, consolidait la République.

(1) Annales de l'Assemblée nationale. Séance du 17 février 1871, page 63.

L'année 1872 se passa dans ces craintes, qu'augmenta l'impossibilité d'une restauration.

Le message du 13 novembre 1872 précisa le danger : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas ». C'était un appel de Thiers à l'union des gauches et du centre. La droite, furieuse, voulut l'empêcher de nuire, et le 13 mars 1873, fut votée la loi « *ayant pour objet de régler les attributions des Pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle* ».

Le droit de parole de Thiers était réduit à sa plus simple expression. La séance devait être levée après son audition, pour qu'aucun vote ne pût avoir lieu aussitôt. La délibération ne commençait qu'après son départ. Les interpellations ne pouvaient être adressées qu'aux ministres.

Mais ces précautions parurent encore insuffisantes à la droite, qui voulait chasser du pouvoir celui qu'elle considérait comme l'ennemi le plus dangereux d'une restauration. La libération du territoire était assurée, Thiers n'était plus indispensable. Le 24 mars 1873, à la faveur d'une interpellation de Broglie sur un remaniement ministériel, un ordre du jour de défiance fut voté. Thiers exerçait ses pouvoirs « *sous l'autorité de l'assemblée nationale* » (1). Ce vote équivalait à une révocation. Il démissionna.

La droite avait obtenu ce qu'elle voulait. Sans perdre de temps, en une séance de nuit, elle accepta la démission de Thiers, et, résolue à le remplacer par un homme sûr, appela au pouvoir un

(1) Résolution du 17 février 1871 et loi du 31 août 1871, article premier.

grand soldat que le pays, épris de gloire, accueillit d'un consentement unanime, et dont on connaissait le dévouement à la cause monarchique.

La gauche s'abstenant, Mac-Mahon fut élu par 391 voix sur 392 votants.

La nouvelle de la chute de Thiers surprit et inquiéta l'étranger. On craignit les pires aventures : le désordre, l'anarchie, une révolution. Mais aussitôt, la nouvelle de l'élection de Mac-Mahon calma les inquiétudes (1).

Le nom du Maréchal était connu et respecté, il succédait à Thiers, avec les mêmes pouvoirs, son mandat devait durer autant que l'assemblée nationale, devant qui il était responsable. Le changement parut n'être qu'un épisode et non un renversement de la politique française.

Les droites étaient satisfaites. La « majorité du 24 mai » avait enfin renversé Thiers, ce fourrier de la révolution. Désormais, le gouvernement était confié à des mains sûres, la restauration était assurée de trouver le trône préparé. Le Maréchal saurait garder jalousement le pouvoir et attendre que l'entente des partis monarchistes lui désignât le roi dont il gardait le trône.

Le message du Président confirmait cette conviction : « ...*le sentiment qui a guidé tous vos actes est l'esprit de conservation sociale... le gouvernement qui vous représente doit donc être et sera, je vous le garantis, énergiquement et résolument conservateur...* »

(1) **Hanotaux** : Histoire de la France contemporaine. Tome II, page 3.

Il promettait sa protection à l'assemblée, « *véritable boulevard de la société menacée... par une faction qui met en péril le repos de tous les peuples, et qui ne hâte votre dissolution que parce qu'elle voit en vous le principal obstacle à ses desseins... Je considère le poste où vous m'avez placé comme celui d'une sentinelle qui veille au maintien de l'intégrité de votre pouvoir souverain.* » (1).

C'était donc un gouvernement de combat contre les gauches, un gouvernement destiné à « conserver » le trône, à le protéger des assauts du parti révolutionnaire. Dans l'esprit de la droite, c'était le vestibule de la monarchie.

Dans l'esprit du Président lui-même, il en était bien autrement. C'était « *un poste de sentinelle* », avait-il dit.

Il avait reçu la garde sacrée des pouvoirs publics, il devait les conserver sans défaillance, pour les remettre ponctuellement au gouvernement qu'il plairait à l'assemblée de désigner.

Pour que cette mission fut remplie intégralement, il devait veiller à la protection de l'ordre public, et ne pas laisser le parti révolutionnaire troubler, par ses intrigues et ses attaques, l'organisation provisoire que la France s'était donnée.

Où la droite voyait une complicité, il n'y avait que rigidité de principes, et la gauche, mieux evertie, comprit que ce soldat, cet homme d'honneur, ne se prêterait jamais à une manœuvre. Elle lui fit confiance, et lui pardonna volontiers la politique de « conservation » que son ministère mit en appli-

(1) Annales de l'Assemblée nationale. Séance du 26 mai 1873.

cation sans attendre. De nombreuses mutations dans le personnel eurent tôt fait de placer à tous les postes importants des partisans du régime qu'on croyait bien être celui du lendemain : la monarchie. Les créatures de l'Empire furent sacrifiées en masse, et les préfectures, convenablement épurées, se trouvèrent bientôt prêtes à appliquer « énergiquement et résolument », comme l'a dit le Maréchal, une politique « conservatrice ».

Tout semblait prêt pour la restauration. Les vacances parlementaires de 1873 avaient dispersé l'assemblée, le moment était propice. La réunion des groupes de droite décida de tenter l'aventure. Puisque la « fusion » avait permis enfin aux monarchistes de se mettre d'accord sur le choix du comte de Chambord, plus rien ne s'opposait au retour de la dynastie. Espoirs chimériques ! que l'intransigeance du prétendant eût tôt fait de dissiper. Comme s'il voulait clore les négociations par une fin de non recevoir, le comte de Chambord par sa lettre du 27 octobre, imposait de telles conditions à son retour que tous ses partisans, découragés, abandonnèrent leur beau projet. Quand reprit la session parlementaire, le 5 novembre 1873, le danger était écarté.

Le Président, cependant, était inquiet. Puisque la Restauration s'était avérée momentanément impossible, il fallait attendre, et l'attente paraissait grosse de périls. Les élections partielles ne cessaient de désigner des républicains, dont le nombre croissant menacerait bientôt la majorité. Or, le Maréchal considérait avec la plus complète bonne foi que l'arrivée de ces « révolutionnaires » au pouvoir serait le prélude d'une nouvelle Commune. Son devoir était de conserver le régime, qu'il

croyait menacé. Avant qu'il fut trop tard, il fallait donner aux pouvoirs publics le moyen de se défendre. Le besoin en était d'autant plus pressant que l'Europe nous observait avec méfiance, et Bismarck lui-même commençait à gronder. Mécontent de la chute de Thiers, soucieux d'écarter du gouvernement de la France les influences cléricales, le Chancelier avait appris avec colère la tentative de restauration. Son influence écartait de nous la Russie, l'Italie, l'Autriche. Le gouvernement devait, par une politique suivie, remonter ce courant funeste, mais il ne s'en sentait pas la force. Il lui manquait à la fois « stabilité et autorité ». Encouragé par de Broglie, le Maréchal décida d'en appeler à l'Assemblée.

Le 5 novembre 1873, jour de la rentrée, le duc de Broglie, vice-président du Conseil, donna lecture à l'Assemblée nationale d'un message du Président de la République. Les termes en étaient précis et résolus. Il reconnaissait la toute-puissance du pouvoir législatif et déclarait sans ambages : *« pour donner au repos public une garantie sûre, il manque au régime actuel deux conditions assentiellles, dont vous ne pouvez, sans danger, le laisser privé plus longtemps : il n'a ni la stabilité, ni l'autorité suffisantes. »*

Une proposition du général Chargarnier complétait ce message en confiant au Maréchal le pouvoir exécutif pour dix ans. Elle ajoutait qu'une commission de trente membres examinerait sans délai les lois constitutionnelles.

Après quinze jours d'hésitations et de négociations l'Assemblée vota, par 378 voix contre 310 (68

voix de majorité, chiffre inespéré !) la loi du 20 novembre 1873, dont voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — *Le pouvoir exécutif est confié pour sept ans au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, à partir de la promulgation de la présente loi; ce pouvoir continuera à être exercé avec le titre de Président de la République et dans les conditions actuelles, jusqu'aux modifications qui pourraient y être apportées par les lois constitutionnelles.*

ART. 2. — *Dans les trois jours qui suivront la promulgation de la présente loi, une commission de trente membres sera nommée en séance publique et au scrutin de liste, pour l'examen des lois constitutionnelles.*



Le Maréchal et le duc de Broglie avaient obtenu ce qu'ils désiraient. La droite modérée, désireuse de consolider le provisoire dans l'attente d'une restauration, voyait s'ouvrir une longue période qui permettait tous les espoirs. Les gauches se félicitaient d'avoir obtenu, avec la consécration de la République, la promesse du vote prochain d'une constitution. Seule, l'extrême droite était déçue.

Cette consolidation d'une présidence de la République qu'ils savaient hostile à leurs desseins, était considérée comme une nouvelle défaite par les « cheveau-légers ». La mort dans l'âme, ils voyaient se perpétuer un provisoire qui leur était funeste. L'échec de la tentative désespérée du comte de Chambord leur prouvait bien que tout était perdu. Incapable de comprendre l'évolution qui avait rapproché l'assemblée du gouvernement républicain, le prétendant, résolu à un coup de

force, s'était heurté, le 19 novembre, à l'honnêteté de Mac-Mahon et, sans un mot, il était reparti pour l'exil... Ses fidèles plus avisés que le centre droit et les orléanistes, comprirent que la possession d'Etat consolidait la République.

Car c'était bien la République qui était organisée sous le couvert du septennat, une république provisoire, sans doute, et qui réservait les droits de la monarchie, mais une république tout de même. La clairvoyance de Decazes l'avait prévu : « *C'est de la présidence de Mac-Mahon que datera la fondation de la République en France* ». Ni le Maréchal, ni les droites ne l'avaient compris.

Le duc de Broglie, fier de son succès, chantait victoire. Il lui restait à tenir la promesse, contenue dans la loi du 20 novembre, d'amener dans le plus bref délai possible la discussion des lois constitutionnelles. Le septennat n'était donc bien qu'une solution provisoire, mais tout un parti allait se former, qui, soucieux de maintenir le plus longtemps possible ce provisoire, allait soutenir que l'Assemblée ne pouvait pas donner à la France une constitution définitive. Liée par son vote du 20 novembre, elle devait seulement organiser le septennat, et remettre le vote de la constitution à l'expiration des pouvoirs du Maréchal. Le présent semblait si instable qu'on lui préférerait les aléas d'une attente prolongée. Chacun se promettait de mettre à profit, dans l'assemblée et dans le pays, cette période qui pouvait permettre au plus adroit de devenir le plus fort.

L'Assemblée, en application de l'article 2 de la loi du septennat, devait nommer, sans plus attendre, la commission des lois constitutionnelles.

La majorité était encore dans toute l'ardeur de la lutte. Animée du désir de ne laisser à la minorité qu'une part infime des voix, elle ne lui en accorda que 5, s'en réserva 25, et, bien persuadée d'être maîtresse de la constitution, se prépara à la faire. Hélas ! l'année s'acheva sans que les lois promises eussent vu le jour. Cette part trop faible faite à la minorité rendait impossible, au sein de cette commission, l'élaboration d'un projet qui pût être accepté par l'Assemblée.

Pourtant, tous les membres de la commission voulaient faire les lois, et les faire dans un esprit conservateur, écrivait Vacherot, le premier décembre 1874, dans la *Revue des Deux Mondes* (1) :

« Nous étions tous à peu près d'accord, ajoutait-il, sur la nécessité d'une organisation constitutionnelle, sur son caractère irrévocable pendant sept ans, sur la condition des *garanties conservatrices*. C'est surtout sur la nature et la portée de ces garanties qu'a porté le débat entre la majorité et la minorité... Sous la question du titre, la minorité voit la question de fond... à savoir si le septennat est fait pour la Constitution ou la constitution pour le septennat, en d'autres termes s'il s'agit d'une institution ou d'un expédient. »

Et la longue série des tentatives infructueuses commença. L'année 1874 fut remplie de ses dépôts

(1) Hanotaux, dans son histoire de la France contemporaine, Tome III, page 364, appelle Vacherot « un professeur de démocratie ».

de propositions et de projets, que la Commission retenait parfois étudiait longuement et présentait à l'assemblée qui les repoussait, après en avoir voté l'urgence (1). Le duc de Broglie vit échouer successivement son projet d'organisation du septennat (mars 1874) et son projet sur la Chambre haute ou Grand conseil (mai 1874). Il fut contraint de démissionner et le ministère de Ciskey, qui lui succéda, ne fut pas plus heureux dans ses tentatives. Casimir Périer, en juin 1874, déposa une proposition qui eut les honneurs de l'urgence, réunissant, par miracle, une majorité républicaine factice. Aussitôt, des propositions « monarchistes » et « septennalistes » furent déposées, et repoussées aussitôt. La Commission des trente écarta la proposition Casimir Périer et lui substitua un texte d'inspiration gouvernementale, qui organisait le septennat à la fois personnel et impersonnel... et qui fut repoussé par l'assemblée. Et l'année se passa, sans qu'un pas fut fait. La Commission des trente pétrissait savamment toutes les propositions qui lui étaient soumises et les rapportait, méconnaissables et inacceptables. « C'est, disait-on, Pénélope qui fait et défait et refait son éternelle ta-

(1) Les procès-verbaux de la Commission des trente ont été déposés aux archives de la Chambre des Députés, où Gambetta, lorsqu'il était président de la Chambre, les envoya chercher plusieurs fois pour les consulter. A la suite de ces déplacements, ce document a disparu, mais le journal le « Temps » donnait au jour le jour un compte rendu assez détaillé des travaux de cette Commission.

pisserie en attendant le retour du lys » (1). Chaque nouvel échec était salué par les clameurs de la gauche, qui déposait chaque fois une demande de dissolution. Mais l'Assemblée ne voulait pas mourir, elle se prorogea.

La rentrée, fixée au 30 novembre, n'apporta rien de nouveau. Le mois de décembre se passa dans l'attente. Jamais encore l'impuissance n'avait paru si complète. Tous les partis étaient dans l'expectative. Un accord tacite remit la discussion des lois constitutionnelles à la rentrée de janvier. On parlait de moins en moins d'une réforme politique. Il semblait bien que les choses allaient rester en état jusqu'à l'expiration des pouvoirs du Maréchal. Les essais d'organisation ne réussiraient qu'à renforcer ce septennat informe, véritable gouvernement personnel, auquel s'habituèrent les esprits découragés.

Après cette longue période agitée, où le gouvernement de Mac-Mahon suffit à mener les destinées de la France, sans autre appui que l'immense confiance et le respect profond qu'avait pour lui le pays tout entier, les esprits, peu à peu, oublièrent que cette situation paradoxale ne pouvait pas être une forme de gouvernement. La personnalité du Maréchal dominait tellement cette assemblée divisée qu'on avait pris l'habitude de croire à la puissance du Président de la République. Cet état d'esprit exerça sur le vote de la constitution une influence profonde, dont les conséquences inattendues se manifesteront au cours de la 3^e République par le caractère effacé du Chef de l'Etat, lorsqu'il ne pourra pas, comme Mac-Mahon, trouver dans

(1) **Joseph Barthélémy** : Droit constitutionnel, page 29,

son autorité personnelle la puissance que ne lui accorde pas la Constitution.

Qui pouvait croire, en effet, dans cette assemblée nationale, honteuse de son impuissance, que le Président de la République serait diminué par les lois constitutionnelles qu'on lui préparait, et qui étaient imprégnées de son autorité ? Tout, dans les textes qu'on élaborait, gravitait autour d'un chef tout-puissant. Parlait-on d'un Sénat ? c'était pour appuyer sur lui les volontés du Président. Il serait « *l'intermédiaire puissant entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, pour trancher leurs différends* » (1). Les esprits étaient encore imprégnés des idées de la monarchie constitutionnelle. Tous redoutaient la puissance du monarque et n'en trouvaient le palliatif que dans le suffrage universel, jamais assez fort à leur gré. L'empire libéral avait promis des « garanties » contre l'arbitraire du souverain ; aussi, beaucoup de bons esprits l'avaient accueilli avec transport. Ces « garanties » avaient paru à ce point satisfaisantes que Prévost-Paradol lui-même s'était brusquement converti au régime nouveau. La monarchie de juillet avait laissé des souvenirs de justice et de libéralisme, parce que les mêmes « garanties » étaient données au peuple par la présence d'une assemblée élue auprès d'un roi, dont l'autorité prenait sa source au fond des dynasties séculaires. Le pouvoir exécutif, que l'on avait connu absolu, et contre les excès duquel on s'était dressé depuis un siècle en des luttes inégales,

(1). Exposé fait par le duc de Broglie, le 28 mars 1874, devant la Commission des trente, des vues du gouvernement sur la question constitutionnelle. (« Le Temps », 30 mars 1875).

conservait son aspect redoutable. Seule, une assemblée puissante, investie de toute la force nationale, pouvait lui tenir tête. Comment la présence, à la tête du gouvernement, du maréchal de Mac-Mahon, pouvait-elle inspirer d'autres craintes aux esprits les plus éclairés ? N'était-il pas chargé de gloire et d'honneurs, investi d'une confiance populaire que n'avaient pas connu nos derniers rois eux-mêmes ? N'était-il pas unanimement respecté ?

Son honnêteté, sa droiture légendaire le désignaient comme le digne héritier des chefs d'Etat les plus glorieux. Qui aurait soupçonné que son autorité pût un jour paraître insuffisante ? Entraînés par des craintes traditionnelles que ne paraissait pas démentir le présent, tous ceux qui désiraient la République s'efforcèrent d'asseoir solidement la puissance du Parlement, en face de ce pouvoir exécutif qu'ils redoutaient toujours.

Les autres — et ils furent nombreux ! — qui votaient république en pensant monarchie, ne songèrent pas un instant à la situation amoindrie dans laquelle pourrait se trouver le roi, à son retour qu'ils espéraient prochain. Tous ces « ralliés », s'ils conservaient l'espoir d'une restauration, ne la désiraient plus que sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Les autres, les irréductibles, étaient demeurés dans l'opposition. Or, pourquoi les « ralliés » auraient-ils hésité à bâtir autour du trône encore vide les éléments d'une constitution parlementaire, puisque c'était vers elle que tendaient leurs espoirs ? Eux, qui savaient que leur roi aurait l'autorité nécessaire pour tenir tête aux assemblées, ne marchandèrent pas à celles-ci les pouvoirs. Peut-être même espéraient-ils secrètement

que ces « garanties » serviraient un jour à convaincre le pays de l'inocuité d'une nouvelle expérience dynastique...

Tous les partis étaient convaincus de l'autorité du Chef de l'Etat, nul ne comprit que les institutions nouvelles, si elles s'animaient d'un esprit nouveau, risquaient de l'emprisonner et de le désarmer.



CHAPITRE II

LE VOTE DES LOIS CONSTITUTIONNELLES

§ 1

LE VOTE DE L'AMENDEMENT WALLON

L'Assemblée nationale, qui a tous les pouvoirs, mais ne peut en user, qui se débat depuis des années dans le désordre et les discussions stériles, commence à sentir que le pays s'impatiente. Impatience bien inoffensive, où ne fermente aucun germe d'insurrection, mais suffisante pour peser lourdement sur la Bourse, de moins en moins active, et pour donner plus de force à la campagne qui se poursuit en faveur de la dissolution.

Sans doute, les républicains ont-ils, en juin 1874, accepté solennellement le pouvoir constituant de l'assemblée, mais le groupe infatigable de l'« *Appel au Peuple* » n'a pas désarmé.

Les élections partielles envoient périodiquement à l'assemblée de nouveaux républicains, parfois un impérialiste, bien rarement un royaliste. L'assemblée, chaque fois désavouée, se souvient, avec amertume, qu'elle fut élue sous le signe de la monar-

chie, et désire ardemment mettre fin à cette attente épuisante.

Mais comment en sortir ? l'année 1874 s'est passée dans l'inaction. Les journaux de gauche, ironiques, résument l'année politique par ces mots : « *l'assemblée se recueille* » (1). Une caricature de Cham représente les députés armés de pelles, 'au bord d'une fosse où ils enfouissent les lois qu'on leur propose (2). *Le Temps* (3), par contre, résume la situation avec espoir : l'ancienne majorité ayant disparu en 1874, celle qui naîtra en 1875 mettra fin à cette équivoque.

Mais cette majorité est encore hypothétique. La lente fusion des centres est à peine ébauchée, chacun veut attirer l'autre à lui, sans rien lui donner en échange. Les républicains restent ombrageux, malgré la grande voix de Gambetta, qui les exhorte et veut les entraîner aux concessions. La division des droites persiste, supprimant tout espoir de réveil de la majorité qui porta Mac-Mahon au pouvoir.

Tous les partis sont retranchés, farouchement, dans le septennat. Cette forme bâtarde de gouvernement satisfait momentanément tous les désirs, en permettant tous les espoirs.

L'échéance du 20 novembre 1880 rassure les inquiets. Après sept ans de présidence — avant peut-être — le Maréchal devra céder la place. Tous espèrent que la fortune leur sera propice ce jour-là. Ils s'emploieront d'ailleurs à lui venir en aide.

(1) « *Le Charivari* », 8 janvier 1875.

(2) « *Le Charivari* », 20 janvier 1875.

(3) 2 et 3 janvier 1875.

Cependant, lassé par les interminables pourparlers de couloirs, enflés et déformés par la presse, le Maréchal met à profit les vacances de fin d'année pour réunir à l'Elysée les membres les plus influents de la droite modérée, du centre droit et du centre gauche.

Les ayant mis face à face, il leur fait préciser leurs points de divergence. « *Les membres de la droite veulent le septennat personnel, qui, au cas de mort ou de démission du Maréchal, laissera la porte ouverte à une restauration monarchique ; le centre droit demande le septennat impersonnel, « une république de six ans » ; si le maréchal de Mac-Mahon meurt ou démissionne avant l'expiration de son mandat, un autre président sera nommé jusqu'en 1880, date d'une révision forcée ; le centre gauche prétend faire une république définitive, dont le septennat sera la première présidence avec la révision toujours possible, à partir de 1880* » (1).

Ainsi donc, l'année 1874 a tout de même permis de deviner où se trouvera la majorité : un grand pas vient d'être fait, puisqu'on en est déjà à préciser *les points de divergences*, au lieu de l'opposition irréductible de l'an dernier.

On connaît maintenant les prétentions réciproques. Les marchandages vont devenir possibles. Sur quelles bases va-t-on préparer la transaction qui satisfera tout le monde sans contenter personne ?

(1) **Duguit et Monniet** : La Constitution de la France, Notices historiques, p. CXLII.

En somme, une seule forme de gouvernement paraît possible, aujourd'hui. Toutes les tentatives ont échoué : bonapartistes, royalistes de l'une ou de l'autre branche, septennalistes, ont successivement connu le découragement et la défaite. La seule solution qui reste... personne n'ose la nommer,

Pourtant, s'il le faut vraiment, la résignation viendra peut-être. Depuis plusieurs années déjà, n'est-on pas en République ?

Malgré l'entêtement aveugle des « cheveu-légers », qui refusent de prononcer le mot, le chef de l'Etat n'a-t-il pas le titre de Président de la République ? n'est-ce pas au nom de la République que sont accomplis tous les actes officiels ? la République n'a-t-elle pas été reconnue par les gouvernements étrangers ? Et cependant, l'ordre a-t-il été troublé pour cela ?

Cette République rendue inoffensive, encerclée de « garanties » sérieuses, enfermée dans une armature solide, en un mot mise à l'abri des « révolutionnaires », ne pourrait-elle pas, à la rigueur, remplacer ce septennat instable et offrir plus de sécurité que lui ?

Le centre droit y songe. Mais quelles compensations doit-il demander ? Comment, pour employer le mot du royaliste Vitet, « *s'approprier* » cette république qu'on ne peut empêcher ? (1)

Il y a bien un moyen. Le duc de Broglie l'a déjà nommé dans le projet de « Grand Conseil » qu'il a déposé en mai 1873. Une chambre haute qui serait « *l'intermédiaire puissant entre le pouvoir*

(1) **Louis Blanc** : Histoire de la Constitution du 25 février 1875. Page 107.

exécutif et le pouvoir législatif pour trancher leurs différends... » Pour parler franc, un « *Sénat conservateur* » qui, servant de contre-poids à une Chambre que l'on sent devenir républicaine, permettrait au gouvernement de poursuivre sa politique conservatrice.

Ainsi muselée, la République pourrait servir, tout aussi bien que le septennat, de position de repli en attendant la restauration. La promesse d'une révision, bien entendu, serait inscrite à son fronton, comme garantie de sa caducité.

Le prix de la transaction est donc trouvé. Il y a longtemps qu'on en parle, et cependant on hésite encore.

C'est que les marchés politiques ne se font pas avec la sécurité d'un contrat passé pardevant notaire. Le centre droit est soucieux : Comment s'assurer que cette république sera bien nantie d'un Sénat ? Ne risque-t-on pas, si on adopte le régime, de voir la Chambre haute repoussée au scrutin suivant par des adversaires sans scrupules ? Les républicains n'ont-ils pas proclamé qu'ils n'en voulaient à aucun prix ?

Les gauches, de leur côté, se sentent envahies d'une crainte identique. Le bruit court que le centre droit veut les engager dans le projet de Sénat, avec l'arrière pensée de ne pas les suivre dans le projet de transmission des pouvoirs (1). Le temps n'est pas encore venu de la confiance réciproque... et les jours passent, dans l'inquiétude et l'irrésolution.

Les journaux du premier janvier 1875 annoncent

(1) « Le Temps » : 7 janvier 1875.

pourtant une grande nouvelle : à la suite de la réunion de l'Élysée, l'unanimité se serait formée en faveur d'une disposition propre à rassurer tous les partis, et qui serait introduite dans les lois constitutionnelles : la loi sur le Sénat n'entrerait en vigueur qu'après adoption des autres lois.

Le 5 janvier, la Commission des trente s'efforce de rassurer les hésitants, et plusieurs de ses membres proposent un article additionnel subordonnant la promulgation de la loi sur le Sénat au vote de la loi sur la transmission des pouvoirs. Cet article est adopté.

Voilà donc la formule de garantie qui permet d'aller au scrutin sans crainte. Rien ne peut plus s'opposer à présent au vote de la constitution.

Et cependant, on en reste là. Le centre droit ne se décide toujours pas. Il lui suffirait de faire un effort pour s'engager dans la voie qui s'ouvre devant lui, et les événements se dérouleraient, ensuite, d'eux-mêmes. Comment le décider à faire cet effort ?

C'est alors qu'en un trait de génie, les gauches trouvent la solution. Au fond, ce qui chagrine le plus les députés du centre droit, il faut bien le dire, c'est qu'ils n'ont aucun espoir de voir leur mandat renouvelé dans la prochaine assemblée.

Aussitôt la constitution votée, la dissolution s'imposera. Les résultats des élections partielles ne peuvent laisser aucun doute : la nouvelle chambre comptera une majorité écrasante de républicains. Le centre droit se lamente, et sent bien qu'il n'en reviendra pas.

La grande adresse des gauches est de proposer à ces victimes la seule chose qui puisse les consoler :

l'assurance qu'une partie de la chambre haute sera nommée par le Président de la République.

C'est le salut du centre droit ! Où le Maréchal pourrait-il choisir ses sénateurs, sinon parmi ses fidèles du centre droit et de la droite, qui sont ses plus fermes soutiens ?

Aussitôt, la situation s'éclaire. Ceux qui reculaient la veille encore se sentent tout disposés à adopter ce Sénat qui, après tout, est une fort honorable institution, propre à garantir l'Etat de l'attaque des factieux, et à faire la République bien conservatrice « *par où ils entendaient qu'elle les devait conserver* », ajoute malicieusement Louis Blanc (1).

Le groupe Lavergne, qui touche au centre droit d'un côté et de l'autre au centre gauche, s'acquitte avec zèle du rôle de négociateur dont le charge les républicains.

Pourtant, l'amendement Laboulaye est repoussé, après tant d'autres, le 29 janvier. N'avait-il pas la prétention de proclamer : « *Le gouvernement de la République se compose de deux chambres et d'un Président* » ? Le pacte est peut-être conclu, mais il faut tenir compte de la répulsion instinctive de tous ces nouveaux ralliés pour un régime qu'ils n'osent servir ouvertement.

Ce texte paraît être une proclamation de la République. Bien lourde responsabilité, pour des gens qui, la semaine précédente, le 21 janvier, rappelaient avec une haine tenace que ce jour était l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI !

Non, les esprits ne se sont pas encore soumis. Il

(1) Op. cit. p. 139.

faut attendre, et le royaliste Ferdinand Boyer, à la grande joie de la droite, résume la situation en un cri de triomphe : « *L'assemblée vient de repousser, une fois de plus, la République !* » (1).

Ne la repoussait-elle pas tous les jours, depuis plus de trois ans ?

Les gauches ne se découragent point. Après tant d'efforts, on sent que le but est près d'être atteint. Le pacte est conclu, on a payé l'acquiescement du centre droit assez cher pour avoir confiance dans la loyale exécution du contrat. Il faut seulement être adroit, et ne pas se heurter de front.

Le groupe Wallon-Lavergne poursuit ses négociations, et, instruit par l'échec de l'amendement Laboulaye, prépare un texte édulcoré. Et c'est pourquoi, le 30 janvier 1875, Wallon, député jusque-là inconnu, présente à l'assemblée un amendement honteux qui fait allusion à la République, sans la proclamer, et qui précise, par contre, bien ostensiblement, que cette République sera nantie d'un Sénat, et que son Président sera élu pour 7 ans.

La République existe déjà en fait, elle a un président élu pour sept ans. Cet amendement n'apporte qu'une chose nouvelle : un Sénat. Ce n'est pas la droite qui va s'y opposer.

Cette fois, le contrat peut être signé. Toutes les garanties y sont, en bonne place, sans fraude possible. L'antidote est présenté en même temps que le poison, et sans qu'une proclamation tapageuse attire l'attention sur le régime que l'on consacre.

(1) « Journal Officiel », Débats parlementaires, 30 janvier 1875, p. 716.

Rien ne peut arrêter les voix du centre droit et de la droite modérée que l'on espère amener aujourd'hui à une résolution héroïque.

On parle, d'ailleurs, de conférer l'inamovibilité aux sénateurs que nommera le Maréchal.

L'amendement Wallon est adopté.

§ II

LA LOI DES POUVOIRS PUBLICS

« Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et la Chambre des Députés réunis en assemblée nationale.

« Il est nommé pour sept ans, il est rééligible ».

Tel est le texte de l'amendement Wallon, adopté le 30 janvier, en deuxième lecture, par 353 voix contre 352.

La République est donc fondée, à une voix de majorité, sauf à l'entériner encore par un vote sur l'ensemble et une troisième délibération. Piètre majorité ! et combien précaire ! Elle se compose de l'unanimité des trois gauches, augmentée, à la suite des longues tractions des jours précédents, de quelques conservateurs, ralliés à la République par découragement, devant l'insuccès des tentatives de restauration monarchique, et en présence de ce septennat dont le provisoire est gros de dangers. Ont voté contre tous les ministres, sauf une abstention, toute l'extrême droite, toute la droite modérée, le groupe bonapartiste, et *l'immense majorité du centre droit !*

Ce centre droit, sur qui s'étaient fondées les plus hautes espérances, a donc trahi les promesses de

ses chefs, et c'est dans le parti conservateur que se sont recrutés les renforts dont l'intervention a été décisive.

Fragilité des combinaisons politiques ! Il est vrai qu'on se rappelle, à propos, les multiples déclarations du centre droit, louvoyant sous la direction du duc de Broglie : « *Notre conscience, avait-il dit, ne nous permet pas de faire la République, mais, si d'autres la font, nous saurons loyalement l'accepter et lui prêter notre concours* » (1).

Le moment est venu de tirer de cette casuistique toutes les conséquences espérées. Les promesses faites à la droite modérée ont fini par la convaincre que la République n'est pas à craindre, et que la forme qu'on va lui donner la rendra semblable à la monarchie.

Avant même que cette opinion soit assez accréditée pour amener les conservateurs à voter en masse pour les institutions nouvelles, l'amendement Wallon a été adopté par surprise, en un vote dont les rectifications postérieures renversent le sens, mais que le président Buffet sait faire respecter.

Les républicains chantent victoire. Sans s'arrêter aux menaces des votes futurs, le pays salue la République avec la joie d'avoir enfin un gouvernement, et les monarchistes, découragés, abandonnent leurs espérances.

La conviction s'établit, dès le lendemain de l'adoption de l'amendement Wallon, que ce vote est définitif.

Les droites avaient promis de rétablir la mo-

(1) « Le Temps » : Premier février 1875.

narchie, ne fut-ce qu'à une voix de majorité. Elles sont prises aujourd'hui à leur piège, et la promesse du centre droit de se rallier à la République après sa proclamation ne permet plus aucun doute.

Le pays en est convaincu, la presse le répète chaque jour. *Le Charivari* lui-même, qui avait proclamé bien haut qu'il n'accepterait pas une République entrée furtivement par la porte basse, à l'occasion d'un amendement voté à quelques voix de majorité, se réjouit aujourd'hui sans réserve, et se contente bien volontiers de l'unique voix du 30 janvier (1).

La République est proclamée ! tous les irrésolus l'accueillent avec soulagement, comme ils auraient accueilli n'importe quel régime définitif.

L'assemblée se sent trop faible, trop divisée, et aussi trop discréditée pour réagir. Elle s'abandonne au courant, et consacre par de nouveaux votes ce qu'elle n'ose plus nier. Curieux phénomène de la persuasion ! la République devient définitive parce qu'on dit partout qu'elle l'est déjà.

Peut-être faut-il ajouter qu'un tel soulagement se manifeste dans le pays que ses représentants n'osent pas détromper l'opinion publique, par crainte de la colère que soulèverait cette désillusion, et la République s'établit, s'affermi, se consolide rapidement à la faveur des votes successifs.

Prise dans l'engrenage, l'assemblée parcourt, timidement d'abord, puis plus vite, le chemin qu'on lui prépare depuis de longs mois. Les marchandages ont réussi à arrêter le prix des transactions,

(1) « Charivari », premier, 2 et 31 janvier 1875.

le pacte est conclu, il faut l'exécuter bien vite, car chacun redoute une trahison.

Dès le lendemain, l'article 2 vient en discussion. Dans le projet Ventavon, il consacre le droit de dissoudre la Chambre des députés, accordé personnellement au Maréchal de Mac-Mahon. Wallon propose, en un nouvel amendement, de donner ce droit au *Président de la République*, qui ne pourra l'exercer que sur l'avis conforme du Sénat.

Décidée à organiser le septennat, la commission maintient son texte. Elle est battue : le 2 février, le nouvel amendement Wallon est adopté par 425 voix contre 243.

« On vit les membres de la droite modérée, les fondateurs du septennat, les hommes qui avaient tout tenu en suspens pendant près de deux années, pour faire du maréchal de Mac-Mahon le maître de la situation et créer en sa faveur une sorte de principat temporaire au-dessus de l'assemblée, au-dessus du pays, on vit ces hommes se rallier à la majorité et sanctionner la décision constitutionnelle qui détruisait leur œuvre, annulait leurs efforts, rayait tant de déclarations solennelles et de si éloquents discours. » (1).

Cette fois, la majorité est écrasante. La commission capitule, et consent à consacrer l'impersonnalité du pouvoir, en supprimant les mots « *le maréchal de Mac-Mahon* » qui seront remplacés par le « *Président de la République* ».

Ainsi, jusqu'à la dernière minute, les « *septenn-*

(1) **Hanotaux** : Histoire de la France contemporaine. Tome III, page 185.

nalistes » ont conservé leurs espoirs, et la présence de Mac-Mahon à la présidence exerce sur tous les esprits une influence telle qu'on peut dire que la constitution tout entière en est imprégnée.

Avec l'article 6, se présente la clause de sauvegarde que la droite attend avec impatience, et dans laquelle est placée toute son espérance : *le principe de la révision*, suprême concession accordée aux monarchistes, qui comptent bien que, grâce à elle, la République fondée ne différera en rien du septennat provisoire.

Seule, cette « condition résolutoire » peut faire voter l'ensemble. Le rapporteur, M. Paris, le comprend si bien qu'il le répète complaisamment à la droite inquiète : « *la forme du gouvernement pourra être l'objet d'une révision* ». (1).

C'en est trop ! Les gauches s'agitent, Gambetta veut parler, il monte à la tribune, sa fougue va l'emporter, et son indignation va foudroyer ces espoirs chimériques... Mais déjà son sens politique revient. Il s'arrête à temps, et déclare se réserver pour la troisième lecture. Peut-être se souvient-il à propos la fameuse parole de Thiers : la République sera conservatrice ou elle ne sera pas...

La gauche se tait, la gauche vote, se contentant sagement d'une victoire incomplète, mais pleine d'espérances.

Seule, l'extrême gauche reste irréductible.

L'article est adopté à mains levées. On fixe encore le siège des pouvoirs publics à Versailles, ul-

(1) Annales de l'assemblée nationale. Séance du 3 février 1875, page 421.

time précaution contre le retour éventuel de la guerre civile. La gauche accepte encore.

Enfin, un article additionnel porte que la loi des pouvoirs publics ne sera promulguée qu'après le vote définitif de la loi du Sénat. C'est, on s'en souvient, la garantie qui avait été offerte aux droites par la conférence des centres. L'article est adopté sans difficulté.

Le passage à la troisième délibération est voté, le 3 février, par 508 voix contre 174, et l'assemblée s'ajourne au 11 février pour la discussion, en seconde lecture, de la loi sur le Sénat.

Une hausse considérable des fonds publics a déjà salué le vote de l'amendement Wallon. Elle s'est encore accrue lorsqu'a été connu le vote sur l'ensemble.

Les journaux le constatent avec joie : «... nul doute que ces favorables indices ne soient vite confirmés par une sérieuse reprise des affaires, car on aspire partout à travailler et les méfiances qui paralysaient le bon vouloir de la France laborieuse ne survivront pas longtemps aux événements qui ont guéri l'impuissance de l'assemblée. » (1).

Cette assemblée n'est plus maîtresse de ses destinées. La confiance avec laquelle le pays accueille cette première décision lui dicte ses votes de demain.

Le parti républicain a obtenu la République. Une discipline héroïque a condamné au mutisme ses voix les plus écoutées, dont l'autorité redoutée et haïe des droites, rendait impossible tout rapprochement.

(1) « Le Temps » : 5 février 1875.

« Quiconque, par ses opinions, appartenait à l'avant-garde, dut, à cause de cela même, se traîner à l'arrière garde... et voilà comment l'extrême gauche alla se perdre dans la gauche, qui alla se perdre dans le centre gauche, qui finit par aller se perdre dans le centre droit... » (1).

Et simultanément, un mouvement symétrique jetait dans cette majorité naissante les nouveaux ralliés.

Que nous sommes loin des magnifiques constructions théoriques des anciennes constitutions !

§ III

LA LOI DU SENAT

C'est précisément parce que ces textes sont les produits de marchandages complexes que les débats qui entourent leur vote doivent être examinés avec soin. Qu'on nous pardonne l'étude monotone de ces menus faits qui portent en eux la promesse et le germe des conséquences lointaines.

La deuxième délibération de la loi sur le Sénat est inscrite à l'ordre du jour de la séance du 11 février.

Le projet de la commission, adopté en première lecture, sans autre discussion qu'un exposé d'idées générales, tendait à modérer l'influence démocratique de la Chambre basse. Le rapporteur, Lefèvre-Portalis, l'avait déclaré sans ambages : « *Nous voulons opposer au parti révolutionnaire une barrière*

(1) Louis Blanc, op. cit. p. 53.

suffisante pour qu'il ne puisse pas s'emparer légalement du pouvoir. » (1).

Exposant les moyens par lesquels il comptait mettre ce principe en application, il proposait de « faire représenter, dans une deuxième chambre, *les droits acquis et les intérêts de la stabilité*, parce que le suffrage universel peut, dans certaines heures d'entraînement, les sacrifier et les tenir à l'écart de l'assemblée dont il reste le maître » (2).

Voilà donc le Sénat que réclament les droites ralliées comme prix de leur adhésion à la République. Les gauches vont-elles faire un marché de dupes et accepter ce joug imposé à la République naissante par ses ennemis ?

Le succès les a enhardies. L'audace leur permettra peut-être d'emporter une victoire plus complète. Le projet de la commission des trente, en son article premier, porte que le Sénat se composera de sénateurs de droite, de sénateurs inamovibles nommés par le Président de la République et de sénateurs élus.

Le républicain Pascal Duprat dépose un amendement qui peut ruiner d'un seul coup toutes les espérances conservatrices : « *Le Sénat est électif. Il est nommé par les mêmes électeurs que la Chambre des députés.* »

En acceptant un Sénat, les républicains ont porté une grave atteinte à leur doctrine, il leur en coûte aujourd'hui de compléter cette reculade par l'adoption, qu'ils jugeraient scandaleuse, du texte de

(1) Annales de l'assemblée nationale, séance du 25 janvier 1875, page 670.

(2) ibidem

la commission. L'amendement Duprat permet de rétablir le dogme du suffrage universel direct, correctif suffisant à l'existence d'une seconde chambre.

Toute la gauche applaudit, et sans discussion, l'on passe au vote. La majorité qui a fondé la République résistera-t-elle à cette épreuve ? Victoire ! l'amendement est adopté par 322 voix contre 310 (1).

Les gauches exultent... et ne comprennent pas encore que la majorité s'est effritée, pour laisser place à une coalition malicieuse : le centre droit a voté contre. Une partie du centre gauche, comprenant le danger qu'une disposition aussi révolutionnaire ferait courir à l'édifice tout entier, a également voté contre. Mais la masse des gauches a été augmentée d'une grande partie des bonapartistes fidèles à leur doctrine de l'appel au peuple, cependant que l'extrême droite, heureuse de tout remettre en question, s'est abstenue.

La loi du Sénat est condamnée. La commission déclare, dès le lendemain, qu'elle s'abstiendra désormais de prendre part aux débats, et le Président de la République lui-même, jugeant que le principe adopté la veille est inconciliable avec les intérêts conservateurs « *dont il ne peut désertier la défense* », fait savoir à l'assemblée, par l'intermédiaire du vice-président du conseil, que le gouvernement n'interviendra plus dans la discussion (2).

(1) « Journal Officiel » : débats parlementaires. Séance du 11 février 1875, page 1151.

(2) Annales de l'assemblée nationale, séance du 12 février 1875, page 484.

Le centre droit intervient à son tour, et un de ses membres, M. Charreyron, déclare que ses amis se retirent de la coalition : « Nous étions décidés, monarchistes convaincus, persuadés que la monarchie constitutionnelle... est la forme de gouvernement qui convient le mieux à la France, nous étions décidés à nous associer, même dans une organisation républicaine, au vote des lois qui pouvaient donner aux intérêts conservateurs que nous représentons, les garanties qui leurs sont dues.

...Je crains bien que les républicains conservateurs viennent à se repentir de l'alliance dans laquelle ils se sont entraînés... » (1).

La majorité se désagrège... On essaye d'aboutir quand même. Ne faut-il pas, d'ailleurs, poursuivre la discussion ?

Des amendements transactionnels sont adoptés. Puis le découragement s'empare des gauches, et les articles suivants sont tous votés, à mains levées, par une majorité qui sait fort bien que le passage à la troisième délibération ne sera pas décidé, et qui a hâte d'en finir.

Toute discussion est interrompue aux cris de « aux voix ! aux voix ! » et, sans arrêt, on adopte tout (2).

On arrive au passage à la troisième délibération. Mais le naufrage est certain : l'extrême droite s'est retournée, et la majorité factice détruit son œuvre de la veille. Par 368 voix contre 345, l'assemblée refuse de passer à la troisième délibération.

(1) Ibidem.

(2) « Journal Officiel ». Débats parlementaires. Séance du 12 février 1875, pages 1173 et suivantes.

Voilà donc le résultat de la hardiesse des gauches. Leur audace n'a réussi qu'à « rompre le pacte » fragile de la majorité républicaine, et tout est perdu !

Mais Buffet veillait. Rallié à la République par nécessité, faute de pouvoir faire aboutir les espérances orléanistes qui l'avaient fait inscrire au centre droit, le président de l'assemblée comprenait quel danger faisait courir au régime parlementaire et aux libertés publiques ces atermoiements interminables. Résolu à faire aboutir cette discussion des lois constitutionnelles, il laisse l'assemblée repousser, comme à l'accoutumée, la proposition de dissolution que dépose Henri Brisson et sans attendre il renvoie à la commission des 30 les projets transactionnels de Vautrain et Waddington.

La droite l'attaque, et s'insurge contre ce sauvetage de la constitution. Buffet, violemment pris à partie, se défend textes en mains (1), et voit grandir encore son autorité.

L'opinion publique s'est émue et l'approuve hautement, cependant que la presse demande aux groupes parlementaires de retrouver leur discipline : « Le Sénat qui réunira la majorité sera par cela même le meilleur Sénat », écrit *Le Temps* (2)...

Le principe de la « haute assemblée » est une transaction. Puisqu'on a trouvé la monnaie d'échange qui permet de faire accepter la République par la droite, il ne faut, à aucun prix, perdre cette chance de succès — la seule qui reste.

La transaction sur le principe sera suivie de

(1) Annales de l'assemblée nationale, 12 février 1875, p. 504.

(2) 18 février 1875.

transactions sur la composition, sur l'élection, sur les détails d'organisation de cette assemblée qui a tant de peine à voir le jour. Marchandés point par point, tous ces votes sont le résultat d'un long travail de rapprochement des extrêmes. Tout ce qui peut inquiéter les droites est supprimé, l'essentiel est de faire aboutir la loi.

La gauche accumule ses sacrifices. Elle sait qu'elle n'aura la République qu'à ce prix (1).

Après le suffrage universel direct, sacrifié avec l'amendement Duprat, elle accepte l'abandon du suffrage universel à deux degrés, que la commission des trente écarte en repoussant la proposition Vautrain.

Elle accepte le rejet, par la même commission, de la proposition Waddington, qui faisait élire le Sénat par les conseillers généraux et les conseillers d'arrondissement.

Elle accepte l'élection du Sénat par les délégués des conseils municipaux, procédé que la commission des trente juge excellent, parce que les statistiques du ministère de l'Intérieur signalent l'esprit conservateur des mairies de campagne (2).

(1) « Le Temps » du 16 février : « Il est impossible que le Maréchal ne soit pas frappé de l'attitude de la gauche depuis l'ouverture du débat constitutionnel : c'est l'entêtement dans la conciliation, c'est la conciliation à outrance... la gauche a admis un Sénat, des catégories d'éligibles ; elle se déclare prête... à examiner de bon cœur le projet de M. Waddington, qui écarte le suffrage universel. »

(2) Journal Officiel » du 22 février 1875, p. 1373. — **Lecture**, par Lefèvre-Portalès, de son rapport fait au nom de la

Elle accepte que ces communes rurales soient favorisées par le système de répartition des délégués, qui en donne un à chaque commune, quelque soit le nombre de ses conseillers (1).

Elle acceptera, lorsque viendra en discussion la loi sur l'élection des sénateurs, que les réunions électorales soient soumises à une réglementation sévère, destinée à empêcher l'entraînement de l'éloquence et à faciliter la candidature officielle.

Elle acceptera aussi l'élection du quart du Sénat par l'assemblée nationale, sachant fort bien, cependant, qu'on espère ainsi envoyer au Sénat une majorité de farouches ennemis de la République.

Elle consentira à l'établissement du Sénat qu'on voudra lui imposer.

Elle acceptera toutes les conditions de la droite, mais elle aura la République.

Retirée dans sa superbe indépendance, l'extrême gauche rend la bataille plus pénible par sa défection (2), mais Gambetta poursuit son plaidoyer pour l'« opportunisme » et, par bonheur, on l'écoute.

commission des trente : « Les renseignements qui ont été donnés à la commission sur la composition des conseils municipaux lui ont paru rassurants. Dans 29 669 communes, sur un total de 35 989, les maires élus par les conseils municipaux ont été conservés par le gouvernement. C'est le gage de confiance que les conseils municipaux peuvent donner... »

(1) V. Amendement de Jean Brunet, discuté à la séance du 22 février 1875 et repoussé (« Journal Officiel », p. 1408 et 1409).

(2) Cf. Louis Blanc : Histoire de la Constitution du 25 février 1875, pages 150 et suivantes.

Le 12 février après le refus de passer à la troisième délibération, il s'est emporté : « ... nous avons consenti à diviser le pouvoir, à créer deux chambres, nous avons consenti à vous donner le pouvoir exécutif le plus fort qu'on ait jamais constitué dans un pays d'élection et de démocratie ; nous vous avons donné le droit de dissolution... Nous vous avons donné le droit de révision, nous vous avons tout donné, tout abandonné !... » (1).

Mais son sens politique est trop aigü pour s'entêter dans ces récriminations. Les gauches sont, de nouveau, prêtes à tous les sacrifices, si les droites consentent à transiger aussi... et les tractations recommencent, menées, cette fois encore, par le groupe Lavergne dans l'espoir de trouver, à mi-chemin entre le texte de la commission des trente et l'amendement Duprat, le Sénat transactionnel que tous accepteront.

Les républicains abandonnent le rêve du suffrage universel direct, mais ils réclament une répartition des députés sénatoriaux proportionnelle à l'importance des communes. Ils veulent, surtout, que les sénateurs inamovibles soient nommés par l'assemblée et non par le Président de la République.

Les conservateurs veulent qu'au conseil municipal soient joints, pour la nomination des députés sénatoriaux, les citoyens les plus imposés de la commune. Ils s'attachent surtout à obtenir le droit, pour le Président de la République, de nommer les inamovibles.

(1) Annales de l'Assemblée nationale, séance du 12 février 1875, p. 500 et 501.

Là encore se manifeste l'influence du septennat et de la personnalité du Maréchal, sur l'assemblée tout entière. Ce droit, qu'on réclamait pour le Président de la République, on permet à Mac-Mahon d'en disposer comme de son propre bien, et c'est à lui-même que le duc Decazes et le général de Chabaud la Tour, dans un conseil des ministres inopiné, demandent de renoncer à la prérogative que les gauches refusent de lui accorder.

Le Maréchal se sent assez respecté pour n'avoir pas besoin de ce droit tant contesté. Les droites ne viennent-elles pas de lui proposer la dictature, qu'il a honnêtement repoussée ? Sa haute autorité n'a nul besoin de cette arme. Il la juge superflue et, dans un esprit de conciliation, l'abandonne.

Et l'honnête M. Wallon, destiné à jouer jusqu'au bout son rôle *Deus ex machina* (1) accourt « avec son empressement habituel » pour rédiger le projet (2).

Ce texte fixe à trois cents le nombre des sénateurs. Tous seront élus au scrutin de liste : 75, inamovibles par l'assemblée nationale, les autres par les départements et les colonies. Ces derniers, élus pour neuf ans, sont renouvelables par tiers.

Les gauches hésitent... mais Gambetta les entraîne. Elles acceptent et le 22 février, l'urgence est votée, ce qui supprime les deux dernières délibérations. Malgré l'obstruction impénitente du farouche bonapartiste Raoul Duval, tous les articles du projet sont adoptés.

La discipline la plus rigide est rétablie. On vote

(1) « Le Charivari », 18 février 1875.

(2) Hanotaux, op. cit. tome III, p. 205.

sans un mot, sans répondre aux attaques de la droite. On adopte tout, et le 24 février, le vote sur l'ensemble est acquis par 435 voix contre 234.

Haletante, l'assemblée continue. La troisième délibération du projet de loi sur l'organisation des pouvoirs publics est abordée aussitôt. La discipline joue à merveille, il faut poursuivre, et tout sera bientôt fini. Pas de discussion. Les royalistes, par la bouche de M. de la Rochejaquelein, font entendre une protestation solennelle — nul ne répond.

Le premier amendement Wallon, adopté le 30 janvier, à une voix de majorité, réunit aujourd'hui 413 voix contre 248. Le 25 février, les votes se poursuivent. Les cris de la droite restent sans écho. La majorité, qui a eu tant de peine à se retrouver, craint trop une nouvelle cassure pour livrer bataille. Elle vote sans arrêt, muette, sourde aux imprécations dont on l'accable. Les dernières supplications des légitimistes ne retardent pas d'une minute le vote sur l'ensemble : le projet de loi est adopté par 425 voix contre 254.

Cette fois, la République est faite.

§ IV

DERNIERS TRAVAUX DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Dès le 11 mai 1875, jour de la rentrée de l'assemblée, la question de la dissolution est agitée. Cuyprien Girerd demande le vote immédiat de la loi électorale et la fixation des élections générales au dernier dimanche d'octobre.

L'assemblée, reconnaissant implicitement la proximité de sa dissolution, vote la suppression des élections partielles, « *en raison de la perspective d'élections générales prochaines* ».

Dès lors les jours de l'assemblée nationale sont comptés. Malgré son désir de se maintenir au pouvoir, elle est entraînée irrésistiblement, elle se hâte vers sa propre fin. Les temps sont révolus, l'heure a sonné de céder la place au régime constitutionnel créé par les lois de février, plus rien ne peut retenir au pouvoir l'assemblée épuisée.

Vite, il faut qu'elle donne à la constitution nouvelle les organismes qui lui manquent, et puis, sans délai, la dissolution. Elle n'a que trop duré.

Deux projets de lois sont déposés le 18 mai. L'un concerne les *rapports des pouvoirs publics*, l'autre organise l'élection des sénateurs.

Une nouvelle commission des lois constitutionnelles est nommée. Elle comprend 30 membres, comme la première, mais cette fois la majorité républicaine y compte 26 des siens. La droite, si intransigeante lors de la formation de l'autre commission, doit se contenter aujourd'hui de quatre sièges. Léonce de Lavergne est élu président.

Désormais, l'équivoque a pris fin. La majorité républicaine trouvera dans une commission républicaine une collaboration diligente, la situation s'éclaircit.

Les Trente se mettent au travail. Le projet de loi relatif à l'élection des sénateurs leur est renvoyé, bien que n'ayant pas le caractère constitutionnel. Elle s'arrête d'abord à l'étude du projet sur les rapports des pouvoirs publics.

M. Laboulaye présente son rapport le 7 juin. et, soucieux de conserver la majorité qui a voté les lois

constitutionnelles de février, vante le caractère conservateur de la loi qu'il propose.

Ce rapport présente, avec un relief saisissant, l'état d'esprit de la majorité :

« Il y a trois mois, messieurs, vous avez fait une république parlementaire.

« En établissant la responsabilité ministérielle, vous avez par cela décidé que le Président gouvernerait avec ses ministres, pris communément dans les deux chambres et qui, représentants du pouvoir devant le Parlement, et représentants du Parlement devant le pouvoir, devraient se retirer quand l'accord serait rompu.

« La conséquence de ce régime, qui nous est familier, a été de reconnaître au gouvernement le droit de dissolution. C'est le moyen employé dans les monarchies constitutionnelles, quand le chef de l'Etat croit que les ministres ont raison contre la Chambre et en appelle sur ce point à la décision du pays

« Le nouveau projet du gouvernement va plus loin dans cette voie. Au droit de dissolution accordé par la commission, il ajoute le droit de convoquer, de proroger et d'ajourner, au besoin le Parlement. Il décide en outre que, chaque année la session ordinaire sera de cinq mois au moins, et qu'à l'expiration de ce terme légal, le Président aura le droit de faire la clôture de la session.

« Ce sont les usages de la monarchie constitution-

(1) Impressions de l'assemblée nationale, tome LX, numéro 3073. Ce document se trouve également dans le tome XXXVIII des Annales de l'Assemblée nationale. Annexes séance du 7 juin 1875, p. 221.

nelle; on ne peut se dissimuler que c'est un droit nouveau dans une République.

« Telles sont, Messieurs, les principales dispositions du projet de loi dont nous vous proposons l'adoption. Elles donnent à la République les garanties de la monarchie constitutionnelle, telle que nous l'avons pratiquée pendant plus de 30 ans.

« En votant la Constitution du 25 février comme une transaction avec les partisans de la royauté constitutionnelle, les républicains ne sont pas ceux qui ont fait le moins de sacrifices... Il faut aujourd'hui achever, dans le même esprit, l'œuvre commencée il y a trois mois. C'est à ce prix que nous ferons accepter la République, et que nous amènerons tous les bons citoyens à la servir et à l'aimer. »

Le projet vient en discussion le 21 juin. Louis Blanc l'attaque avec emportement (1) et s'élève contre une constitution qui fait de la République une véritable monarchie, et les imprécations de Madier de Montjau se joignent aux siennes.

Le lendemain, 23 juin, Buffet vice-président du conseil, vient défendre le projet et soutient que les pouvoirs donnés au Président sont indispensables et constituent le minimum de ce qui doit lui être accordé.

Laboulaye vient aussi défendre son rapport : « Notre république n'est pas la république de M. Madier de Montjau » (2), déclare-t-il, aux applaudissements de la droite...

† (1) Annales de l'assemblée nationale, Séance du 21 juin, pages 69 à 73.

(2) Annales, 23 juin, p. 86.

Mais à quoi bon toutes ces discussions ? le vote est acquis d'avance. Aux protestations de l'extrême gauche s'opposent bientôt celles de l'extrême droite : Félix du Temple, légitimiste, parlant en son nom personnel, fait entendre la voix de la colère des « cheveu-légers ». La constitution est sur le point d'être votée, tous ses ennemis poussent un dernier cri de rage avant d'assister à sa consécration. Félix du Temple confond dans la même haine le Président de l'assemblée, qu'il accuse d'avoir violé le règlement, et le Maréchal lui-même. Ses violences de langage amènent l'assemblée à lui retirer la parole, et le passage à la deuxième délibération est voté (1).

Le débat renaît le 7 juillet, mais l'indifférence a gagné les plus passionnés. La seconde délibération donne lieu à un long discours de Marcou, qui réclame la permanence des chambres et redoute la puissance du Président :

« Vous voulez faire du Président une espèce de roi fainéant, vous croyez qu'il se désintéressera de vos querelles, de vos débats; qu'il n'interviendra pas dans la conduite des affaires, qu'il n'aura pas une pensée à lui, une volonté à lui et qu'il ne fera pas rayonner sa volonté dans toute la France ; qu'il ne pèsera pas sur son ministère et qu'il se contentera d'être un ressort secondaire dans la machine gouvernementale, de jouer le rôle d'un simple soliveau ! (*dénégations nombreuses*).

« Le Président de la République, soyez-en convaincu, dirigera, gouvernera la France... » (2).

(1) Annales, 22 juin 1875, 90 et 91.

(2) Annales, 7 juillet 1875, p. 464.

Toute l'assemblée est de son avis. La République qu'on prépare est bien, comme l'a dit Louis Blanc, une monarchie constitutionnelle sans hérédité (1).

Quelques modifications de texte sont décidées, qui ne passionnent personne, et la troisième délibération est votée.

Elle est abordée et terminée le 16 juillet. L'ensemble est adopté par 520 voix contre 76. Nul ne s'en émeut. L'approche des vacances emplit les couloirs et la salle des séances d'une lassitude découragée.

On s'intéresse plutôt aux menées bonapartistes, et à l'élection de la Nièvre, où l'ingérence d'un préfet antirépublicain a fait élire un candidat impérialiste. On songe surtout à l'échéance prochaine, qui épouvante les plus confiants : la dissolution ! et tous espèrent qu'à l'occasion des vacances, l'assemblée pourra se proroger jusqu'à la fin novembre, ce qui permettra de reculer les élections générales jusqu'en 1876...

On vote cependant, on vote toujours, puisqu'on est là pour voter. On a adopté sans discussion les principes du régime politique de demain, on va voter la loi sur l'élection des sénateurs.

Le rapport de M. Christophle a déjà été adopté sans débat, en première lecture, le 10 juillet. Le 23, la deuxième lecture agite un peu l'assemblée. La droite a toujours considéré le Sénat comme la citadelle dans laquelle il lui sera possible de se réfugier après l'investissement des pouvoirs publics par les républicains. Elle veut jouer un rôle dans ce vote et multiplie les amendements... mais que

(1) Annales. Séance du 21 juin 1875, p. 70 à 72.

peut-elle espérer de plus ? le Sénat qu'on lui a donné est bien le meilleur Sénat possible. Les concessions qu'elle a faites ne peuvent plus être reprises, et les querelles qu'elle soulève sont stériles.

La presse de gauche l'accuse de se livrer à des manœuvres d'obstruction pour arrêter les travaux de l'assemblée et reculer d'autant la dissolution (1), et la puérilité des débats semblent bien lui donner raison.

La grande bataille se livre autour de la question des réunions d'électeurs sénatoriaux.

La commission veut leur accorder un régime de liberté que le gouvernement leur refuse. Buffet revient à la charge, s'élève contre les agitateurs de profession, contre les fauteurs de désordre, et veut interdire l'entrée de ces réunions à tous les candidats.

On devine l'arrière-pensée du vice-président du conseil. Il désire laisser au gouvernement le monopole de la présentation des candidats, qui ne pourraient même pas se faire connaître eux-mêmes à leurs électeurs.

Cette tentative échoue, et la commission obtient le vote de son texte.

Plus heureux dans la question des incompatibilités, le gouvernement réussit à faire repousser l'article 18, qui interdisait l'accès du Sénat à tout fonctionnaire public rétribué sur les fonds de l'Etat.

Cette victoire du garde des sceaux Dufaure est considérée comme une victoire de la droite, qui

(1) « Le Charivari », 20, 22, 23, 24 juillet. — « Le Temps », 25 juillet 1876.

voit, dans l'admission des fonctionnaires au Sénat, une garantie de plus pour les idées « conservatrices » (1). Par contre, le rapporteur fait triompher le principe républicain de l'indemnité aux délégués sénatoriaux et la seconde délibération s'achève sur ce coup fourré.

La troisième lecture se termine le deux août.

Cette fois encore, la majorité est écrasante : 533 voix contre 72. La minorité se compose de 41 légitimistes, de 20 bonapartistes et de 11 membres de l'extrême gauche.

La lassitude a rallié une foule imposante de nouveaux républicains, qui vont se tourner maintenant vers la loi sur l'élection des députés, pour l'adopter sans plus de bruit.

Après l'adoption du rapport, le 4 juin, en première lecture, un rapport supplémentaire avait été déposé le 22 juillet au nom de la commission des trente par MM. de Marcère et Ricard, mais en réalité le principe était tranché depuis le 11 juillet 1874, date d'adoption de la loi électorale municipale, instituant le suffrage universel.

Sur ces entrefaites, l'assemblée part en vacances, et la deuxième lecture n'est abordée que le 8 novembre.

Une seule question reste à résoudre : les députés seront-ils élus selon le principe républicain du scrutin de liste, scrutin d'idées qui « coordonne les débris de la vie locale » et que soutient la commission; ou selon le principe conservateur du scrutin uninominal, « scrutin d'intérêts, de stabilité, scru-

(1) Rapport de M. Christophle, exposé à la Commission des Trente. « Le Temps », premier juillet 1875. Supplément, p. 2.

tin de soumission » (1) réclamé par le gouvernement ? Grave problème, qui préoccupe une assemblée expirante, et dont la solution renferme sa condamnation ou son salut.

Pourtant, la discussion est hâtive. La dissolution, dont la date n'est pas encore fixée, préoccupe tous les esprits, il faut aller vite.

Tous les amendements sont retirés. Le premier paragraphe de l'article premier, qui proclame le suffrage universel, est adopté par 667 voix contre 3. Malgré Naquet, le mandat impératif est repoussé, et le 11 novembre, le débat s'engage sur le mode de scrutin.

Le texte de la commission propose le scrutin de liste. Un amendement de M. Lefèvre-Portalis demande le scrutin d'arrondissement.

La bataille est rude. Gambetta répond au garde des sceaux Dufaure qui défend le scrutin d'arrondissement et, emporté par sa fougue oratoire, attaque violemment les orléanistes, « *ce parti qui, après avoir été constitutionnel le 25 février, voudrait être dynastique sous un régime républicain...* » il leur prédit la défaite, et les malmène si bien (2) qu'il les repousse vers la droite, et le scrutin d'arrondissement est voté.

Le 22 novembre a lieu la troisième lecture. Seul, l'article 14, relatif au scrutin d'arrondissement, soulève un débat. Gambetta se fait conciliant. Les droi-

(1) **Hanotaux** : Histoire de la France contemporaine, tome III, page 434.

(2) Annales de l'assemblée nationale. Séance du 11 novembre 1875, pages 134 à 142.

tes se sont groupées autour de Buffet. Le scrutin d'arrondissement est adopté.

* * *

Il reste à élire les 75 sénateurs inamovibles.

Il est entendu, d'un commun accord qu'ils seront tous pris dans les rangs de l'assemblée nationale.

Les droites commettent la maladresse de repousser la proposition, faite par les gauches, de nommer les inamovibles dans chaque groupe, proportionnellement à son importance numérique.

Les orléanistes se croient les vainqueurs. L'espoir d'une restauration ne les a pas quittés, et puisque le comte de Chambord s'est exclu lui-même, ils réclament son abdication. Ainsi pourrait être choisi le comte de Paris, et la constitution, dont aucun rouage ne s'oppose au retour d'un monarque, est prête à le recevoir.

On dresse une liste où se groupe une énorme majorité de membres de la droite modérée, et le centre droit attend avec confiance le 9 décembre, jour du premier tour de scrutin.

Mais la jalousie des légitimistes, qui se sentent vraiment vaincus, fera échouer ces projets.

Les bonapartistes qui n'ont rien à gagner, et qui redoutent les orléanistes comme leurs ennemis les plus dangereux, s'entremettent adroitement, et arrivent à conclure un pacte avec les gauches et l'extrême droite.

Grâce à cette collusion inattendue, le centre droit va se trouver presque complètement éliminé, et les légitimistes, qui n'ont pas pardonné 1830, qui s'exaspèrent encore à entendre leurs rivaux réclamer l'abdication du « roi », portent de gaieté de cœur,

dans ce Sénat qui ne peut leur appartenir, une écrasante majorité de républicains.

Ils reçoivent, en retour, quelques sièges, cependant que les bonapartistes, satisfaits de la défaite des orléanistes ne présentent même pas un candidat.

Les 75 élus se répartissent ainsi (1) :

- 8 membres de l'extrême gauche;
- 15 de la gauche;
- 27 du centre gauche;
- 7 du groupe Lavergne;
- 7 du centre droit et de la droite;
- 10 légitimistes;
- 1 irrégulier (Hervé de Saisy).

C'était une défaite complète pour les orléanistes.

L'assemblée a terminé son œuvre. Avant sa séparation, elle vote encore une loi sur la presse et sur l'état de siège, qui durait depuis la guerre !

Le gouvernement obtient le vote de son projet, qui ne maintient l'état de siège que dans les grandes villes, mais qui édicte contre les délits de presse des peines sévères. De toute façon, ceci remplacera cela, et les pouvoirs publics ne seront pas désarmés pendant les élections.

L'assemblée se sépare le 31 décembre.

(1) L'énumération que présente M. Hanotaux dans son histoire de la France contemporaine donne un total de 80 sénateurs au lieu de 75 (Tome III, p. 464). L'histoire de France contemporaine de Lavissee, en son Tome VII, p. 401, donne au contraire 74 sénateurs seulement. Les chiffres ci-dessus ont été arrêtés après comparaison des résultats publiés par les journaux de l'époque. (« Le Temps », « Le Rappel », « Le Charivari », décembre 1875).

CHAPITRE III

LA CONSTITUTION QU'ON AVAIT CRU FAIRE

§ 1

ESPRIT DANS LEQUEL ON L'AVAIT VOTÉE

Ainsi, après quatre années d'hésitations et d'attente, l'assemblée nationale avait enfin mis sur pied, en six mois de batailles et de ruses, dans le désordre et l'incohérence, des lois constitutionnelles incomplètes et imprécises.

Tous avaient travaillé à les rendre impuissantes. On en avait soigneusement retranché ce qui pouvait favoriser une doctrine ou un parti.

La République n'y fut inscrite qu'à contre cœur, et après quelles difficultés !

Elle devait être d'ailleurs, dans l'esprit d'un grand nombre de ses créateurs, l'antichambre de la restauration qu'on préparait ouvertement.

Ainsi, jamais débats constitutionnels ne furent plus indifférents au mécanisme des institutions que l'on allait créer, à leurs attributions, à leur fonctionnement régulier.

Le 23 et le 24 février, on vota la loi du Sénat, sans se préoccuper d'autre chose que de son rôle politique dans la forme du gouvernement; on adopta sans y porter la moindre attention, l'article 8, qui dispose que le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois, mais que les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre et votées par elle. Aucun éclaircissement sur le sens de ces derniers mots qui devaient soulever d'interminables controverses.

L'article 9, relatif à la constitution du Sénat en Haute-Cour de justice, fut également adopté sans débat.

Une seule de ses attributions souleva les passions : le rôle qu'il devait jouer dans la dissolution de la Chambre. C'est qu'il s'agissait là d'une arme, et l'important était de savoir contre qui elle pourrait servir.

L'atmosphère irritante de la salle des séances et des couloirs donnait à tous ces esprits tendus l'habitude du combat. Les partis, engagés désespérément dans la bataille, finirent par oublier la tâche qu'ils s'étaient donnée, et, pris tout entiers par la fièvre de la lutte, ces hommes ne virent plus, dans la constitution, qu'un champ de bataille où il fallait, coûte que coûte, vaincre une foule d'adversaires. Oubliant qu'ils donnaient des institutions à la France, ils ne cherchèrent qu'à s'emparer de son gouvernement, remettant à plus tard le souci de l'organisation.

Et cependant, tous ces partis, dont les membres oublièrent leur rôle de constituants pour ne songer qu'à la satisfaction d'amour-propre d'une victoire de scrutin, tous ces partis avaient leurs doctrines,

leurs programmes déjà mis à l'épreuve. Aux fautes passées, ils disaient avoir trouvé des remèdes, et, à tout prendre, chaque système était possible. L'essentiel était qu'il fût en accord avec la volonté du pays. Mais chacun prétendait la représenter, et celui qui serait arrivé au pouvoir n'aurait concédé à personne la moindre parcelle d'autorité.

Mais, en réalité, quelle que fut la forme du gouvernement, les libertés publiques étaient devenues nécessaires, et des systèmes politiques proposés, il en était deux que le pays n'aurait jamais acceptés : la monarchie légitime et l'empire.

Les autres, seuls, restaient possibles : monarchie constitutionnelle ou république.

Mais la République était redoutée. Que feraient, dès leur arrivée au pouvoir, ces masses encore désorganisées et irréfléchies qui portaient la lourde responsabilité de la Commune ?

Le parti radical lui-même, malgré sa discipline, peut-être à cause d'elle, effarouchait la masse des bourgeois des villes et les populations rurales. La vieille internationale socialiste avait disparu de l'Europe. Son dernier congrès de La Haye, en septembre 1872, avait décidé son transfert à New-York, et elle devait être dissoute quelques années plus tard (1).

Le parti radical, avec son aile gauche farouche et irréductible, était considéré à son tour comme un danger social. C'était lui qui représentait à présent les forces révolutionnaires, et la République

(1) Encyclopédie socialiste syndicale et coopérative de l'internationale ouvrière. Le mouvement socialiste international, par Jean Longuet.

qu'ils réclamait à grands cris était plus que suspecte.

Aussi, se tournait-on plus volontiers vers le visage débonnaire du parti orléaniste, qui n'avait à se reprocher ni désordres, ni violences, et dont le passé encore récent n'avait, en somme, laissé aucun souvenir trop douloureux. Les libertés publiques y trouvaient leur compte, et les forces de « conservation sociale » restaient rassurées.

Naturellement portés vers la droite, les orléanistes se fussent alliés aux légitimistes si de cuisantes blessures d'amour-propre n'en avaient fait des frères ennemis.

Désireux de régner, chacun d'eux reprochait à l'autre de l'en empêcher et, la jalousie aidant, chacun d'eux, alternativement se joignit aux républicains pour porter à son rival un coup plus dangereux.

Ainsi s'opposaient les forces de la Nation. Eternelles rivales, elles étaient, une fois de plus, en conflit : d'un côté, les forces de progrès et de révolution, étroitement unies sous l'autorité de Gambetta, dont la grande voix resserrait leurs rangs à chaque flottement. En face, toutes les forces de « conservation sociale », plus nombreuses, mais divisées, et se jalousant féroce ment.

Les bonapartistes, qui jouaient sur les deux tableaux, étaient trop peu nombreux pour conserver la moindre espérance. Comprenant que la République était le régime le plus dangereux pour eux, parce qu'il leur enlèverait leur clientèle, ils se joignirent aux droites.

Mais quand se furent passées quatre années, dans les luttes stériles et l'impuissance, sentant enfin que leurs responsabilités étaient lourdes, que le pays

commençait à s'impatisier, que le parti républicain était encore le plus faible, mais voyait ses rangs grossir chaque jour, et deviendrait tôt ou tard le plus fort, comprenant qu'il fallait en finir, les uns et les autres, découragés, abandonnèrent l'espoir d'un gouvernement de parti.

Puisqu'il était évident que nul ne s'emparerait du pouvoir, chacun se consola de n'y pas être seul en cherchant à s'y faire la plus grande place.

La discussion, qui aurait dû jusqu'au bout rester parlementaire, devint un partage — presque un pillage — et l'acharnement des uns à faire bâtir dans la cité nouvelle les institutions dont ils espéraient faire leurs places fortes était égal au désir des autres de s'annexer ces institutions elles-mêmes.

Dans cette forme hybride de gouvernement que l'on préparait à grand'peine, chacun voulut mettre le plus possible de soi-même. Tous les partis voulurent collaborer à la construction de l'édifice. Si tout était destiné à s'effondrer, l'essentiel était d'être dans la place, pour s'emparer aussitôt du pouvoir.

Personne ne songea au résultat final de cet amalgame, et à ce qu'il serait s'il ne s'effondrait pas. Personne ne pensa qu'il pourrait être incohérent ou monstrueux. Seul, Mac-Mahon veillait, et, chaque fois qu'il jugea malheureuse la décision de l'assemblée, il n'hésita pas à jeter dans la balance la haute autorité qui s'attachait à son nom et à sa fonction.

On s'accoutuma ainsi à considérer le Président, non seulement comme l'arbitre suprême, mais aussi comme une des forces agissantes de la machine gouvernementale.

Tous ces braves gens étaient tellement pris par

le désir de transaction qu'ils finissaient par troquer des institutions contre des principes, comme si cela leur appartenait.

On discute de la composition du Sénat comme feraient les fondateurs d'une société, qui se réservent, au prorata de leurs apports, les meilleures places et les meilleures parts.

On avait pensé donner au Président de la République le pouvoir de nommer 75 sénateurs qui constitueraient pour lui, à la Chambre haute, un point d'appui solide et permanent. Mais d'autres appétits se sont manifestés, qu'il faut satisfaire un peu, et le seul moyen de trouver une formule d'accord est de leur jeter en pâture ces 75 sièges de sénateurs inamovibles.

On s'attendrait à voir s'instituer là un débat passionné sur les pouvoirs du Chef de l'Etat, sur le droit de dissolution ou sur le suffrage universel. Point du tout ! On laisse les bavards invoquer leurs prétextes, pour gagner du temps et occuper l'opinion publique, mais les négociateurs vont candidement demander au maréchal de Mac-Mahon de renoncer à son droit, et le président ne trouve pas du tout cette démarche déplacée.

Nul ne songe aux répercussions de cette mesure sur l'équilibre des pouvoirs publics, sur les rapports de la Chambre et du Sénat, sur la politique future. Il s'agit seulement de convenances personnelles, comme si l'on se partageait un héritage. Mac-Mahon se juge assez fort pour n'avoir pas besoin de cet appui, il cède, il restitue à l'assemblée le don qu'elle lui avait fait, pour qu'elle puisse partager avec joie ces petits profits.

Là encore, on retrouve et l'influence de la per-

sonnalité du Maréchal et l'importance que l'on donnait alors au rôle du Président.

Mais on trouve aussi — et surtout — la marque de cet esprit de « marchandage » qui présida à la naissance de la constitution.

Cette république fut votée à contre cœur, par des gens qui n'y croyaient pas, mais qui lui accordaient leurs suffrages par haine de l'empire, ou tout simplement dans l'espoir de recevoir en échange un siège de sénateur inamovible.

Beaucoup restaient persuadés de l'insuccès, et s'efforçaient de tirer profit de l'embarras général, pour s'assurer quelques avantages, remettant à plus tard le soin de replacer tout en ordre, grâce à la révision.

Les vacances donnèrent aux députés l'occasion de s'en expliquer devant leurs électeurs. Tous se présentèrent inquiets, et s'excusèrent presque d'avoir dû, sous la pression des événements consentir à la naissance de cet enfant mal venu (1).

La troisième République n'était pas accueillie, comme ses aînées, par des cris d'enthousiasme. E. Littré, dans la *Revue de la philosophie positive*, la

(1) Discours du duc de Broglie au comice agricole de Baumesnil : « des lois... qui nous permettront... éviter... les horreurs de l'anarchie et les aventures du pouvoir absolu. » (« Le Temps », 22 septembre 1875).

Discours de M. de Castellane (Cantal), de la droite modérée : « Nous nous sommes dit qu'en face de la Patrie à peine réconfortée, nous avions le droit, que dis-je, le devoir de nous servir de la République pour essayer de servir la France. » (« Le Temps », 10 septembre 1875).

Discours de M. Christophle au comice agricole de la Ferté-Macé (« Le Temps », 22 septembre).

Discours de M. de Saint-Pierre, du centre droit, à Condé-sur-Noireau. (« Le Temps », 30 septembre).

Voir également « Le Temps », 13 septembre et jours suivants,

félicite d'être un programme négatif : « ni césarisme, ni cléricalisme, ni légitimisme, c'est un programme qui vient très bien en aide au programme positif des améliorations et qui sert à caractériser, comme autant de garde-fous, les voies de la Nation (1).

Mais une forme de gouvernement ne saurait être uniquement négative. Les constituants eux-mêmes croyaient bien à la puissance constructive des textes qu'ils avaient votés, et s'ils se faisaient une idée assez confuse de l'ensemble, ils pensaient du moins avoir mis dans l'organisation des pouvoirs publics les fondements du régime transactionnel auquel ils s'étaient ralliés.

C'est en étudiant cette organisation que nous saurons quelle était la constitution qu'on avait cru faire.

§ II

L'ORGANISATION ET LES RAPPORTS DES POUVOIRS PUBLICS

En somme, après tant de luttes, tant de heurts, tant de concessions, tant de transactions, tant de renoncements, les membres de l'assemblée nationale ne pouvaient plus savoir exactement quelle serait, dans son application, la constitution qu'ils avaient votée.

Pour eux, tout le combat avait été livré entre la

(1) Cité par le journal « Le Temps », 13 septembre 1875.

République et la Monarchie constitutionnelle. Ils n'ignoraient pas que l'issue restait douteuse, et que, seul, le temps leur permettrait de juger leur œuvre et de lui apporter toutes les retouches nécessaires.

Laboulaye, rapporteur de la commission des Trente, avait fait entendre la voix de la raison en déclarant à la séance du 22 juin :

« *Une constitution n'est qu'un outil entre les mains d'une nation. Si la France est républicaine, cette constitution nous donnera la République, si la France ne veut pas de la République, la meilleure des constitutions n'y fera rien.* » (1).

Mais il y a une foule de républiques. Laboulaye lui-même l'avait dit, au cours de la même séance, en reprenant une réponse de Buffet à la gauche : « *Notre République n'est pas la République de M. Madier de Montjau.* » (2).

Où devait se placer, dans la gamme des gouvernements républicains celui qu'avait voulu organiser l'assemblée nationale ?

Nous avons vu quelle était, sur l'assemblée, le prestige de Mac-Mahon. Le respect dont on l'entourait, la confiance que tous les partis avaient placée en lui, l'autorité qui s'attachait à sa gloire militaire lui assuraient une puissance morale immense.

En choisissant le septennat comme forme de gouvernement l'assemblée nationale avait d'ailleurs montré combien elle se fiait à lui, et l'existence mê-

(1) Annales de l'assemblée nationale. Séance du 22 juin 1875, page 87.

(2) Ibidem, p. 86. Cf. discours de Buffet, p. 84.

me de ce septennat avait habitué les esprits à considérer le Maréchal comme l'arbitre des destinées de la politique française.

D'autre part, les transactions qui avaient amené la formation d'une majorité capable de voter les lois de février et de juillet 1875 avaient rapproché les républicains et les royalistes, en intégrant dans la République des institutions propres à la monarchie constitutionnelle. Les discussions et les votes avaient été dominés par des conceptions parlementaires empruntées aux orléanistes, puisque c'était grâce à eux, grâce à leurs conversions successives, que s'était formée la majorité

Nous avons vu quelles concessions avaient faites les républicains pour calmer les inquiétudes de la droite et amener les « ralliés » à rester jusqu'au bout fidèles à la République (1).

Ces influences ne devaient pas rester inopérantes. L'esprit de la constitution en est profondément imprégné. Il suffit, pour le comprendre, de rapprocher les pouvoirs du Président de l'autorité du Maréchal et de l'esprit de l'Assemblée nationale.

Le Président, dans ses rapports avec le Parlement, était placé nettement au-dessus de la Chambre basse.

Il était nommé pour sept ans. Il devait donc durer plus longtemps que la Chambre. En l'espèce, Mac-Mahon devait conserver le pouvoir jusqu'en 1880. C'était plus qu'il n'en fallait pour lui donner la force de la durée.

Il avait, concurremment avec les Chambres, l'initiative des lois. L'autorité du Maréchal était telle,

(1) Supra. Chap. II, parag. III.

que nul ne doutait de la puissance que lui confèrerait ce droit. Mac-Mahon présentant un projet de loi, même par l'intermédiaire de ses ministres, ferait savoir aux assemblées qu'il jugeait nécessaire que ce projet fut voté, et les deux Chambres, par déférence pour lui autant que par confiance dans son dévouement au bien public, déférerait à son désir.

Le Président de la République promulguait les lois, en surveillait et en assurait l'exécution. Quelle magnifique garantie pour les partis conservateurs ! Le Maréchal, dont on connaissait le respect de l'ordre établi, ne consentirait jamais à promulguer une loi dangereuse. Il avait déjà montré qu'il savait se dresser en face de l'assemblée pour l'obliger à revenir sur un vote maladroit. Ainsi, l'amendement Pascal Duprat, qui faisait désigner les sénateurs par les mêmes électeurs que les députés, avait été adopté, mais l'intervention du Président avait obligé l'assemblée à revenir sur sa décision.

N'avait-il pas, d'ailleurs, *le droit de demander une deuxième délibération*, qui ne pouvait être refusée ? et s'il lui était imparti un délai pour la promulgation des lois, aucune sanction ne venait lui en faire une obligation.

« Il surveillait et assurait l'exécution des lois ». Il devait donc, après le vote des dispositions législatives, veiller à leur application dans le pays. Or, qui oserait croire que Mac-Mahon tiendrait la main à l'exécution d'une loi qu'il aurait jugée mauvaise ? Sa voix s'élèverait aussitôt pour dénoncer au pays le danger menaçant, et le danger dénoncé par une autorité si respectée ne manquerait pas d'être écarté aussitôt.

Ses fonctionnaires, d'autre part, seraient triés

sur le volet. Il nommait à tous les emplois civils et militaires. Il nommait même les Conseillers d'Etat en service ordinaire. Le ministère Buffet n'avait pas tardé à gouverner en conséquence, et partout, la vieille armature impériale, dans les préfectures et dans les mairies avait dû laisser la place à des hommes sûrs.

Le Président disposait aussi de la force armée. Quelle puissance pouvait être celle de Mac Mahon duc de Magenta, s'il prenait effectivement le commandement de l'armée française ! Là se reconnaissait bien les attributs du souverain, tel que l'avaient rêvés les fidèles de la monarchie parlementaire. La constitution lui donnait également *le droit de grâce*, comme aux monarques de l'ancien régime, et, prérogative d'une importance sans égale, *c'était lui qui négociait et ratifiait les traités*. C'était même lui qui décidait s'il y avait lieu d'en informer les chambres : « *il leur en donne connaissance aussitôt que l'intérêt et la sûreté de l'Etat le permettent.* » Le Président de la République pouvait donc conclure un traité, le ratifier, et, jugeant que l'intérêt et la sûreté de l'Etat ne permettaient pas sa divulgation, il pouvait laisser pendant des années les Chambres et le pays dans l'ignorance de la situation nouvelle qui leur était faite. N'était-ce pas là le pouvoir absolu d'un monarque ?

Lui-même *prononçait la clôture des sessions des Chambres, et pouvait les convoquer en session extraordinaire* (1).

(1) **Loi du 16 juillet 1875, article 2.** — Cet article avait soulevé les protestations de la gauche, qui craignait qu'un Président sans scrupules ne rendît impossible le contrôle permanent du Gouvernement par les Chambres. (**Discours de Louis Blanc**

Ses ministres avaient leur entrée dans chacune d'elles et devaient être entendus quand ils le demandaient. Il était même possible au Président d'ajourner les Chambres pour un mois, et deux fois dans la même session. N'était-il pas maître du Parlement ?

Ne pouvait-il pas, en usant de ces pouvoirs, aller jusqu'à empêcher le corps législatif de se réunir, et, s'il était réuni, de poursuivre ses délibérations ?

Enfin, si la Chambre des députés était indocile, le remède était simple : *sa dissolution* permettait de la renvoyer devant le pays, arbitre suprême, qui saurait départager les adversaires, et donnerait raison, sans nul doute, à la paternelle et clairvoyante autorité du Chef de l'Etat. Pour cela, il suffisait au Président d'obtenir l'avis conforme du Sénat, qui partageait avec lui la charge de la défense des institutions.

Pour remplir ce rôle, on avait donné au Sénat une autorité redoutable. Il avait les mêmes pouvoirs que la Chambre; mais, de plus, ce droit de dissolution qu'il partageait avec le chef de l'Etat faisait de lui l'arbitre des pouvoirs publics. Sur les ministres, il avait l'autorité d'une assemblée qui peut être constituée en Haute-Cour, et la durée plus longue de son mandat le mettait, vis-à-vis de la Chambre, dans une situation manifeste de supériorité.

Il devait d'ailleurs pourvoir lui-même au rem-

et de Madier de Montjau. Annales de l'Assemblée nationale, séance du 21 juin, p. 69 et suivantes). — Au cours de la deuxième délibération, Marcou avait longuement repris ces observations en défendant un amendement qui établissait la permanence des Chambres (ibidem, 7 juillet).

placement des sénateurs inamovibles, primitivement élus par l'assemblée nationale. Ainsi pouvait-il, dans une certaine mesure, maintenir sa majorité et censurer son attitude de stabilité et de pérennité.

Enfin, le bureau de l'assemblée nationale, lorsque les deux Chambres se réunissaient pour la former, était constitué par le bureau du Sénat; disposition particulièrement rassurante, à une époque où la révision constitutionnelle; était envisagée comme prochaine, et propre à permettre le réveil de tous les appétits. La bonne tenue et la dignité de cette assemblée souveraine paraissaient assurées par la présence, à sa tête, du président du vénérable Sénat conservateur.

Pour ajouter encore à la majesté — et à la solidité — de la haute assemblée, on avait pris soin de la mettre à l'abri de toute modification postérieure. On avait donné le caractère constitutionnel à la loi qui l'avait créée et qui avait réglé ses pouvoirs, sa composition, son recrutement.

La citadelle était solide.

Son existence même était une victoire permanente pour la droite. Lefèvre-Portalès l'avait dit à la tribune, le 25 janvier 1875. « Ceux qui, dans cette assemblée, veulent rétablir la monarchie, savent bien qu'une seconde chambre est une institution qui se rapproche de la Monarchie plutôt qu'elle ne s'en éloigne. Pourquoi donc s'y opposeraient-ils ? » (1).

Et toutes les précautions avaient été prises pour

(1) Annales de l'Assemblée nationale. Séance du 25 janvier 1875, p. 274.

que cette seconde Chambre fut acquise aux « forces de conservation », pour qu'elle puisse jouer son rôle de « *contrepoids à la toute-puissance de la démocratie, telle que le suffrage universel l'organise* » (1).

Le quart de ses membres : 75 sur 300, devaient être renommés par le Président de la République. Par malheur, au dernier moment, une manœuvre sournoise des bonapartistes avait rapproché les légitimistes des radicaux, et voilà que les 75 sénateurs inamovibles, qui devaient être les piliers de la « conservation sociale », se trouvaient être, pour la plupart, des républicains !

Restait d'autres garanties heureusement, qui assureraient que la Chambre haute serait bien la forteresse des forces de stabilité. Ces garanties tenaient à son élection, à la qualité des hommes qui y seraient appelés, à la durée du mandat.

L'élection des sénateurs fit l'objet d'une loi spéciale, qui vint s'ajouter à la loi constitutionnelle du 24 février 1875, relative à l'organisation du Sénat. La même passion présida à la discussion de l'une et de l'autre.

Les deux débats furent dominés par la conviction générale que le Sénat serait le contrepoids du suffrage universel. Dufaure le déclarait sans réticence à la commission des 30 s'il faut en croire Louis Blanc :

« Une fois que la République sera constituée, dit M. Dufaure, je compte sur l'appui des conservateurs, et je sais, qu'elle ne peut s'en passer. C'est

(1). Lefèvre-Portalès, *ibidem*.

dans ce but, et systématiquement, que nous avons dit qu'il fallait deux chambres. » (1)

Aussi, les votes furent-ils purement politiques, et personne ne se soucia du fonctionnement futur de la machine parlementaire.

Le seul but à atteindre était de donner à ce Sénat l'esprit politique que l'on désirait. Les batailles consistaient à y faire entrer le plus possible de républicains ou de conservateurs.

Le mode d'élection donna lieu à des combats acharnés. Buffet, alors vice-président du conseil, redoutait l'emportement des réunions électorales, et s'efforça longtemps de soumettre à un régime sévère celles qui précéderaient la nomination des sénateurs (2). Il finissait par en interdire l'accès aux candidats eux-mêmes, et sans doute espérait-il donner ainsi au gouvernement une sorte de monopole de la présentation, qui eût été le système le plus efficace de candidature officielle.

Après d'interminables discussions, Buffet dût céder sur bien des points, et l'en s'en tint, en définitive, à l'article 16, qui soumet ces réunions à des obligations tâtilloannes de déclaration préalable, et à une surveillance sévère.

Ainsi devaient être rendues impossibles et les surprises du dernier jour qui déconcertent les organisateurs de succès électoraux, et les candidatures de la dernière heure souvent funestes au protégé de l'administration.

(1) Louis Blanc. — Histoire de la constitution du 25 février 1875, p. 24 et 25.

(2) Annales de l'assemblée nationale. Séance du 24 au 27 juillet 1875. — « Le Temps », 26, 27 et 29 juillet.

Le collège électoral, déjà élu lui-même au premier et même au second degré présentait toutes les garanties. Sans doute les républicains étaient-ils parvenus à faire adopter le principe de l'indemnité qui leur était versée, et qui était fort gênante, puisqu'elle permettait au moins fortuné — souvent le moins conservateur — de venir voter au chef-lieu, mais le préfet avait largement le temps d'intervenir auprès de chaque délégué et d'obtenir de lui le vote désiré. L'autorité qu'avait un préfet à l'époque, faisait très souvent de lui l'arbitre de l'élection.

Pour plus de sûreté — et c'était la véritable victoire des droites — le nombre des délégués, au lieu de varier avec l'importance de chaque commune, était au contraire uniforme : chaque conseil municipal élisait un délégué, quel que fut le nombre de ses conseillers.

C'était l'assurance que les grandes villes, avec leurs populations ouvrières républicaines, ne joueraient qu'un rôle infime dans l'élection. C'était faire du Sénat, comme le dit Gambetta, « le grand conseil des communes de France », mais comme les campagnes étaient conservatrices, c'était faire un Sénat conservateur.

La commission des 30 s'était préoccupée de savoir quelles étaient exactement les tendances politiques des populations rurales, et son rapporteur en informa l'assemblée :

« Les renseignements qui ont été donnés à la commission sur la composition des conseils municipaux lui ont paru rassurants. Dans 29469 communes, sur un total de 35989, les maires élus par les conseils municipaux ont été conservés par le gou-

vernement, c'est le gage de confiance que les conseils municipaux peuvent donner (1). »

D'autre part — disposition machiavélique — alors que l'exercice des fonctions publiques rétribuées était incompatible avec le mandat de député, les sénateurs, au contraire, pouvaient être choisis parmi les fonctionnaires.

On avait invoqué, à cette occasion, l'utilité d'ouvrir le Sénat aux esprits éclairés et expérimentés qui s'étaient familiarisés, dans la pratique des affaires publiques, avec les secrets de la politique et de l'administration. En réalité, c'était un moyen de plus de faire prédominer dans la haute assemblée l'élément conservateur.

Les suffrages ne pouvaient se porter que sur de hauts fonctionnaires, et les hauts fonctionnaires n'étaient pas suspects d'infidélité au régime.

Pour donner à cette assemblée un esprit de stabilité, pour confirmer en elle le sentiment de son rôle régulateur, la durée du mandat de ses membres était de neuf ans — plus du double de la durée du mandat des députés. Et, de plus, le renouvellement par tiers évitait toute révolution dans sa composition.

On avait l'assurance d'un Sénat pondéré, attaché profondément par l'origine de ses membres, et même par sa propre organisation, aux idées de conservation sociale.

On avait institué un contrepoids au suffrage universel.

(1) Journal Officiel. Débats parlementaires. Séance du 22 février 1875, page 1373.

Or, ce suffrage universel paraissait redoutable.

Les élections partielles annonçaient, depuis quatre ans, la volonté républicaine du pays. Les dernières consultations électorales, à la fin de 1874 et au début de 1875, avaient donné quelques succès aux bonapartistes. Il y avait tout lieu de craindre que la nouvelle chambre fut orientée nettement vers la gauche, avec un appoint dangereux de ces impérialistes toujours prêts à provoquer le désordre pour en tirer profit.

On verrait donc se dresser, en face de la chambre populaire, l'appareil compliqué du Sénat conservateur, à l'évolution lente, renouvelable pour les trois quarts tous les neuf ans et nommé à vie pour un quart, groupement organisé de forces conservatrices, vénérable par sa pérennité et sa haute dignité, et armé des plus hauts pouvoirs.

Tout effort de la chambre basse se briserait contre cette digue. La « *conservation sociale* » n'était pas en danger.

Gambetta l'avait bien compris : « Si les droites, avait-il dit, ont l'intelligence d'accepter ce projet, la démocratie est retardée, en France, de cinquante ans ».

Mais ce Sénat était un frein. Il pouvait arrêter net toute activité dangereuse de la Chambre, et s'opposer avec succès à tout élan téméraire vers les réformes redoutées, il ne devait pas lui-même créer le mouvement.

Sans doute avait-il l'initiative des lois, mais les lois de finances devaient être d'abord votées par la Chambre basse, chambre de l'action.

Le Sénat était l'« *organe de résistance* » et, pour bien remplir son rôle, ne devait être que cela.

C'est qu'en réalité il ne devait servir que de point

d'appui au chef de l'Etat. Lefèvre-Portalès l'appelait « *le pouvoir modérateur qui empêchera le duel, inévitable, entre le chef du gouvernement et l'assemblée unique.* » (1)

Mac-Mahon lui-même l'avait voulu ainsi. Son message du 5 janvier 1875 avait bien précisé qu'il désirait s'appuyer sur le Sénat, et qu'en particulier, il entendait n'exercer que de cette façon le droit de dissolution.

Les positions étaient prises. Le Président de la République, appuyé sur le Sénat, poursuivrait, par l'intermédiaire de ses ministres, une politique « *résolument conservatrice* » et tempérerait, au besoin par la force, l'ardeur réformatrice de la Chambre.

Ainsi donc, dans l'esprit des membres de cette assemblée nationale respectueuse de Mac-Mahon et imprégnée des principes de la monarchie constitutionnelle, le Président de la République devait avoir des pouvoirs forts.

On avait voulu empêcher *le duel, inévitable entre le chef du gouvernement et l'assemblée unique*. Pour cela, il avait fallu donner à l'un des deux adversaires le moyen de soumettre l'autre. C'était dans cette intention qu'on avait placé aux côtés du Président l'appui permanent du Sénat.

Le Président était donc, dans la volonté des constituants, placé nettement au-dessus de la chambre populaire. Le droit de dissolution en était à la fois la preuve et la sanction.

(1) Journal Officiel. Débats parlementaires. Séance du 25 janvier 1875, page 668.

Sans doute, le pays était-il le dernier juge, mais l'autorité qu'avait sur lui le Maréchal donnait à espérer que sa volonté serait suivie, et que le corps électoral lui ferait confiance — exactement comme il aurait fait confiance à la Couronne.

Nous verrons que le 16 mai, c'était bien ainsi que pensaient le Maréchal et ses conseillers.

Ajoutons, d'ailleurs, que si la Chambre pouvait espérer une confirmation, par les élections, de la politique qu'elle avait suivie, par contre chacun de ses membres pouvait avoir des raisons personnelles de redouter une défaite, et redouter une confrontation inopinée avec ses électeurs.

Les fatigues, les ennuis et les frais d'une campagne électorale étaient de nature à décourager les plus hardis.

Aussi, beaucoup pouvaient-ils, sous cette menace, devenir conciliants, et consentir à une transaction satisfaisante.

Tout poussait donc les « *ralliés* » à considérer, avec confiance, les institutions qu'ils avaient contribué à créer, et qui n'auraient pu voir le jour sans leurs suffrages.

A la place du roi qu'ils n'avaient pu rappeler, le Maréchal, presque aussi respecté, plus populaire peut-être, guiderait la Nation dans la voie de l'ordre et de la prospérité. Son autorité s'opposerait avec succès aux tentatives des partis de révolution; toujours à l'affût d'une occasion de troubler le bien-être public.

On lui avait donné des pouvoirs suffisants pour faire de lui le pilier de la « *conservation sociale* », il saurait la protéger contre tous ses ennemis, et empêcher l'assemblée populaire d'être nuisible à la Nation.

Les aspirations du pays pourraient se manifester dans la chambre basse, le Président saurait choisir parmi elles toutes les idées heureuse, toutes les initiatives fécondes, et s'en servir pour le bien de la Nation. Mais tous les instincts de la révolution, toutes les manifestations de la démagogie seraient énergiquement réprimés.

Ainsi s'affirmait l'équivoque : en face du suffrage universel, le Président de la République se croyait tout-puissant — et l'assemblée nationale le croyait avec lui.



DEUXIÈME PARTIE

Application de la Constitution



DEUXIÈME PARTIE

Application de la Constitution

o

CHAPITRE PREMIER

PREMIER CONTACT AVEC LES FAITS

§ 1

LES ELECTIONS

Les premières élections eurent lieu le dimanche 16 janvier 1876. Les conseils municipaux désignèrent leurs délégués pour les élections sénatoriales du 30 janvier.

Les précautions qu'avait prises l'assemblée nationale produisirent leur effet. Un grand nombre de délégués furent conservateurs. L'ingérence de l'administration n'était pas dissimulée. Le gouvernement de Mac-Mahon avait d'ailleurs toujours considéré qu'il était de son devoir d'intervenir

énergiquement dans les élections pour défendre les « intérêts conservateurs ».

« ...Il avait pu disposer de tous les maires comme agents électoraux, supprimer les journaux opposants par l'état de siège ou les ruiner par mesure administrative, ...il avait pu pratiquer la candidature officielle, avec moins d'adresse mais avec autant de cynisme que l'Empire,... » (1).

A l'influence des préfets s'était jointe celle du clergé, qui se défendait hardiment contre la politique anticléricale qu'annonçaient les radicaux.

Les suffrages furent ainsi dirigés sur ceux qui étaient déjà désignés par leur fortune et leur situation, sur cette bourgeoisie vers qui se tournait toujours le peuples des campagnes encore peu familiarisé avec le suffrage universel, et que déroulait un peu le vote à deux degrés.

Les villes, par contre, élirent un grand nombre de républicains, de sorte que les élections sénatoriales du 30 janvier furent moins favorables au gouvernement qu'on ne l'avait pensé.

Il restait cependant une forte majorité de conservateurs. C'est alors qu'on s'aperçût du rôle que pouvaient jouer les 75 inamovibles, presque tous républicains. Grâce à eux, le Sénat se partagea en deux parties presque égales : 149 républicains et 151 conservateurs.

Mais, au-dessus de cette division, un sentiment animait le Sénat : la fidélité au Maréchal. Beaucoup, parmi ces nouveaux élus, étaient d'anciens membres de l'assemblée nationale.

Ils avaient hérité de son esprit, et conservaient

(1) Zévort. Histoire de la 3^e République, tome II, p. 250.

pour Mac-Mahon le profond respect dont ne s'était jamais départie l'assemblée élue en 1871. Ils savaient aussi ce qu'on attendait d'eux, et les débats auxquels ils avaient pris part les avaient préparés à ce rôle de soutien du Président de la République.

Ils étaient, pour la plupart trop honnêtes gens pour s'insurger contre les règles qu'ils avaient établies la veille. Les deux voix de majorité de la droite avaient une force profonde : elle se savaient appuyées par de nombreuses sympathies de gauche, disposées à permettre à la Haute assemblée de jouer son rôle modérateur.

La mystique du Sénat conservateur avait envahi le pays. Tous voulaient fermement appliquer la constitution, et elle n'était applicable, dans l'esprit de ses auteurs, qu'avec un Sénat dévoué au Maréchal. L'esprit de corps avait existé avant même que fut élue l'assemblée qu'il devait animer.

Les commentaires de la presse de droite furent peu enthousiastes, mais la confiance dans la formule politique nouvelle ne fut pas ébranlée. Le Sénat, dont la majorité restait incertaine, fut malgré tout « *Mac-Mahonien* ».

Il avait été élu pour cela.

Les élections législatives eurent lieu le 20 février. Cette fois — la constitution l'avait voulu — c'était le suffrage universel qui était le maître.

Les élections partielles de l'assemblée nationale avaient montré combien le pays était attaché à la République. A la fin de 1874 et au début de 1875, pourtant, les bonapartistes avaient eu quelques succès. Mais les élections de 1876, quoique au scrutin uninominal, avaient permis aux républicains de mener une campagne d'ensemble.

Gambetta parcourant la France entière, aban-

donnant d'ailleurs les anciennes formules de combat pour une « *politique des résultats* », Gambetta séduisait l'opinion d'un pays soucieux de relever ses ruines, et qui redoutait le retour des longs attermoissements de l'Assemblée nationale.

Il savait d'ailleurs varier ses discours avec ses auditoires, et si, devant ses électeurs exaltés de Belleville, il oubliait volontiers sa politique opportuniste pour se poser en apôtre de l'intransigeance, par contre, à Lille, il prêchait la modération :

« *Il faut, disait-il, que le parti républicain soit libéral. Par libéral, j'entends un homme acquis à la liberté de conscience sous toutes ses formes, respectueux de tous les cultes, professant pour toutes les religions une même estime extérieure... respectueux des ministres des divers cultes aussi bien que des pratiques qui, de près ou de loin, ressortent de l'exercice régulier d'une opinion religieuse, morale ou philosophique...* » (1)

Voilà qui devait rassurer les esprits modérés, et amener à la République même les catholiques, s'ils n'étaient pas ultra-montains. Sur ceux-ci, au contraire l'anathème était jeté sans réserve :

« *...Mais, par libéral — et ici, je précise, parce que je crois qu'il y a un grand péril à éviter — j'entends aussi celui qui est disposé à ne pas tolérer qu'un clergé quelconque devienne, dans l'Etat, un parti politique, une faction politique, entrant en lutte avec d'autres partis politiques et voulant leur im-*

(1) Hanotaux : Histoire de la France contemporaine. Tome III, p. 521.

poser un personnel, des actes, des desseins ou des calculs intérieurs ou extérieurs sur la marche de la politique du pays... le péril est là, non seulement le péril français, mais le péril européen... » (1)

Thiers avait signalé le danger de la « *politique blanche* », qui exaspérait Bismarck. La grande adresse de Gambetta fut de reprendre cette idée pour en faire une arme de défense nationale, au moment où beaucoup la considérait comme un ferment de guerre civile, et de la présenter comme un appel à la modération.

A Bordeaux, toujours aussi rassurant, il définit la politique « *la prudence* » (2). Mais le programme qu'il propose n'en reste pas moins le programme républicain, et, parcourant infatigablement le pays, il apportait, avec ses formules pacifiques que rendaient séduisantes l'éclat incomparable de son talent oratoire, il apportait partout l'assurance d'une République pondérée, respectueuse de l'ordre public et des institutions.

« Les conservateurs, écrit M. Zévort (3), n'opposaient à ces professions de foi si sages qu'un programme négatif, où ils inscrivaient avant tout leur dévouement au Maréchal... »

Mais nombre de républicains proclamaient aussi leur dévouement au Maréchal, qui se trouvait au-dessus de la mêlée, et qui représentait si bien l'ordre social et la constitution qu'on ne pouvait se dire respectueux des lois de février et de juillet

(1) Ibidem.

(2) Ibidem, p. 524.

(3) Histoire de la 3^e République, tome II, p. 249.

1875 sans être amené presque nécessairement à y ajouter le nom de Mac-Mahon.

Lui-même, mis au courant du rôle qu'avait joué ce nom dans la consultation électorale, crut fermement qu'il avait été plébiscité, et que l'immense majorité des nouveaux élus lui devaient leur succès.

Le « *programme négatif* » des conservateurs était puissamment appuyé par de profondes influences, tout comme pour l'élection des sénateurs, le clergé joignit son action à celle de l'administration. Mais, ici, l'un et l'autre eurent la tâche plus rude.

La masse des électeurs fut plus difficile à influencer par des moyens occultes que ne l'avaient été les délégués sénatoriaux et ceux qui les avaient nommés. Les élections législatives mettaient en mouvement la foule immense du corps électoral, au sein de laquelle il était difficile d'atteindre et de convaincre un à un les esprits favorables.

La franc-maçonnerie, d'ailleurs, opposait aux influences ultra-montaines une organisation souple et puissante (1). Les républicains retrouvaient partout ces alliés discrets et agissants, et dans la France entière Gambetta et ses lieutenants rencontraient un accueil sympathique, parfois enthousiaste, dû à une savante préparation, et que leur talent transformait en triomphe.

La campagne des droites ne put lutter contre l'ampleur de l'influence radicale. Seuls, les bonapartistes, menés par la juvénile ardeur de Raoul Duval, risquaient de lui causer quelques difficultés.

Mais que faire contre l'armée naissante des ré-

(1) Lieutenant-Colonel Rousset, op. cit., p. 22.

publicains ? A côté de Naquet, de Louis Blanc — déjà hostiles à Gambetta — à côté de Grévy, de Charles Floquet, de Jules Ferry, de Christophle — dont les noms avaient maintes fois retenti à travers la politique des dernières années, se dressaient Clémenceau, Sadi-Carnot, Casimir Périer, Félix Faure, Loubet, Fallières, et d'autres encore, qui, avec des fortunes inégales allaient défendre, dans tous les départements, la République nouvelle.

Et puis, les « républicains se trouvaient en possession d'état » (1), et le relèvement rapide du pays entraînait l'opinion publique à faire confiance à la forme de gouvernement qui présidait à cette prospérité.

Au premier tour de scrutin, la victoire des gauches fut écrasante. Le 5 mars, le second tour la compléta, et la nouvelle chambre fut composée de 340 républicains, et d'environ 150 conservateurs — dont 75 bonapartistes.

L'application de la constitution donnait les résultats qu'on attendait, mais avec une ampleur redoutable. Le désarroi fut tel que la Bourse baissa sensiblement, et que les droites affolées conseillèrent au Maréchal de tenter un coup d'Etat. Mac-Mahon, décontenancé, consultait les uns et les autres. La Maréchale — dont tous les mémoires du temps ne manquent pas de décrire l'activité et de rapporter l'avis — ne cachait pas son embarras.

A la fin, le duc de Broglie persuada le Président

(1) Lieutenant-Colonel Rousset : Trente ans d'histoire, tome II, p. 21.

d'attendre que la Chambre « *se fut discréditée par ses excès...* » (1)

On allait tenter un essai de gouvernement parlementaire, mais un essai déloyal, à la faveur duquel on espérait bien arracher au suffrage universel la force qu'on avait eue l'imprudence de lui donner.

En face de cette chambre issue du suffrage universel, le Sénat était tout disposé à appuyer la politique du Maréchal, dont le nom avait reçu, dans le pays tout entier, un éclatant hommage. L'expérience se présentait donc bien comme on l'avait voulue : une chambre républicaine et un Sénat conservateur tout dévoué au Maréchal, dont l'autorité morale avait encore grandi.

§ 2

POLITIQUE DE RESISTANCE

LA LUTTE ENTRE LES DEUX ASSEMBLEES

Un Président impartial et imprégné d'un esprit vraiment constitutionnel se fut incliné et aurait pratiqué sans réserve la politique que réclamait le pays. Mac-Mahon n'avait pas compris que l'Assemblée nationale était bien morte, et que le mandat qu'il avait reçu d'elle ne pouvait pas lui survivre. Il voulut rester à son « poste de sentinelle » et

(1) Hanotaux : Histoire de la France contemporaine, tome III, p. 543.

garder encore le dépôt qu'on lui avait confié, mais le régime avait changé sans qu'il s'en doutât.

Dans son entêtement à obéir à son devoir d'autrefois, il ne vit pas son devoir nouveau.

Il fallait constituer un ministère. Buffet, battu dans les quatre départements où il s'était présenté, n'eût même pas à se retirer. Mac-Mahon, pensant qu'il ne pouvait décemment pas d'adresser à Gambetta, malgré ses avances, ni à aucun de ceux qu'il lui désignait, cherchait un homme du centre gauche.

Il finit par appeler Dufaure, mais conserva les portefeuilles les plus importants.

Le ministère, avec Decazes, Ricard, Waddington, Léon Say, Christophle, de Ciskey, avec Dufaure qui prit le titre de « *Président du Conseil* », au lieu de celui de vice-président qui avait été employé jusque-là, voulant ainsi séparer les responsabilités du cabinet de l'autorité du Chef de l'Etat, le ministère était républicain, mais très modéré.

Il se plaçait à l'extrême droite de la majorité. C'était un ministère conçu pour le Sénat, sur lequel il devait s'appuyer pour vivre.

La déclaration ministérielle commençait par une proclamation de l'indépendance du pouvoir exécutif :

« *Choisis par le Président de la République pour exercer en son nom les pouvoirs que la Constitution lui confère...* » (1)

Elle se poursuivait en proposant à la République un *programme de conservation sociale*. (1)

(1) Annales de la Chambres des Dép., séance du 14 mars 1876.

La Chambre accepta pourtant. La majorité se divisait déjà... le conseil machiavélique du duc de Broglie paraissait bon.

Mais le conflit ne pouvait manquer d'éclater. Il s'engagea d'abord entre les deux assemblées.

Tout d'abord, comme pour montrer son désir de suivre les hommes nouveaux mis en vedette par la nouvelle politique, la commission des finances de la Chambre choisit Gambetta comme président. Désormais, l'opposition voulait se rendre digne du pouvoir, et, comme le déclarait Gambetta lui-même « *se mettre face à face avec les réalités* ». (1)

Le parti révolutionnaire désirait se montrer constructeur, pour avoir le droit de participer à l'organisation et au gouvernement du pays.

Un projet de loi donnait au conseil municipal le droit d'élire le maire, mais seulement dans les communes rurales.

La commission de la Chambre, dont Jules Ferry était à la fois président et rapporteur, trouva le projet insuffisant, mais le Maréchal refusa toute concession, et parla de « chercher une majorité ailleurs... » (2). On rapporta même qu'il avait prononcé le mot de dissolution...

La commission céda. Mac-Mahon restait le plus fort. Mais la bataille n'était pas encore engagée. La Chambre comprenait que le conflit, s'il était soulevé, dresserait contre elle le Sénat qui venait de

(1) **Hanotaux** : Histoire de la France contemporaine. Tome III. p. 578.

(2) Hanotaux, Op. cit. 604.

se jeter délibérément à droite, en élisant Buffet sénateur inamovible. On n'osait pas entrer en guerre. Gambetta, au cours de la discussion devant la Chambre, attaqua, le premier, le Président de la République, en faisant allusion au « *motif qui avait paralyisé la commission* » (1). Mais Jules Ferry ramena l'assemblée à ses inquiétudes, en rappelant qu'elle n'était pas une « assemblée unique » (1), et la Chambre suivit sa commission.

Le projet de loi sur la collation des grades de l'enseignement supérieur donna au duc de Broglie l'occasion de dresser le Sénat contre la Chambre. Le Sénat a été institué précisément pour parer aux inconvénients du caprice populaire. Constitué comme une digue pour résister au flot, va-t-il céder à la première vague ? (2)

Cette fois, le conflit devait éclater. Le 18 juillet, le Sénat refusa de passer à la discussion des articles.

Mais le ministère se trouvait atteint par le coup, qui était destiné à la Chambre. Accoutumé à considérer le Sénat comme son point d'appui, il ne démissionna pas. La haute assemblée, heureuse de sa victoire, s'en tint là, et se contenta de la satisfaction qu'elle s'était donnée de repousser, sans discussion, un projet adopté à une très forte majorité par la Chambre.

Ainsi naquit la coutume qui devait, pendant de longues années, interdire au Sénat de renverser le cabinet. L'esprit dans lequel avait été créée la Chambre haute, justifiait cette conception, qui se perpétua jusqu'au jour où, conscient de sa force,

(1) Annales de la Chambre des Dép., séance du 11 juillet 1876.

(2) Annales de la Chamb. des Dép. Séance du 18 juillet 1876.

et délivré depuis longtemps de son devoir de soutien envers le Gouvernement, le Sénat osa donner à son opposition une forme assez hostile pour amener à la démission le cabinet Léon Bourgeois.

Mais la Chambre, qui jusque-là, avait évité le conflit, ne s'y déroba pas lorsque le Sénat l'eût ouvert. La lutte commençait.

Elle devait vite devenir dangereuse. Le 3 novembre, la Chambre avait voté, malgré l'opposition de Dufaure, une proposition de loi accordant le bénéfice de la prescription aux faits se rattachant aux troubles de la Commune, et n'ayant pas encore fait l'objet de poursuites — sauf quelques exceptions.

Le premier décembre, cette proposition de loi fut discutée au Sénat. Dufaure la défendit, alors qu'il l'avait combattue à la Chambre.

Il le fallait bien. Le suffrage universel réclamait des concessions, le rôle du Gouvernement était de les faire accepter au Sénat.

Mais le Sénat refusa de passer à la discussion des articles.

Dufaure ne s'était pas retiré le 18 juillet, devant un vote du Sénat contraire à ses propositions, parce que la lutte entre les deux assemblées n'était pas encore assez rude pour rendre impossible la tâche du Gouvernement. Cette fois, le conflit était trop aigu.

Après Buffet, Chesnelong, le vieux champion du légitimisme — avait été élu sénateur inamovible. Le Sénat avait lancé, par deux fois, un défi à la Chambre, et, le premier décembre, il refusait de faire la concession qu'on lui demandait. Il n'était plus le soutien du gouvernement, il était devenu la

citadelle des droites, et se dressait contre l'assemblée populaire.

Il n'était plus un appui, mais une force que Dufaure n'avait pu maîtriser. Un cabinet ne peut vivre, écartelé entre deux assemblées qui se livrent bataille. Lui-même n'était pas visé : *Le Temps* écrivait, le 10 décembre 1876 : « La Chambre des députés... s'est toujours défendue de vouloir provoquer une crise du gouvernement... Le Sénat, vis-à-vis duquel la question de confiance n'était pas posée, a pu croire que son vote n'entraînerait pas la chute d'un ministère... »

Et cependant, la chute était inévitable. *Le Temps* lui-même en avait donné les raisons, le 3 décembre :

« Ce vote porte en lui un sérieux enseignement. Il prouve le danger qu'il y aurait pour un cabinet républicain à compromettre sa situation près de la Chambre des députés dans l'espoir de trouver des compensations près du Sénat... une option est donc nécessaire, sous peine de voir tous les appuis se dérober l'un après l'autre ».

On voit poindre, déjà, l'idée de l'« option », qui devait aboutir au 16 mai.

La démission de Dufaure, offerte le 2 décembre, fut acceptée le 9.

ESSAI DE « CONJONCTION DES CENTRES »

INSUCCES. — LA LETTRE DU 16 MAI

Puisque le Gouvernement s'était avéré impossible avec un ministère placé à l'aile droite de la majorité, Mac-Mahon voulut dissocier cette majorité par une « *conjonction des centres* », qui lui eût offert un appui plus solide.

Dernier espoir ! si cette tentative aboutissait à un échec, force serait bien d'appliquer les règles du Gouvernement parlementaire, et d'appeler le véritable chef de la majorité : Gambetta.

Mais le Maréchal considérait comme une catastrophe nationale l'arrivée des radicaux au pouvoir.

Il chargea donc Jules Simon de former le ministère.

La personnalité de Jules Simon était assez républicaine pour grouper autour de lui les suffrages des gauches modérées. L'autorité du Maréchal et le soin qu'il prendrait de conserver les portefeuilles les plus importants apporteraient au cabinet l'appui de l'aile gauche de la minorité... Peut-être une formule de gouvernement pouvait-elle être trouvée ainsi.

On espérait exploiter le mécontentement des radicaux, et aboutir à créer une opposition d'extrême gauche. La « *conjonction des centres* » s'en serait suivie.

L'ancienne rivalité qui opposait Jules Simon à Gambetta devait servir ces desseins. Jules Simon,

beaucoup plus à gauche que Dufaure, devait diviser les troupes du tribun, et l'appui de Thiers l'y aiderait.

Mais ces projets, s'ils tendaient à trouver une majorité à la Chambre, ne préparaient en aucune façon l'appui du Sénat.

Le ministère se présenta le 14 décembre devant le Parlement. Dès le 17 décembre, le conflit renaissait à propos du vote du budget.

L'article 8 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 est ainsi conçu :

« *Le Sénat a, concurremment avec la Chambre des députés, l'initiative et la confection des lois. Toutefois, les lois de finances doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle* ».

Comment fallait-il entendre ces trois derniers mots ? *Votées* signifiait *soumises au vote*, ou *adoptées* ? Le Sénat ne pourrait-il discuter que les dispositions adoptées par la Chambre, ou serait-il capable d'examiner celles que la première assemblée aurait repoussées ?

Gambetta, président de la commission du budget, niait le droit du Sénat de rétablir un crédit repoussé par la Chambre.

Jules Simon défendit les pouvoirs de la haute assemblée : « *Le conflit n'a d'autre issue que la dissolution* » (1), s'écriait-il, et la Chambre, qui s'inquiétait à cette pensée, accepta, par 358 voix contre 136, de discuter les chapitres modifiés par le Sénat.

(1) Annales de la Chamb. des députés, séance du 28 décembre.

La victoire restait à la chambre haute, grâce à l'intervention du ministère. L'extrême gauche avait voté contre. La « conjonction des centres » se dessinait...

Elle n'était pas encore faite.

La rentrée du Parlement donnait lieu au renouvellement des grandes commissions, et les républicains modérés, qui voulaient s'unir pour enlever à Gambetta la présidence de la commission des finances, ne purent réaliser leur projet.

Jules Simon réussit à gouverner quelques semaines à l'aide de « *majorités de rechange* ». Il s'appuyait tantôt sur la gauche, tantôt sur la droite, grâce aux hostilités des deux forces de l'assemblée, qui, lui créant alternativement des difficultés, lui permettait, chaque fois, de se défendre des attaques de l'une en se réfugiant chez l'autre.

L'hostilité de l'extrême gauche lui apportait régulièrement l'appoint des voix de droite, à l'occasion de la politique religieuse, de la liberté de la presse, à chaque prétexte que choisissait le parti avancé pour gêner le ministère.

Mais on sentait que ces escarmouches usaient la résistance du cabinet, et que le gouvernement était impossible ainsi.

Cette politique de bascule le rendait également suspect aux droites et aux gauches, et ne lui donnait aucune autorité.

Peut-être aurait-il pu en trouver un peu auprès du Sénat. Mais il eût fallu pour cela que le Maréchal l'y aidât. Or, Mac-Mahon voyait avec un vif mécontentement Jules Simon ménager les gauches et s'appuyer volontiers sur elles. Il eût voulu un ministère de combat, résolu à forcer la main à la majorité. L'esprit de transaction de Jules Simon

l'impatientait, et les droites, qui le savaient, ne pouvaient accorder leur entière confiance à un cabinet abandonné du Maréchal.

Ainsi, par la faute de Mac-Mahon, qui jugeait de son devoir de ne céder à aucun prix devant la gauche, les forces de droite restaient désunies, et le ministère, sacrifiant aux conservateurs ses sympathies de gauche, ne trouvait pas chez eux les compensations qu'il était en droit d'espérer.

Le Sénat, d'ailleurs, s'était de plus en plus orienté à droite, et jugeait Jules Simon aussi sévèrement que pouvait le faire le Président.

La situation était d'autant plus tendue que les élections des conseils généraux, des conseil d'arrondissement et des conseils municipaux devaient, en cette année 1877, renouveler la plus grande partie du collège électoral qui désignerait, en 1878, le tiers du Sénat.

Le Maréchal et les partis conservateurs voyaient avec inquiétude les républicains gagner du terrain à la faveur des élections partielles. Il était temps de ressaisir le pays, et de provoquer, par une politique de réaction, des élections rassurantes qui donneraient une force nouvelle aux conservateurs.

Ainsi se poursuivait l'équivoque. Fidèle aux principes qui avaient présidé à l'élaboration des lois constitutionnelles, le Maréchal se jugeait investi du droit de dicter sa volonté à l'assemblée populaire, dont il devait arrêter les entraînements irréfléchis. Son rôle de protecteur des intérêts conservateurs lui ordonnait d'intervenir, et de se dresser en face de la Chambre basse, comme le champion des forces de stabilité. Et sa conception de ses pouvoirs était telle qu'il ne doutait pas du succès.

Mac-Mahon était résolu à « *faire son devoir jusqu'au bout...* » Jules Simon, qui réussit à tenir encore à la Chambre par des prodiges de souplesse, lui paraissait devenu dangereux.

Le 15 mai, malgré l'opposition du ministère, la Chambre vota l'abrogation de la loi sur la presse. C'en était trop ! Le Maréchal, dans sa célèbre lettre du 16 mai, fit part à Jules Simon de son mécontentement. La mollesse du cabinet était la cause de ce vote malheureux : « *...Cette attitude du chef du cabinet fait demander s'il a conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues...* »

Et plus loin : « *...Si je ne suis pas responsable, comme vous, envers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France dont, aujourd'hui plus que jamais, je dois me préoccuper...* »

Jules Simon démissionna aussitôt.



CHAPITRE II

LE SEIZE MAI

§ 1

LE MINISTÈRE DE BROGLIE, LE 16 MAI

L'ÉTAT D'ESPRIT DES PARTIS

Un ministère franchement conservateur, présidé par le duc de Broglie, fut constitué le 17 mai, et se présenta le 18 devant les Chambres. Il donna lecture d'abord du message présidentiel, et aussitôt après, d'un décret ajournant les Chambres au 16 juin.

C'était interdire à l'assemblée tout débat sur le message, qui justifiait la conduite du Maréchal, et annonçait une dissolution.

La Chambre s'y résigna à grand'peine, sur les sages exhortations du président Grévy. Elle eut la sagesse de « rester dans la légalité », comme le lui demandait son président. (1)

A l'issue de la séance, les gauches s'assemblèrent

(1) Annales de la Chambre des députés, séance du 18 mai 1877, pages 251 et 252.

e t votèrent une déclaration d'union entre tous les républicains. Les groupes de gauche du Sénat déclarèrent qu'ils ne s'associeraient à aucune entreprise contre les institutions républicaines.

Un comité de permanence fut formé et un manifeste signé de 363 députés fit connaître au pays le désir qu'avaient les gauches de s'appuyer sur le suffrage universel pour défendre la République. C'était une réponse au message du Maréchal, qui, par-dessus la Chambre, s'adressait au pays.

Après un mois d'agitation, le 16 juin vit la rentrée du Parlement.

A la Chambre, le ministre de l'Intérieur de Fourtou fit une déclaration qui protestait de son respect pour la constitution, et qui déclarait que le Président « *croyait avoir le droit d'user de toutes les prérogatives que lui donnaient les institutions pour s'opposer à ce qu'un pas de plus soit fait dans une voie qui lui paraissait conduire à la ruine et à l'abaissement du pays* » (1)

Au même moment, le duc de Broglie lisait au Sénat un message du Président (3) qui justifiait sa politique, en disant qu'aucun ministère ne pouvait vivre sans contracter alliance avec les radicaux, ou sans subir leurs conditions. La dissolution était donc nécessaire, pour permettre à la Nation — qui voulait autant que le Maréchal maintenir intactes les institutions — de choisir ses mandataires parmi ceux qui promettaient de seconder le Président.

La déclaration du ministre de l'Intérieur ne surprit pas la Chambre. Quand il annonça que le pro-

(1) Annales de la Ch. des dép., 16 juin 1877, p. 254.

(3) Annales du Sénat, 16 juin 1877. pages 55 et 56.

jet de dissolution était déposé au Sénat, la droite répondit « *nous nous y attendions* » (1), et, toute à sa joie de se sentir enfin la plus forte, elle s'efforça, par ses interruptions, d'empêcher Gambetta de parler.

Au milieu du tapage, un membre de la droite, Robert Mitchell, traduisit le sentiment de confiance dans les élections prochaines, qui animait tous ses amis, en s'écriant : « *le pays jugera !* » (2). Eux aussi se croyaient les véritables représentants de la volonté nationale, eux aussi attendaient avec impatience le verdict du pays.

Il faut reconnaître, à la décharge de Mac-Mahon, que son erreur était partagée, et que ceux-là mêmes qui auraient dû lui conseiller la prudence étaient les plus acharnés.

La « camarilla » qui entourait son « conseil des ministres occulte », que Jules Simon juge avec sévérité (3) ne manquait aucune occasion d'attiser sa colère.

Lorsqu'il se tournait vers les groupes de droite, dans lesquels il voyait les défenseurs de l'ordre social, les mêmes exhortations, les mêmes encouragements à la résistance se faisaient entendre.

Il ne pouvait pas poursuivre « l'expérience » que son honnêteté rigide lui avait fait tenter. « *Situation difficile à tenir, même pour un héros et un homme de génie* », dit Jules Simon. (4)

(1) Annales de la Ch. des dép., 16 juin 1877, p. 254.

(2) Ibidem, p. 258.

(3) « Le soir de ma journée », pages 235 et 239.

(4) Ibidem.

Toute la droite l'approuvait hautement, et proclamait, au cours de la discussion de l'interpellation sur la composition du cabinet, qu'elle considérait les républicains comme des usurpateurs de la volonté populaire.

Au républicain Paul Bethmont, qui demandait : « *Qu'est-ce que les élections de février 1876 ?* », le farouche bonapartiste Paul de Cassagnac répondit : « *une surprise qu'on a fait réussir en se servant du nom du Maréchal !* » (1)

Or, tous les partis de droite considèrent ces usurpateurs comme un danger pour la nation. « En face du maréchal de Mac-Mahon, proclamait le ministre de l'Intérieur de Fourtou, en face de lui et contre lui se dressaient les tendances radicales. En face de lui et contre lui, la fraction avancée de cette majorité poursuivait un but *incompatible avec tout gouvernement*. Ne tenant compte ni des sentiments du Sénat, ni des sentiments du Président de la République, elle tendait visiblement à abaisser devant la Chambre des députés les deux autres grands pouvoirs de l'Etat... (*Approbations à droite : C'est vrai ! c'est vrai !...*) Et notamment elle tendait, jusque dans les plus minces détails de l'administration, à absorber le pouvoir exécutif et à fonder sur son impuissance la domination absolue et irresponsable d'une sorte de convention nouvelle... » (1)

Toute la défense de Mac-Mahon tient dans cette idée : protéger l'Etat contre la Révolution, et, dans ce but, recourir par le procédé constitutionnel de la dissolution, à une nouvelle consultation du peuple.

(1) Annales de la Chambre des députés, séance du 16 juin 1877, p. 259.

(1) Annales de la Chambre des députés, 16 juin 1877, p. 265.

« Vous avez dit, continuait de Fourtou, que nous avions menacé la constitution : nous l'avons protégée contre vous ! » (1)

Le Maréchal se croyait le sauveur de l'ordre public, et cependant que ses ministres et ses amis protestaient de leur fidélité à la constitution, les républicains se réclamaient de cette même constitution pour s'élever contre ce qu'ils appelaient le « *coup de force* » du 16 mai. (2)

Gambetta, dans un discours hâché d'interruptions violentes, reprocha aux droites d'avoir un idéal politique inavoué qu'elles voulaient substituer au régime républicain, en sapant sourdement la constitution :

« Nous sommes en face d'hommes qui ne sont pas ancrés dans la constitution, nous n'avons pas devant nous des hommes qui la défendent avec des tendances particulières, mais conformes à l'esprit de la constitution, non ! non ! si cela était, s'il n'y avait un parti Whig et un parti Tory dans la République, nous pourrions discuter, et faire de la politique parlementaire, nous pourrions croire que le Président n'obéit qu'à des tendances constitutionnelles... » (1)

L'équivoque était arrivée à un tel point que le conflit ne pouvait être résolu que par la dissolution. Les uns et les autres, d'ailleurs, ne doutaient pas de la consultation électorale, tous escomptaient y trouver le succès. « Le pays jugera » avaient dit les royalistes. « Bientôt, le suffrage universel par-

(1) *Ibidem*, p. 269.

(2) *Ibidem*, p. 261.

(3) *Annales de la Chambre des députés*, 16 juin 1877, p. 274.

lera », disait Louis Blanc (1). Tous s'en remettaient très honnêtement à la volonté de la Nation, tous étaient animés du plus pur esprit constitutionnel. Mais les conceptions qu'ils se faisaient de la constitution étaient incompatibles :

En face de la « *politique du Président* », se dressait la formule républicaine, le pays devait choisir.

Les débats de la Chambre se terminèrent le 19 juin, par le vote d'un ordre du jour de défiance, adopté par 363 voix contre 158.

Le 22 juin, le Sénat autorisa la dissolution par 149 voix contre 130. Elle fut prononcée le 25.

§ 2

LA POLITIQUE DU PRÉSIDENT

La lettre du 16 mai contenait toute une politique.

Par cette évocation de « *sa responsabilité envers la France* », Mac-Mahon reprenait l'idée sur laquelle s'était appuyé Napoléon III pour justifier le 2 décembre. Cette conception du rôle d'un cabinet qui doit avoir sur la Chambre « *l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues* », c'était l'affirmation du pouvoir supérieur du Président de la République.

Le message qu'il adressa aux Chambres, le 18 mai, complétait ce programme en revendiquant le droit constitutionnel de choisir les ministres, et de choisir la majorité sur laquelle devrait s'appuyer le cabinet.

(1) *Annales* de la Chambre des députés, 19 juin 1877, p. 315.

Le même échec avait été réservé à Dufaure et à Jules Simon, parce qu'ils n'avaient pas voulu appliquer la politique de la majorité, le premier dans la discussion du budget, le second « *sur des points de législation très graves, au sujet desquels, dit bravement Mac-Mahon, il était tombé d'accord avec moi qu'aucune modification ne devait être admise.* » (1)

On ne saurait être plus clair. La « politique du Président » ne doit pas céder devant celle de la Chambre.

Quant au choix de la majorité, il appartient, lui aussi, entièrement, au Président, qui se juge libre de choisir, parmi les suffrages qui s'offrent à lui, ceux qu'il estime dignes de sa confiance : « *Après deux tentatives également dénuées de succès, je ne pourrai faire un pas de plus dans la même voie, sans faire appel ou demander appui à une autre fraction du parti républicain, celle qui croit que la République ne peut s'affermir sans avoir pour complément et pour conséquence, la modification radicale de toutes nos grandes institutions...*

Ni ma conscience, ni mon patriotisme ne me permettent de m'associer, même de loin et pour l'avenir, au triomphe de ces idées...

Je ne veux ni en tenter l'application moi-même, ni en faciliter l'essai à mes successeurs...

Tant que je serai dépositaire du pouvoir, j'en ferai usage, dans toute l'étendue de ses limites légales, pour m'opposer à ce que je regarde comme la perte de mon pays... »

(1) Annales de la Chambre des députés, séance du 18 mai 1877, p. 250.

Enfin, un élan de confiance vers la sagesse du corps électoral :

« *Mais je suis convaincu que ce pays pense comme moi.* »

D'ailleurs, les raisons de cette confiance sont exposées :

« *Ce n'est pas le triomphe de ces théories qu'il a voulu aux élections dernières. Ce n'est pas ce que lui ont annoncé ceux — c'étaient presque tous les candidats — qui se prévalaient de mon nom et se déclaraient résolus à soutenir mon pouvoir.*

S'il était interrogé de nouveau, et de manière à prévenir tout malentendu, il repousserait, j'en suis sûr, cette confusion... » (1)

On a violemment attaqué cette conception du gouvernement parlementaire. Le discrédit qui en a rejailli sur le principe de la dissolution a été jusqu'à rendre pratiquement impossible, désormais, cette disposition de la constitution. Et cependant, Mac-Mahon, dans son respect rigide du devoir, appliquait rigoureusement la lettre et l'esprit des textes de 1875.

La lettre, indubitablement, était respectée. Sans doute cette « *responsabilité envers la France* » était-elle plus morale que constitutionnelle, mais l'expression était trop vague pour signifier autre chose que le désir d'exercer pour le bien du pays les pouvoirs réguliers du Président de la République.

Or, ces pouvoirs, tels que les avait définis la

(1) Ibidem.

constitution, étaient bien ceux dont entendait user le Maréchal.

L'article 3 le désigne comme le chef du pouvoir exécutif, puisqu'il lui confie le soin de la promulgation des lois, dont il a l'initiative concurremment avec les Chambres, puisqu'il lui impose le devoir d'en surveiller et d'en assurer l'exécution.

C'est lui qui dispose de la force armée, c'est lui qui nomme à tous les emplois civils et militaires, c'est lui enfin, n'est-ce pas là un criterium ? qui a le droit de grâce.

Les ministres ne sont que ses « commis » — comme ceux de l'ancien régime étaient les « commis » du souverain — et rien, dans le texte, ne permet d'affirmer que le contre-seing est autre chose qu'une authentification. Les ministres sont responsables devant les Chambres, mais le Président ne voit pas en quoi cela peut diminuer leur responsabilité devant lui. C'est lui qui les nomme, c'est également lui qui les révoque. A plus forte raison peut-il leur imposer leur démission. Et pour que ces ministres soient vraiment sous sa dépendance, il faut évidemment qu'il puisse choisir la majorité sur laquelle ils s'appuieront. Pourrait-il être vraiment le chef du pouvoir exécutif si ses ministres étaient responsables devant une majorité qu'il n'aurait pas choisie lui-même ?

Enfin, toutes ces prérogatives qui lui ont été dévolues généreusement par la constitution, à quoi serviraient-elles si le Président n'y trouvait pas le fondement du pouvoir ?

Cette conviction du Maréchal et de ses conseillers longuement exposée par un de ses ministres, Paris, à la séance du 18 juin :

« Du moment où le Président de la République a

le droit de proroger les deux Chambres, de dissoudre la Chambre des députés sur l'avis conforme du Sénat, il est incontestable qu'il a nécessairement une part dans la direction des affaires. Il n'est pas réduit, je suppose, au rôle d'un simple fonctionnaire, chargé d'apposer des signatures sur les actes que lui présentent les ministres, et de donner un approbation toute matérielle aux décisions prises en dehors de lui.

« Cette participation du Président au gouvernement peut-être plus ou moins restreinte; elle n'a jamais été déniée d'une façon absolue.

« A quoi servirait, en effet, le droit, dont je parlais, de suspendre les sessions, de dissoudre même la Chambre des députés ? Ces actes ne peuvent être motivés que par un dissentiment, par un conflit, et, s'il y a conflit, apparemment, celui qui a l'initiative de pareilles mesures a le droit d'avoir son opinion personnelle, contrôlée nécessairement par les Chambres. Et je demande à M. Gambetta lui-même, qui est un grand partisan du système de centralisation et d'autorité, s'il est possible de supposer qu'en France il existera jamais, à la tête du Gouvernement, un Président de la République qui se contentera du rôle effacé des derniers rois de la monarchie mérovingienne. » (1)

Au Sénat, le 21 juin, le duc de Broglie, président du conseil, justifia le 16 mai et la dissolution par cette considération que les deux ministères qui avaient été formés depuis le début de la législature

(1) Annales de la Chambre des députés, séance du 18 juin 1877, page 293.

s'étaient montrés incapables de trouver une majorité stable sans faire appel aux radicaux.

Le Sénat avait résolu de ne donner au radicalisme « ni une parcelle, ni un fétu de son autorité législative ». Le Président, aussi soucieux que le Sénat de défendre les institutions attaquées par le radicalisme, avait décidé également de ne lui donner « aucune parcelle de son autorité exécutive ».

(1)

La seule solution était donc de demander au pays d'élire une autre Chambre, dont le dévouement aux idées conservatrices permettrait aux ministres du Maréchal de gouverner sans les radicaux.

Rien, dans la lettre de la constitution, n'était incompatible avec ces principes. Bien plus, l'esprit des constituants de 1875 était exactement conforme à cette conception.

Zevort rapporte dans son *Histoire de la troisième République*, que la presse anglaise s'indignait et « avait peine à se représenter la reine Victoria agissant comme le maréchal de Mac-Mahon » (3). La coutume parlementaire anglaise ne permet pas, en effet, au souverain, de dissoudre une Chambre qui est disposée à fournir au cabinet l'appui régulier d'une majorité solide. Mais l'assemblée nationale avait bien eu, en 1875, le désir de s'éloigner de la conception britannique du régime parlementaire, et de donner au « Maréchal-Président » des pouvoirs assez forts pour influencer la Cham-

(1) Annales du Sénat, 21 juin, p. 126.

(3) Tome II, page 338.

bre par son autorité et l'amener à partager ses vues. Nous croyons l'avoir déjà montré.

D'ailleurs, le conflit n'était pas élevé entre le Parlement et le ministère, mais entre la Chambre et le Sénat. Il était nécessaire de départager les deux assemblées, et, là encore, c'était appliquer l'esprit en même temps que la lettre des lois constitutionnelles que de faire trancher par le pays un différend insoluble par les voies ordinaires.

Les discours de tous les orateurs, au cours de la discussion de la loi du Sénat, n'ont pas manqué de souligner le rôle de la haute assemblée, « qui doit, par son recrutement, s'opposer aux entraînements et à la mobilité du nombre » (1), « barrière suffisante pour que le parti révolutionnaire ne puisse pas s'emparer légalement du pouvoir » (2), « ancre de salut » (3), « contrepoids au suffrage universel » (4), « contre-partie de la loi du nombre » (5).

Louis Blanc la considérait comme un « moyen de faire obstacle à la volonté populaire » (5).

Enfin, Mac-Mahon lui-même, dans son message du 5 janvier 1875, avait prié l'assemblée nationale de discuter immédiatement la loi du Sénat, en

(1) Discours du duc de Broglie, le 15 mai 1874.

(2) Lefèvre-Portalis. Séance du 25 janvier 1875. (« Journal Officiel », Débats parlementaires, page 670

(3) Randot. Séance du 28 juillet 1875. « Journal Officiel », Débats parlementaires, 5976.

(4) Laboulaye. Séance du 12 février 1875. « Journal Officiel », Débats parlementaires, page 1173.

(5) Lefèvre-Portalis, rapporteur de la commission des trente. Séance du 22 février 1875. « Journal Offic. », Déb. parl. p. 1373.

(5) Histoire de la constitution du 25 février 1875, p. 37.

précisant que cette institution lui serait nécessaire et lui procurerait un appui. Pourquoi aurait-il hésité, au moment opportun, à se servir de cet appui que l'assemblée avait consenti à lui donner ?

D'autre part, sans prêter l'oreille aux conseils de coup d'Etat que lui prodiguait la presse de droite, le Maréchal s'en remettait très correctement au pays. Il ne doutait pas du verdict. Le pays, qui lui était profondément attaché, entendrait son appel, et s'arracherait vite aux sortilèges de la démagogie radicale.

Il croyait fermement que les élections de 1876 s'étaient faites sur son nom. La facilité avec laquelle les candidats s'étaient réclamés de lui, tout en défendant leur programme, lui avait fait croire que la consultation électorale avait abouti à un plébiscite dont il était le triomphateur. Il remplissait donc son devoir en recourant à l'arbitrage du suffrage universel.

C'était, croyait-il, le seul moyen de permettre à la volonté populaire de confondre cette majorité de gauche, qui prétendait la représenter, alors que le pays avait, en réalité, manifesté sa confiance dans le Président de la République.

Son message l'avait dit. De plus, son autorité était si respectée, qu'il ne doutait pas de voir le pays s'incliner devant sa volonté. De Broglie l'avait fait entendre au Sénat, le 21 juin, en lui déclarant que si le Président s'était voué aux radicaux, il se serait nécessairement prononcé contre les sénateurs conservateurs, et « ...quand serait arrivé le jour du renouvellement sénatorial, on aurait vu ce que

pèse, dans la balance électorale, le nom du Maréchal de Mac-Mahon ». (1)

Si par miracle les élections ne lui étaient pas favorables, ses droits ne seraient pas épuisés pour cela. Son manifeste du 19 septembre le proclamait hautement, tant il était convaincu de faire son devoir en s'opposant à la volonté même du suffrage universel : « Des élections hostiles aggraveraient le conflit entre les pouvoirs publics, entraîneraient le mouvement des affaires... Quant à moi, mon devoir grandirait avec le péril. Je ne saurais obéir aux sommations de la démagogie. Je ne saurais ni devenir l'instrument du radicalisme, ni abandonner *le poste où la constitution m'a placé*. Je resterais, pour défendre, avec l'appui du Sénat, les intérêts conservateurs, et pour protéger énergiquement les fonctionnaires fidèles qui, dans un moment difficile, ne se sont pas laissé intimider par de vaines menaces ».

La situation particulière de Mac-Mahon, dont les pouvoirs, même en 1877, étaient encore considérés par ses fidèles comme découlant du « *septennat personnel* », expliquait cette conception étrange d'un régime républicain. Il disait avoir reçu de la Nation — devant qui il était responsable — la garde des institutions jusqu'en 1880. La preuve en était dans ce droit de révision qui, jusque-là, n'appartenait qu'à lui. Ce dépôt sacré serait remis, en 1880, au gouvernement qu'il plairait à la France de se donner. Mais jusque-là, le Maréchal défendrait énergiquement les institutions contre toute

(1) Annales du Sénat. Séance du 21 juin 1877, page 169.

attaque de la « révolution »... c'est-à-dire des républicains.

Mac-Mahon appliquait avec discipline les règles constitutionnelles qu'avait arrêtées l'assemblée nationale. Il commettait une lourde faute politique, mais il ne s'écartait pas de la légalité constitutionnelle, telle qu'elle avait été conçue en 1875.

§ 3

LA DOCTRINE DES REPUBLICAINS

En face de la « *politique du Président* » se dressait la conception des partis républicains, que les débats du 17 mai et du 16 au 12 juin, à la Chambre et au Sénat, permirent de mettre en lumière.

Gambetta n'intervint, le 16 juin, que pour reprocher au ministère de Broglie sa politique de réaction, et pour défendre le parti républicain plutôt que la constitution. Mais, le 17 mai, dès qu'avait été connue la démission de Jules Simon, il avait nettement condamné la conception que se faisait Mac-Mahon du régime parlementaire :

« ...Alors qu'existait une confiance générale de la part du Parlement envers le cabinet qui siège encore sur ces bancs; sans qu'il y eût ni conflit, ni vote de défiance, ni de ces discussions qui révèlent, contre les ministres qui représentent — qui doivent représenter la pensée de la majorité — un élément de désaccord ou une pensée d'agression; au lendemain des discussions les plus calmes... dans lesquelles la confiance de cette Chambre envers les ministres n'avait point été ébranlée; sans que, dans une autre enceinte, il se fut manifesté aucune at-

attaque ni aucun vote qui eut frappé le cabinet de minorité... subitement, comme un coup de foudre qui éclate dans un ciel serein, le pays apprend... que le Président de la République a écrit une lettre qui a obligé le Président du conseil, ainsi que ses collègues, à donner leur démission... » (1)

Et pour bien préciser le sens qu'ils entendaient donner à leur opposition, les groupes de gauche avaient délibéré et arrêté les termes de l'ordre du jour, qui fut adopté par 347 voix contre 149, et dont voici le texte :

« La Chambre,

« Considérant qu'il lui importe, dans la crise actuelle et pour remplir le mandat qu'elle a reçu du pays, de rappeler que la prépondérance du pouvoir parlementaire s'exerçant par la responsabilité ministérielle, est la première condition du gouvernement du pays par le pays, que les lois constitutionnelles ont eu pour but d'établir ;

« Déclare que la confiance de la majorité ne saurait être acquise qu'à un cabinet libre de son action et résolu à gouverner suivant les principes républicains qui peuvent seuls garantir l'ordre et la prospérité au dedans et la paix au dehors.

« Et passe à l'ordre du jour ».

Au Sénat, le 18 mai, cependant que le duc de Broglie disait le message du Président, les gauches ne pouvant prendre la parole interrompaient le président du conseil.

Bertauld criait : « Le message n'est pas consti-

(1) Annales de la Chambre des Députés, 17 mai, page 235.

tutionnellement l'œuvre du Président de la République; il est l'œuvre du ministre qui le contresigne et qui en répondra devant le pays. » (1).

Entendant la lecture du passage où le Maréchal déclarait ne pouvoir s'associer au triomphe des idées républicaines, Eugène Pelletan s'insurgeait : « C'est au Parlement à décider, ce n'est pas à la dictature ! » (2).

Ainsi, les positions sont nettes. Les gauches ne voulaient pas connaître ces subtilités qui font considérer comme républicain le régime de la constitution de 1875, telle que voulaient l'appliquer les conservateurs.

Dès la rentrée, le 18 juin, Jules Ferry, que les républicains venaient de choisir pour chef, exprimait leur pensée avec une précision qui lui valait leurs applaudissements enthousiastes :

« Le régime constitutionnel qu'a décrit M. Paris, dit-il, *« n'aurait du parlementarisme que le mensonge. »* » (3)

« La lutte qui s'établit ici et qui se dénouera devant le pays, seul juge en dernier ressort, ...c'est la lutte du gouvernement personnel contre le gouvernement parlementaire... » (4)

Et plus loin :

« ...quand, d'après la constitution que l'on a ac-

(1) Annales du Sénat, 18 mai 1877, p. 49.

(2) Ibidem.

(3) Annales de la Chambre des Députés, 18 juin 1877, p. 299.

(4) Ibidem, p. 300.

ceptée et dont on doit être le gardien scrupuleux et le fidèle défenseur, on est déclaré irresponsable, sauf le cas de haute trahison, je dis qu'on n'a pas le droit de revendiquer un atome de gouvernement personnel... »

« ...L'honorable M. Paris a discuté sur le droit de dissolution, sur le droit de prorogation, sur le droit de suspension, et il a conclu, en croyant faire preuve de logique sans doute, que, puisque le Président de la République a le droit de suspension, le droit de prorogation et de dissolution, il se trouve par là même investi du gouvernement personnel.

Je ne ferai qu'une réponse : c'est que, dans les constitutions monarchiques, où la responsabilité ministérielle et l'irresponsabilité royale sont les mieux établies, dans la constitution anglaise, par exemple, qui est un chef-d'œuvre en ce genre, le pouvoir royal, qui est essentiellement irresponsable, jouit de ce droit de prorogation, de ce droit de dissolution; pareillement ce droit, si le Président de la République française l'exerce, c'est par l'organe et par le bras d'un ministère responsable. » (1).

On ne saurait être plus clair et plus catégorique. Ces quelques phrases montrent dans toute son ampleur la divergence des deux thèses. A la théorie du Maréchal « responsable devant la France », du Président qui choisit sa majorité, s'opposait la conception du ministère seul responsable devant le Parlement, et soumis entièrement aux Chambres.

(1) Ibidem, p. 300 et 301. .

Léon Renault, l'ancien préfet de police du 24 mai 1873, rallié à la République parce qu'elle lui paraissait le seul gouvernement possible, reprenait ces affirmations, et montrait dans quelle aventure s'engageait Mac-Mahon :

« *Si le cabinet échoue* (dans l'entreprise de la dissolution) *comment est-ce que vous imaginez que le Maréchal pourra vivre avec une majorité dont il aura combattu personnellement les membres ?* » (1).

Comment s'arrêter à mi-chemin quand on donne pleins pouvoirs au suffrage universel ? Les républicains, résolus à ne pas céder devant le pouvoir personnel du Maréchal, prévoyaient déjà la lutte à outrance, et prédisaient l'échec de la résistance du Président. Peut-être le Sénat aurait-il pu permettre d'éviter cette crise, s'il avait vraiment joué son rôle modérateur, mais il était entré dans la lutte avec passion, et Léon Renault le déplorait :

« Il (le Sénat) avait une mission importante et précise dans la France constituée à l'état de république, mais encore toute pleine des idées, des intérêts et des institutions du passé. Il lui appartenait de ménager les transitions, de calmer souvent, d'arrêter parfois les mouvements trop brusques, les initiatives trop hardies d'une Chambre issue du suffrage universel.

Il devait accomplir cette tâche dans un esprit de conciliation, de modération, avec le désir de se rapprocher toujours de l'entente avec la seconde assemblée... (2)

(1) Ibidem, p. 324.

(2) Annales de la Chambre de s députés, 19 juin 1877, p. 315.

Mais cette collaboration des assemblées n'aurait pas empêché le Maréchal et la Chambre basse de se heurter de front, tant que l'un ne se serait pas soumis à l'autre, et là dessus les républicains étaient inflexibles.

Par contre, tout en refusant au Président le droit de gouverner, les gauches se gardaient bien de l'attaquer et ne cessaient de protester de leur respect envers lui. Ils rendaient responsables ses conseillers, ses ministres, sa « *camarilla* », mais s'efforçaient de l'élever lui-même au-dessus de la mêlée.

Le 17 mai, avant de présenter à la Chambre l'ordre du jour des républicains, pour clore la discussion des interpellations, Gambetta s'empressait de dégager la personne du Maréchal : « ...il ne m'échappera aucune parole qui puisse être regardée comme une sorte d'agression ou d'hostilité dirigée contre le premier magistrat de la République. » (1)

Léon Renault, le 19 juin, résumait toute la doctrine de son parti en quelques mots :

« Je vous ai dit que vous ne m'amèneriez jamais à confondre le Maréchal de Mac-Mahon avec le cabinet qu'il a formé. J'estime que la déférence vis-à-vis de sa personne... est compatible avec une opposition résolue à ses ministres... » (2)

Jules Ferry lui-même, après un incident tumultueux provoqué par la critique sévère qu'il faisait du message, précise sa pensée :

« Je dis, avec tout le respect qui est dû au premier magistrat de l'Etat, mais avec toute la liberté

(1) Ibidem, p. 235.

(2) Ibidem, pp. 325 et 326.

qui m'appartient vis-à-vis de ses ministres qui ont contre-signé le Message... » (1)

Enfin, le 19 juin, l'ordre du jour adopté à la fin de la discussion des interpellations mettait en cause le ministère, en nommant même le duc de Broglie, mais ne formulait aucun grief contre le Président (2).

Les républicains, d'ailleurs, n'avaient aucun désir de supprimer la Présidence de la République, comme l'avait voulu faire Grévy en déposant son fameux amendement de 1848. Ils avaient compris quel profit pouvait tirer la République de la présence, à sa tête, d'un Président aussi représentatif des idées d'ordre et de respect de la constitution, et qui était en même temps peu dangereux pour le régime, en raison de sa droiture légendaire autant que de son ignorance de la politique. Il avait été, jusque-là, un fidèle gardien des institutions.

De mauvais conseillers l'avaient engagé dans une impasse. Les gauches comprenaient que le conflit était sans issue pour lui, et déjà leurs espoirs s'étaient portés sur Thiers, qui eût fait un parfait président de république parlementaire. Mais le pouvoir qu'on entendait lui confier n'était nullement celui « d'un des derniers rois de la dynastie mérovingienne ». Son influence sur les ministres, les résistances qu'il pouvait opposer lorsque le contre-seing lui était demandé, les observations qu'il pouvait formuler, l'influence qu'il pouvait exercer sur le Parlement par le choix du cabinet, l'esprit dans lequel il interviendrait, dans

(1) Ibidem, 18 juin, p. 303.

(2) Ibidem, p. 330.

une crise ministérielle, chaque fois que la solution ne serait pas imposée par l'état des partis politiques, lui conféraient une haute autorité. Enfin, la dissolution, pratiquée dans un esprit nettement parlementaire, dans le cas où aucune majorité ne pouvait se dégager dans la Chambre populaire, lui donnait le pouvoir de mettre fin aux périodes de crise en s'en rapportant au pays.

Sans doute, les exaltés eussent-ils accepté de gaité de cœur le retour d'un régime conventionnel, mais la plus grande partie préférèrent ne pas recourir aux moyens extrêmes. Ils jugeaient plus sage d'organiser la République sous l'autorité d'un Président dont ils réclamaient unanimement l'irresponsabilité.

Mais ce qu'ils refusaient d'accepter, c'était le pouvoir personnel.

Ainsi, les républicains et les conservateurs ne pouvaient aboutir à une entente. Leurs conceptions étaient trop divergentes pour permettre une transaction et tous croyaient trop fermement au succès pour consentir de suffisantes concessions.

Il fallait en finir. Jules Ferry le reconnaissait à la séance du 18 juin :

« Vous nous jetez au visage la dissolution comme une menace ? Nous l'acceptons comme une délivrance ! »

Et à Paul de Cassagnac, l'interrupteur habituel, qui lui demandait :

« Une délivrance de quoi ? »

Jules Ferry répondit :

« La délivrance de l'équivoque. » (1)

(1) Ibidem, p. 307.

CHAPITRE III

L'ÉCHEC DE "LA POLITIQUE DU PRÉSIDENT"

§ 1

LES ÉLECTIONS DE 1877

La campagne électorale fut également passionnée des deux côtés. Les républicains publièrent deux manifestes, qui comparaient les 363 aux 221 protestataires de 1830, et demandaient à la France d'affirmer sa volonté de « maintenir et consolider les institutions républicaines » (1). « Les seuls révolutionnaires sont les hommes qui rêvent le retour à des passés impossibles » (2). Leur souci principal était de se disculper du reproche qui leur avait été adressé par le Maréchal, d'entraîner le pays dans la voie de la ruine et de l'abaissement. (3)

Mac-Mahon, de son côté, proclamait lui aussi,

(1) 27 juin.

(2) 11 octobre.

(3) Déclaration du Ministre de l'Intérieur de Fourtou, à la séance du 16 juin 1877.

dans des manifestes, qu'il entendait protéger et sauver la constitution. Tous croyaient cette constitution en péril, tous voulaient se sacrifier pour la sauver, et, ce faisant, tous en rendaient l'application de plus en plus difficile, car, à la faveur de ces mouvements passionnés, les questions de personnes, les souvenirs des guerres civiles, les jalousies, la chaleur des discours entraînaient l'opinion publique dans une mêlée où les idées devenaient dangereusement imprécises.

Pour éviter le quiproquo de février 1876, Mac-Mahon annonçait que son gouvernement « désignerait parmi les candidats ceux qui, seuls, pourraient s'autoriser de son nom » (1).

C'était, sans doute, l'aveu de la candidature officielle, mais c'était aussi la manifestation du désir d'une élection claire et significative. La question était posée nettement : nul ne pourrait, comme en 1876, ajouter le nom du Maréchal au programme d'un parti avancé.

Le Président voulait que les électeurs choisissent : il fallait être « radical » ou « mac mahonien », et se compter sur ces deux idées adverses.

Le corps électoral vota, selon la terminologie de l'époque, pour les « républicains » ou pour les « conservateurs », et l'affiche que fit apposer le gouvernement : « Mac Mahon ou Gambetta », ne put que les confirmer dans cette idée.

La question était donc posée très nettement. Elle l'était encore mieux par la pression administrative qui accompagna les opérations électorales, et qui ne surprit guère, à une époque où l'on n'avait ou-

(1) Manifeste du 19 septembre 1877.

blié ni les élections de Charles X, ni celles de Napoléon III.

Mac-Mahon lui-même, que ses conseillers voulaient opposer à Gambetta, comme pour faire de cette consultation électorale une lutte entre deux hommes, parcourut le pays, en une série de voyages, « qui apportèrent peu de lumière aux électeurs sur ses intentions dernières et qui ressemblaient moins aux déplacements d'un Chef d'Etat qu'aux tournées électorales d'un candidat » (1).

Sans doute les candidats officiels bénéficièrent-ils de ces appuis, mais en même temps une énergique campagne électorale permit aux républicains de galvaniser les forces de leur parti en présence de ce qu'ils appelaient le « coup d'Etat du 16 mai ». La Chambre était dissoute, mais on peut dire que dès ce jour, et jusqu'aux élections, la gauche continuera à siéger partout » (2).

Les plus éloquents portaient la parole dans toutes les villes de France, entraînant les irrésolus, et groupant étroitement les fidèles. Leur infatigable propagande fut pour beaucoup dans le résultat, moins beau qu'ils n'avaient espéré, mais qui tout de même était pour eux une victoire :

326 républicains furent élus, et seulement 207 conservateurs. Les 363 étaient diminués, mais restaient les plus forts. La réponse du suffrage universel était catégorique.

Le corps électoral s'était d'ailleurs passionné beaucoup plus que l'année précédente : la propor-

(1) Zévort. Histoire de la 3^e République, tome II, p. 359.

(2) De Marcère, le 16 mai, p. 103.

tion des votants atteignait les 4/5 des inscrits, au lieu des 3/4 en 1876 (1).

Mac-Mahon était clairement désavoué par le pays. Un véritable chef d'Etat parlementaire eût compris l'alternative devant laquelle il se trouvait. Gambetta l'avait dit, et ce propos l'avait fait poursuivre et condamner : il fallait se soumettre ou se démettre (2).

Le Maréchal poursuivit sa résistance.

§ II

LA RESISTANCE DE MAC-MAHON

Les Chambres se réunirent le 7 novembre 1877. Dès le 12, la lutte fut ouverte à la Chambre par une proposition de résolution d'Albert Grévy qui tendait à ouvrir une enquête parlementaire sur les élections.

Le ministre de l'Intérieur de Fourtoul, répondant à Léon Renault, annonça que « *le Maréchal resterait au poste de Salut où il était, où la constitution l'avait placé.* » (3)

Cette phrase pouvait être interprétée comme une soumission aussi bien que comme une déclaration de guerre. Qu'était ce poste de salut ? Mac-Mahon voulait-il se dresser contre la Chambre pour dé-

(1) Lavissee, Histoire de France contemporaine, Tome VIII, p. 38.

(2) Discours de Lille, 15 août 1877.

(3) Annales de la Chambre des députés, séance du 14 novembre 1877.

fendre encore ces « intérêts conservateurs » ou au contraire se plaçait-il au dessus de la mêlée ? Acceptait-il son irresponsabilité ? Ce fut cette dernière version que l'on voulut admettre, et l'on tomba d'accord pour demander au Cabinet des comptes sur sa politique.

La proposition d'Albert Grévy fut adoptée, et cette décision aurait dû suffire à provoquer la retraite du ministère. Le Sénat, d'ailleurs, n'était plus décidé à le soutenir sans réserve.

De Broglie s'entêta à y chercher un appui, et s'y fit interpeller par ses amis sur le vote de la Chambre. On espérait ainsi amener le Sénat à porter un jugement sur l'autre assemblée, mais le Président d'Audiffret-Pasquier ne s'y prêta point :

« Si...on entendait apprécier, déclara-t-il, dans une mesure quelconque, l'acte de la Chambre des Députés, le président considérerait comme un devoir de s'opposer au dépôt d'une pareille interpellation... *Vous n'êtes pas, Messieurs, comme le Sénat de l'Empire, les dépositaires du pacte constitutionnel... En admettant même... que la Chambre ait outrepassé ses pouvoirs, je vous demande où vous trouveriez, dans la constitution, le droit de la traduire à votre barre et de juger ses actes. Il n'y aurait qu'une manière légale de le faire... c'est la demande de dissolution* (1).

A bout d'expédients, le duc de Broglie avait pensé avoir recours à une manœuvre nettement anti-constitutionnelle mais grâce à l'autorité du Prési-

(1) « Journal officiel », 18 novembre 1877. Débats parlementaires. Sénat. Séance du 17 novembre, p. 7519.

dent d'Audiffret-Pasquier, le Sénat ne sortait pas de la légalité.

Le Président du Conseil en fut profondément déçu. C'était sa politique, et non celle du Maréchal, qui recevait là un échec retentissant. Chacun savait fort bien qu'il avait toujours été un des membres les plus influents de la « Camarilla » du Maréchal, et ses conseils inopportuns avaient été souvent à l'origine des initiatives malheureuses du Président. Il ne s'était jamais rallié sincèrement à la République et, dans ce gouvernement provisoire institué en 1871, il ne voyait toujours qu'un pis-aller, supporté avec impatience en attendant le retour de la Monarchie.

C'était lui, en somme, qui, avec quelques-uns de ses amis orléanistes, avait eu l'idée du septennat personnel et avait réalisé cette idée. Il ne l'oubliait pas, d'ailleurs : après la chute de son second ministère, en 1874, il avait nettement senti le poids de sa responsabilité :

« Si j'étais délivré, écrit-il dans ses mémoires (1), une autre personne aussi, et plus engagée que moi dans les événements de la dernière année, ne l'était pas. C'était le Maréchal. Je ne pouvais oublier que nous avions été le chercher pour le service de notre cause dans le poste élevé, mais secondaire, qui convenait à ses goûts et suffisait à ses ambitions... et, bien qu'après tout un homme de soixante ans soit seul responsable de ses actes... la simplicité naturelle du Maréchal, son inexpérience des affaires politiques, la confiance qu'il m'avait témoignée

(1) « La Revue des deux Mondes », 1^{er} novembre 1929, p. 131.

m'imposait... le devoir de ne pas le laisser seul et sans conseil dans l'embarras où j'avais contribué à le jeter... »

En réalité, il avait jeté le Maréchal dans un embarras plus grand qu'une simple crise ministérielle. Dès le premier jour de l'élaboration des lois constitutionnelles, de Broglie avait compris que « *le caractère d'une véritable organisation politique manquait à ce fragment détaché de la constitution* (1) » qu'on appelait le septennat.

Résolu coûte que coûte à assurer la victoire du parti conservateur, il nourrissait des desseins machiavéliques qu'il expose complaisamment dans ses « mémoires » (2) :

« Il y aurait eu un moyen bien simple d'y porter remède (au septennat) : c'eût été de se résigner à accepter bien franchement le caractère républicain du nouveau pouvoir, sauf à entourer cette république, créée par nos mains et marquée de notre estampille, d'institutions conservatrices qui l'eussent rendue inacceptable pour tous autres que les conservateurs, et en eussent fait ainsi leur propriété. On y aurait joint une clause de révision, facile à appliquer, et qui aurait laissé place au retour des institutions monarchiques, le jour où on aurait pu sérieusement en concevoir l'espérance... »

La résistance du Maréchal venait, en grande partie, de cette influence. La grande confiance qu'il avait placée dans son entourage immédiat, et en particulier dans le duc de Broglie, ne lui permettait

(1) Mémoires. « Revue des deux Mondes », 15 octobre 1929. p. 794.

(2) Ibidem.

pas d'écouter les conseils plus éclairés de ceux qui avaient su voir la réalité. Dufaure, lui-même appelé à la présidence du Conseil, n'avait pu se faire entendre. Grâce à la consultation électorale d'octobre 1877, le pays avait fait connaître son opinion.

Comprenant alors qu'on lui avait fait suivre une politique maladroite, et se croyant trop engagé pour reculer, Mac-Mahon avait voulu abandonner le pouvoir. C'était encore de Broglie qui l'avait persuadé de rester (1), c'était lui qui le poussait dans une politique de résistance.

Les élections du 14 octobre 1877 avaient donné au Maréchal une leçon qu'il aurait dû interpréter comme la condamnation de la politique de Broglie.

Faute d'écouter de meilleurs conseillers il s'enfonça dans son erreur.

Le duc de Broglie, devant la résistance du Président du Sénat, comprit qu'il valait mieux abandonner toute idée de dissolution. Un ordre du jour très tiède ne fut adopté qu'à une voix de majorité.

Le Sénat comprenait son rôle. La dissolution devait permettre au pays de départager les deux assemblées et son verdict était sans appel. La Chambre haute reconnaissait sa défaite et se soumettait. Ce succès incomplet du Ministère était en réalité pour lui une défaite totale : de Broglie démissionna.

La crise paraissait terminée. Il restait bien la commission d'enquête, mais le rapport dont avait été chargé Brisson ne fut déposé qu'en mars 1879, après que les passions fussent éteintes, et le régime

(1) Hanotaux, Histoire de la France contemporaine, Tome 4, p. 189.

stabilisé. Bien qu'il conclût à la mise en accusation du Ministère, nul ne songea alors à en demander la discussion.

Tout semblait donc rentré dans l'ordre et la République parlementaire paraissait instaurée définitivement par le jeu normal des institutions constitutionnelles.

Or, le 24 novembre — cinq jours après la démission du duc de Broglie — un « Ministère d'affaires » était constitué, composé uniquement de fonctionnaires. Sa déclaration affirma qu'il était provisoire, et chargé seulement de rétablir entre les pouvoirs publics les rapports nécessaires au bien de l'Etat (1). C'était l'affirmation de la résistance. La « Camarilla » avait eu raison des scrupules du Maréchal. On lui avait dit que son devoir était de poursuivre la lutte, de défendre les institutions menacées par la révolution et, comme toujours il l'avait cru.

La Chambre, par 311 voix contre 207, vota un ordre du jour de défiance, devant lequel le Cabinet ne se retira pas. La bataille commençait.

Cette fois, en s'entêtant, Mac-Mahon ne pouvait aboutir qu'à la violation formelle de la Constitution. D'Audiffret-Pasquier, président du Sénat, l'avertit que la haute assemblée ne voterait pas une seconde dissolution (2). Que pouvait faire le Maréchal ? La situation était sans issue.

Les constituants de 1875 avaient cru appuyer solidement le Président de la République sur le Sé-

(1) Annales de la Chambre des Députés. Séance du 24 novembre 1877.

(2) Lavisse. Tome huitième, p. 31.

nat, et lui donner ainsi le moyen d'imposer sa volonté à la Chambre. Les événements avaient prouvé qu'ils s'étaient trompés, et le Sénat, dont les membres étaient en grande partie d'anciens membres de l'Assemblée nationale, reconnaissait son erreur. Désireuse d'éviter au pays une crise dangereuse, et gagnée peu à peu par l'évidence des principes parlementaires, la haute assemblée se sentant dans une situation délicate, ne cherchait pas à l'aggraver par une résistance entêtée, et qu'elle savait inutile.

A peine aurait-elle pu espérer gagner du temps : l'échéance était inévitable. Les élections des conseils généraux du 4 novembre avait été un triomphe républicain, et le renouvellement prochain d'un tiers du Sénat entraînerait certainement une modification profonde de l'esprit de l'assemblée. Un renversement de la majorité était à craindre. Aussi le Sénat, qui avait été désavoué par les élections législatives, ne se souciait-il pas de partir en guerre contre tout le pays. Il se laissait gagner par les doctrines parlementaires et adoptait une attitude moins agressive.

Privé de son appui, que pouvait faire le Président ? Allait-il mener coûte que coûte une politique condamnée par les deux assemblées ? Gouvernerait-il seul, sans tenir compte de l'hostilité du corps électoral et de ses représentants ? La fâcheuse influence de ses conseillers était telle qu'il adopta cette solution incroyable, et la Chambre, sentant qu'elle n'était plus en lutte avec le Sénat, se cantonna dans une résistance énergique.

Cette situation allait vite être intenable

Le Cabinet gouverna comme s'il avait la confiance du Parlement, et déposa d'importants projets de lois, mais la Chambre le considérait comme un intrus, et refusait de le reconnaître. Mac-Mahon essaya d'une transaction, et rappela Dufaure, mais refusa de lui laisser le choix des ministres de la Guerre, de la Marine et des Affaires étrangères. Dufaure se retira, et le « ministère d'affaires » Rochebouët resta en place, sans qu'il lui fut possible de se mettre en rapport avec la Chambre.

Le besoin s'en faisait cependant de plus en plus sentir. L'année touchait à sa fin, et le budget de 1878 n'était pas encore voté.

Le 4 décembre, Gambetta, réélu président de la Commission du budget, déclara qu'il ne serait voté que lorsque le gouvernement se serait « incliné devant la volonté de la Nation » (1). La vie politique du pays était entravée par le refus de collaboration des pouvoirs. Il fallait en sortir.

Le Maréchal, sur les instances de groupes de droite du Sénat, continua la résistance, mais il le faisait à contre cœur. Ses conseillers, ses amis, ses vieilles conceptions d'un état conservateur, sa croyance en la nécessité d'un gouvernement de défense des traditions et des idées de stabilité, tout le poussait à tenir tête à la Chambre. Mais la volonté du pays était manifeste. Le Sénat l'avait compris et ne le lui cachait pas. Ce grand soldat, tiraillé entre ces deux aspects de son devoir, ne savait plus où était le bon. Ses intimes lui conseillaient la résistance, mais elle comportait de telles conditions qu'il ne pouvait se résoudre à l'organiser. Refusant de

(1) « Le Temps », 6 décembre 1877.

sortir des pouvoirs que lui avait conférés la Constitution, il songeait à une nouvelle dissolution, mais autour de lui on espérait l'amener à un coup de force.

Il appela Batbie, ancien ministre du 24 mai, que le Gers bonapartiste venait d'envoyer siéger au Sénat. Batbie semblait décidé à tout (1). Le 10 décembre il avait réuni un groupe d'amis résolus à établir le budget par décret, et à dissoudre une seconde fois la Chambre en proclamant l'Etat de siège.

C'était le coup d'Etat. La résistance devait fatalement y aboutir.

Par bonheur, l'esprit de la République parlementaire avait suffisamment imprégné les hommes politiques pour que de sérieuses résistances se fissent sentir :

Rouyer-Quertier refusa de prendre dans ces conditions le ministère des Finances. De Lesseps, d'Audiffret-Pasquier intervinrent auprès du Maréchal pour l'arrêter sur cette pente. Le centre droit avait fait savoir qu'il refuserait son appui à un ministère de combat (2). Bocher, confident des princes d'Orléans, désavoua cette politique dans une réunion des chefs de la droite du Sénat, et le groupe refusa d'appuyer Batbie (3). Le vice-amiral Roussin, ministre de la Marine, donna sa démission (4). Le marquis de Banneville, ministre des Affaires étrangères, fit craindre des complications

(1) Lt-Colonel Rousset. Trente ans d'Histoire. Tome II, p. 68.

(2) Lt-Colonel Rousset, op. cit. p. 68 et 69.

(3) Hanotaux. Tome IV, p. 212.

(4) Lt-Colonel Rousset, p. 70.

en Europe (1). Inquiets de voir s'aggraver chaque jour le marasme du commerce, les négociants parisiens avaient essayé de faire parvenir leurs doléances au Maréchal qui, d'ailleurs, n'avait pas voulu recevoir leurs délégués (2). Le conseil supérieur de Guerre ne donna pas l'assurance du succès d'une résistance armée (3). A Limoges, un officier du 14^e de ligne, le major Labordère, protesta hautement contre des ordres donnés pour le cas de troubles dans la ville et, s'adressant à son colonel, s'écria : « ...un coup d'Etat est un crime, je n'en serai pas complice !.. » (4). Cet incident eut un grand retentissement

Ainsi, Mac-Mahon recevait d'autres conseils que ceux de son « conseil des Ministres occulte » (5). D'autre part, d'Audiffret Pasquier lui avait fait prévoir un refus du Sénat de voter une nouvelle dissolution (6), et, l'eût-il fait, que le résultat des élections pouvait être désastreux.

Les appuis constitutionnels du Maréchal lui faisaient défaut. La vérité commençait à lui apparaître : il ne pouvait poursuivre sa résistance qu'en recourant aux moyens extrêmes, aux solutions de force. Quand il l'eût bien compris, son devoir lui

(1) Hanotaux. Tome IV, p. 217.

(2) Lt-Colonel Rousset, p. 69.

(3) Lavisse. Tome huitième, p. 42.

(4) Hanotaux (Tome IV, p. 126) situe cet incident au 11 décembre Par contre Zévort (Tome II, p. 384), le place au 16 décembre, par conséquent après la soumission de Mac-Mahon, d'après le rapport de Brisson sur l'enquête.

(5) J. Simon. Le soir de ma journée, p. 238.

(6) V. Supra.

apparut et les mauvais conseils de la « Camarilla » furent vains. Rien ne pouvait l'empêcher de faire son devoir.

Laissant là ses pourparlers avec Batbie, il annonça, le 12 décembre au Conseil des Ministres, qu'il « se rendait » (1), et chargea le général de Rochebouët lui-même d'entrer en relations avec Dufaure.

§ III

LE PRÉSIDENT SE SOUMET

Ainsi s'était montrée impraticable la « politique du Président ». Ainsi s'était imposée la conception républicaine du régime parlementaire. « On allait procéder à une dernière tentative de la République conservatrice, ce mythe auquel personne, ou à peu près, ne croyait déjà plus » (2). Mais on n'essayait plus d'imposer à la République des règles incompatibles avec l'exercice du suffrage universel.

Les pouvoirs du Président lui avaient été conférés pour être exercés dans un esprit « conservateur », qui n'était pas celui du pays.

L'expérience avait prouvé que cet espoir des constituants ne pouvait pas être réalisé, et qu'en présence de la volonté populaire clairement exprimée, il n'était pas de gouvernement libéral capable de résister.

Dressé contre le suffrage universel, Mac-Mahon avait été amené à se soumettre où à accomplir un

(1) Lt-Colonel Rousset, op. cit. p. 70.

(2) Lt-Colonel Rousset, op. cit. p. 70.

coup d'Etat. Il lui fallait obéir, pour rester dans la légalité constitutionnelle et parlementaire, ou briser cette légalité elle-même. Trois ans avaient suffi pour détruire la construction artificielle de l'Assemblée Nationale.

Le Message aux Chambres, du 14 décembre, avait été rédigé par Dufaure. Le Président le signa au cours d'une séance du Conseil que de Marcère raconte avec émotion (1). C'était, pour le Maréchal, une défaite entière : il se rendait sans condition.

« Pour obéir aux règles parlementaires, j'ai formé un cabinet choisi dans les deux Chambres, composé d'hommes résolus à défendre et à maintenir les institutions républicaines par la pratique sincère des lois constitutionnelles... »

« L'exercice d'un droit de dissolution n'est qu'un mode de consultation suprême auprès d'un juge sans appel, et ne saurait être érigé en système de gouvernement. J'ai cru devoir user de ce droit, et je me conforme à la réponse du pays... »

Enfin cette proclamation, interprétation solennelle de la Constitution, qui prenait dans ces circonstances la valeur d'un « pacte » (2) : « La Constitution de 1875 a fondé une République parlementaire en établissant mon irresponsabilité, tandis qu'elle a institué la responsabilité solidaire et individuelle des ministres. Ainsi sont déterminés nos droits et nos devoirs respectifs : l'indépendance des ministres est la condition de leur responsabilité... » (3).

(1) Le 16 Mai, p. 228.

(2) Hanotaux. Tome IV, p. 222.

(3) Annales de la Ch. des dép. Séance du 12 décembre, 1877.

Véritable testament politique qui désavouait tout son « septennat », ce message confirmait la reddition du Maréchal. Dès lors, la République parlementaire était fondée, et les événements qui suivirent n'y changèrent rien. Le mouvement devait être irrésistible, et amener promptement la République à sa forme actuelle.

L'un après l'autre, les obstacles étaient tombés. Après l'opposition du Sénat — qui avait été le premier à comprendre son rôle et à trouver sa voie — la résistance du Président avait cédé à son tour. Le jeu normal des institutions parlementaires allait établir tout naturellement le Gouvernement républicain.

En même temps, se réalisait — d'une façon inattendue sans doute, et prématurée — le vœu de l'Assemblée nationale, qui avait voulu créer, sous la protection du Maréchal, les prémisses d'un régime nouveau. L'échéance de 1880 devait permettre, dans l'esprit des constituants, la révision de ce provisoire, pour lui donner la résistance avec sa forme définitive. Jusque-là, l'autorité de Mac-Mahon devait veiller à la conservation des institutions et amener peu à peu le pays à sa majorité politique, pour lui faire choisir enfin le régime le plus conforme à ses goûts, à ses besoins, à ses désirs.

Avant l'expiration du délai, la France avait choisi, et sa volonté était si bien arrêtée que rien ne paraissait pouvoir la changer. L'expérience était terminée, il était temps de donner carrière à la République, que la Nation avait adoptée délibérément. Le message du Maréchal mit fin à la période d'expectative. Le sort en était jeté, le gouvernement de la France serait républicain.

Et, dès lors, les faits s'enchaînèrent et se dérou-

lèrent avec une régularité fatale. Le rôle de chaque institution était défini, plus rien ne pouvait arrêter la République parlementaire. Mac-Mahon, conformément aux règles qu'il reconnaissait dans son message, chargea Dufaure de constituer librement le cabinet. Le nouveau ministère, de nuance centre gauche, ne plaisait qu'à demi à la majorité républicaine. Mais Dufaure n'avait pas voulu blesser trop cruellement les sentiments du Maréchal, déjà bien éprouvé. La fin de la crise se manifesta dans le pays par un apaisement de bon augure (1).

Une loi, votée le 3 avril 1878, décida que l'état de siège ne pourrait être établi que par une mesure législative. Le 12 avril, une amnistie annula les condamnations prononcées sous le régime du 16 mai. Le ministère pensa aux besoins du pays et, après le vote du budget, proposa aux Chambres un vaste programme de travaux publics, qui fut voté. Tout rentrait dans l'ordre, dans la légalité, le travail reprenait, l'apaisement était complet.

Pas tout à fait cependant : l'extrême gauche ne désarmait pas, elle jugeait que les profits de la victoire étaient maigres. (2)

Au cours de l'année 1878, les élections accentuèrent de plus en plus le triomphe des gauches. Le renouvellement triennal du Sénat amena 50 nouveaux républicains dans la haute assemblée, qui compta désormais 174 républicains et 126 conservateurs. (3)

Désormais, les gauches l'emportaient partout.

(1) Lieut.-Col. Rousset, op. cit. p. 76.

(2) Ibidem, page 72.

(3) Lavissee, tome 8, page 51.

Les règles du régime parlementaire s'appliquant rigoureusement, le ministère devait faire une politique franchement républicaine.

Dufaure accéda au désir de la Chambre, en changeant quelques hauts fonctionnaires. Mac-Mahon ne put se résigner à signer les décrets qui relevaient de leurs fonctions des commandants de corps d'armée, ses anciens compagnons d'armes.

Ils'était assez soumis, il ne put aller plus loin.

Sa lettre de démission, adressée le 30 janvier 1879, aux présidents des Chambres est inspirée du plus pur esprit parlementaire : « En présence de ce refus, le ministère se retire. Tout autre ministère pris dans la majorité des assemblées m'imposera! les mêmes conditions. Je donne ma démission. » (1)

Le soir même, Jules Grévy était élu. Le cabinet Dufaure, trop tiède, céda la place à Waddington, et Jules Ferry. L'engrenage des institutions parlementaires avait amené irrésistiblement la majorité républicaine à la tête de tous les pouvoirs publics.



(1) Annales de la Ch. des Dép. Séance du 30 janvier 1879.

CONCLUSION

Un ouvrage, paru en 1875 : « *Les Constitutions de la France* » (1), dont l'auteur, Faustin-Adolphe Hélie, était juge au tribunal civil de la Seine, s'exprime ainsi sur les pouvoirs du Président de la République : (2)

« Entre ces deux corps rivaux (la Chambre et le Sénat), le Président a un pouvoir personnel : car la doctrine qui ne permet pas au chef de l'Etat de gouverner et qui le transforme en un instrument obéissant sans conscience, serait encore plus immorale dans la république que dans la monarchie, le Président étant donné par le choix, non par l'hérédité. Le Président devra donc exercer ce pouvoir personnel dans toutes ses attributions constitutionnelles ; il manquerait à son devoir s'il n'en usait pas par crainte des Chambres : mais la Constitution a voulu que les deux Chambres l'emportent, dans les cas extrêmes sur le Président, sans qu'elle ait décidé entre les deux Chambres laquelle aurait le dernier mot... »

(1) Marescq aîné, éditeur, Paris

(2) Page 1425.

L'esprit pratique et objectif de ce magistrat traduit par ces phrases indécises l'inquiétude du moment. On convenait volontiers de l'existence du pouvoir personnel du Président, mais pour le justifier, on en était réduit à invoquer la moralité. On imaginait avec peine les limites de ce pouvoir... il ne s'arrêtait que dans les cas extrêmes... encore ignorait-on à quelle Chambre irait la suprématie... C'était l'incertitude.

Trois ans suffirent pour donner à cette constitution une forme personnelle, et pour l'arrêter d'une façon si nette que, malgré la souplesse des textes, aucune réforme n'a pu lui être apportée depuis. Après plus d'un demi-siècle, les mêmes lois constitutionnelles s'appliquent encore de la même façon, et cette déformation qui fut apportée à leur esprit est devenue, par l'usage, l'interprétation orthodoxe. Ainsi se manifeste la puissance de la coutume constitutionnelle, dont on a dit qu'elle confirmait, qu'elle suppléait, et qu'elle abrogeait le droit écrit (1).

Mais la coutume est mouvante, et peut défaire ce qu'elle a fait.

Mac-Mahon croyait pouvoir être le maître de la politique française. En heurtant la volonté populaire, il s'exposa à une défaite, et la présidence en fut diminuée.

Jules Grévy, appelé à occuper une magistrature dont il avait combattu le principe, s'efforça d'en affaiblir la puissance, et voulut être et surtout pa-

(1) René Capitant. Discours prononcé à l'ouverture du stage des avocats, au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, le 19 décembre 1929.

raître le « dieu Terme » de la République (1). Il confirma ainsi l'opinion dans la certitude de la faiblesse du Président. Il n'en fallut pas davantage pour donner naissance à la coutume constitutionnelle qui nous régit, et les présidents qui suivirent s'y étant soumis, la règle a pu paraître immuable. Depuis quelques années, pourtant, un réveil de la conception opposée s'est manifesté, avec l'arrivée à l'Elysée de M. Poincaré, puis de M. Millerand.

« *Jusqu'à l'élection présidentielle de 1913 (Poincaré), écrit M. Hauriou (2) le public ne s'était guère occupé de la nomination du Président de la République... En 1913 et 1920, au contraire, l'opinion se met de la partie... on se passionne...* »

En même temps s'anime l'hôte de l'Elysée. Les mémoires de M. Poincaré jettent un jour nouveau sur cette politique du Président moderne. Nous l'y voyons manifester sa volonté et parvenir fréquemment à faire prévaloir son opinion. Il écrivit au roi d'Angleterre pour lui demander l'attitude qu'il comptait prendre dans le conflit. « *Présent en personne à la conférence historique de Doullens, il dut contribuer à la décision d'où est sortie la victoire : le commandement unique des armées alliées. Il a été la grande voix de la France envahie : C'est lui qui a donné à son pays la double consigne de « l'union sacrée » et de la résistance jusqu'au bout ; c'est lui qui a insisté auprès de son gouvernement pour l'engagement qu'il n'y ait pas de paix séparée...* » (3).

(1) Joseph Barthélémy. *Traité*, page 529.

(2) *Précis*. Première édition, page 393.

(3) Joseph Barthélémy. *Traité*, page 531.

Dans le tome V de ses mémoires, nous le voyons même intervenir fréquemment auprès du ministre de la Guerre, pour lui demander d'exiger du gouvernement militaire des informations plus précises et des communiqués plus objectifs. Son activité inlassable se manifestait partout, et lui faisait prendre une part active au gouvernement de la France. Le Parlement lui en sut gré au point de proclamer solennellement qu'il avait « bien mérité de la Patrie. »

Moins heureux fut M. Millerand, qui, pour avoir voulu exercer ses pouvoirs avec autorité, se heurta, en 1924, lors du renouvellement de la Chambre, à une nouvelle majorité hostile à sa politique. Il suffit alors à l'assemblée de lui refuser son concours, pour qu'il se trouvât dans l'obligation de se démettre.

Peut-être faut-il chercher la cause profonde de cet événement dans le mode de scrutin dont on a dit qu'il avait fait élire, en 1919, comme en 1924, par le jeu trompeur des primes à la majorité, des assemblées représentant mal l'opinion du pays. A la Chambre du « bloc national », plus orientée vers la droite que ne l'était le corps électoral, succéda la Chambre du « cartel » dont l'orientation à gauche aurait été tout aussi factice. Il en résulta un renversement tellement brutal et tellement inattendu de la majorité, que la politique suivie jusque-là par le Président de la République se trouva nettement en désaccord avec le programme de l'assemblée nouvelle. Le dissentiment qui éclata aussitôt ne put être tranché que par la démission du chef de l'Etat.

Si cette explication devait être acceptée, le retour à un mode de scrutin moins capricieux écarterait la possibilité d'une nouvelle surprise. Quoi qu'il

en soit, la mésaventure de M. Millerand rendra prudents ses successeurs.

Lorsque Mac-Mahon s'était heurté à la Chambre de 1877, sa résistance était la cause du conflit. M. Millerand ne manifesta aucun désir de résistance, et cependant la majorité fraîchement élue exigea sa démission. Rien, dans la Constitution, n'autorisait cette exigence; le départ de M. Millerand n'a pourtant pas soulevé dans le pays une indignation profonde. Il semble même que ses partisans oublient déjà cette défaite...

Ainsi fut créé un nouveau précédent, qui exercera sur la coutume constitutionnelle une influence peut-être supérieure à celle de l'aventure de Mac-Mahon.

L'autorité que M. Poincaré avait su donner à la Présidence de la République aurait peut-être été raffermie encore par M. Millerand, si cet événement impossible à prévoir n'était venu détruire le résultat de longues années d'efforts. Qui saurait dire le rôle que joueront les chefs d'Etat à venir ?

Tout dépend des événements, autant que des hommes. L'autorité morale du Président, le respect dont on l'entoure, sa fortune politique et celle du parti dont il est issu, exerceront sur sa magistrature les influences les plus diverses.

La vie de la Nation, les crises qu'elle devra traverser, les résultats heureux ou malheureux de la politique que ses assemblées auront voulu suivre, l'autorité des ministres qui l'auront gouvernée, viendront exercer à leur tour d'autres influences, qui seront les véritables sources de la future coutume constitutionnelle.

La France s'est peu à peu donné un gouvernement, éloigné du véritable parlementarisme, que l'on a nommé la « *république parlementaire* », gou-

vernement que l'on voulait provisoire, mais qui a résisté au temps, aux crises les plus graves, à la plus longue, à la plus pénible des guerres. M. Hauriou juge ainsi la constitution de notre troisième République :

« Si, en France, il n'y a que le provisoire qui dure, c'est que, lorsque nous voulons édifier du provisoire, nous ne nous piquons pas de la même logique que lorsque nous croyons édifier du définitif, nous allons au plus pressé, et, par conséquent, au pratique et au transactionnel. La logique est notre défaut national. Si, en 1875, nous avons eu le loisir de nous abandonner à notre penchant, nous n'aurions pas fait une République parlementaire, car l'accouplement de ces deux idées eut paru une insulte à la logique. »

« De fait, le courant républicain, qui était démocratique, n'avait pas les mêmes tendances que le courant parlementaire, qui était monarchiste et bourgeois. La combinaison aurait pu se montrer fragile, elle s'est montrée résistante. Tout porte à croire qu'elle a commencé de réaliser chez nous, après bien des oscillations et sauf quelques retouches démocratiques à y apporter, le seul équilibre pratique de l'Etat patricio-plébéen, qui fut possible dans le monde issu de la Révolution. » (1)

Ces oscillations se poursuivront, de nouvelles retouches seront apportées, et notre constitution se maintiendra tant bien que mal, violée dans son esprit, mais toujours souveraine, et la coutume constitutionnelle poursuivra son œuvre de réforme lente

(1) Hauriou. Précis de droit constitutionnel. Deuxième édition, page 240.

et profonde. L'« opportunisme » de Gambetta fut peut-être le premier pas de cette évolution. Son mouvement s'accroît chaque jour, et il semble bien que les nouvelles formules de notre politique soient plus réalistes que doctrinaires. Notre constitution complaisante s'y prêtera volontiers, et si le XX^e siècle s'avère pratique et réalisateur, l'histoire de la formation de notre régime constitutionnel prouve que cette tendance peut fort bien tirer parti des institutions que nous a léguées le siècle précédent.

Nous avons commencé cette étude avec le désir de rechercher comment des principes d'apparence incompatibles ont pu se concilier et servir de base à un régime politique solide et doué d'une forte personnalité. Le chemin que nous avons parcouru nous a montré l'influence des faits sur les doctrines, et nous comprenons à présent comment les principes peuvent, tour à tour, être invoqués par les uns et par les autres, et servir de défense à ceux qui les ont combattus autrefois. Le temps n'est plus où la vie politique de la France était à la merci d'une idée, d'un principe, d'un programme. Ce culte des doctrines a fait place à l'amour des réalisations, au désir de concilier les aspirations et les besoins, pour aboutir à une vie plus facile.

Familiarisé avec la politique, le corps électoral y cherche désormais le moyen de favoriser ses intérêts, et les partis qui font la plus large part à l'idéalisme ne manquent pas de rechercher également les moyens de satisfaire les besoins matériels de leurs fidèles. Ainsi s'éloigne de plus en plus la conception romantique de la politique, pour faire place à un esprit pratique et soucieux des résultats. Peut-être les poètes et les philosophes regretteront-ils la

passion élevée des luttes politiques du xviii^e et du xix^e siècles. Les tendances nouvelles trouvent leur justification dans ce fait que, depuis l'abandon des théories et des systèmes, notre pays paraît être de plus en plus à l'abri des révolutions.



BIBLIOGRAPHIE

DE TOCQUEVILLE. — *La démocratie en Amérique.*
PRÉVOST-PARADOL. — *La France nouvelle.*
DUC DE BROGLIE. — *Vues sur le gouvernement de la France.*

BENJAMIN CONSTANT. — *Principes de politique.*

HAURIU. — *Précis de droit constitutionnel.* — *Précis de droit administratif.*

DUGUIT. — *Traité de droit constitutionnel.*

ESMEIN. — *Traité de droit constitutionnel.*

MOREAU. — *Précis de droit constitutionnel.*

JOSEPH BARTHÉLÉMY. — *Traité de droit constitutionnel.* — *Le gouvernement de la France.* — *Le rôle du pouvoir exécutif dans les Républiques modernes.*

DUGUIT et MONNIER. — *Les constitutions de la France.*

EUGÈNE PIERRE. — *Traité de droit public et parlementaire.*

FUSTEL DE COULANGES. — *Questions contemporaines.* (Paris, Hachette, 1916).

LAVISSE. — *Histoire de France contemporaine.*

HANOTAUX. — *Histoire de la France contemporaine.*

PETIT. — *Histoire de France* (Larousse).

Lieutenant-Colonel ROUSSET. — *Histoire générale de la France sous la III^e République* (Paris, Taillandier).

RECOULY. — *Histoire de la III^e République*.

MARION. — *Histoire financière de la France depuis 1875* (Paris, Rousseau, 1928).

DE MARCÈRE. — *L'assemblée nationale de 1871. — Le gouvernement de M. Thiers. — Présidence du Maréchal de Mac-Mahon. — Le 16 Mai et la fin du septennat*. (Paris, Plon, 1900, 1902 et 1907).

LOUIS BLANC. — *Histoire de la constitution du 25 février 1875*.

PAUL DESCHANEL. — *Gambetta*. (Paris, Hachette, 1919).

ALFRED BERTHEZÈNE. — *Histoire de la III^e République*. (Paris, Deniu, 1880).

E. GRENVILLE-MURRAY. — *Les hommes de la III^e République*. (Traduit de l'anglais par Henri Tescard. — Paris, Sandoz, 1874).

AUGUSTE CALLET. — *Les origines de la III^e République*. (Paris, Bossard, 1921).

ZEVORT. — *Histoire de la III^e République. La Présidence du Maréchal*. (Paris, Alcan).

HECTOR MERLIN. — *Histoire politique et philosophique de la III^e République, de 1870 à 1906*. (Montdidier, 1906).

LOUIS HOSOTE. — *Histoire de la III^e République, 1870-1910*. (Paris 1910. Librairie des Saints-Pères).

THÉODORE DURET. — *Histoire de la France, de 1870 à 1873*. (Paris, Charpentier, 1893).

ALPHONSE BERTRAND. — *Origines de la III^e République*. (Paris, Perrin, 1911).

A. DELPECH, sénateur, et G. LAMY. — *Trente ans de République. La France sous la III^e République.* (1870-1901. Paris, Alcan, 1902).

EDMOND BENOIT. — *Histoire de quinze ans. 1870-1885.* (Paris, Lévy, 1886).

D^r CHASSAGNE. — *Dix-neuf ans de République.* (Paris, Dentu, 1889).

HENRI AVENEL. — *Le Président Emile Loubet et ses prédécesseurs. 35 années de République.* (Paris).

E. LITTRÉ. — *De l'établissement de la III^e République.* (Paris, 1880).

LOUIS TESTE. — *Anatomie de la République* (1870-1910). (Paris, 1910).

O. RANC. — *De Bordeaux à Versailles. Assemblée de 1871 et la République.* (Paris, Decaux et Dreyfous).

Comte de CHAUDORDY. — *La France à la suite de la guerre de 1870-1871.* (Paris, Plon, 1887).

ZOLLINGER. — *L'assemblée nationale de 1871.* (Thèse Dijon 1911).

GASTON MAURICE. — *Histoire du parti radical.* (Paris 1929).

Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière.

FREYCINET. — *Mémoires.*

THIERS. — *Notes et souvenirs, 1870-1873.* (Paris, Calman-Lévy, 1904).

Baron HAUSSMANN. — *Mémoires.*

JULES SIMON. — *Le soir de ma journée. Souvenirs politiques.*

DE MEAUX. — *Souvenirs politiques.*

duc DE BROGLIE. — *Mémoires.* (« La Revue des Deux Mondes », janvier 1929 à mars 1930).

GAMBETTA. — *Dépêches, circulaires, décrets, proclamations et discours. 4 septembre 1870 au 6 février 1871.* (Publié par Joseph Reinach, Paris 1886).

E. LAFFINEUR. — *Six mois de ministère. Documents et faits recueillis et classés. Le 16 Mai. Les 363.* (Paris, Sandoz-Fisbacher, 1878).

ERNEST DAUDET. — *Souvenirs de la Présidence du Maréchal de Mac-Mahon.* (Paris, Dentu 1880).

CHARLES DE LACOMBE, député de l'Assemblée nationale. — *Journal politique.* (Publié par la Société d'histoire contemporaine. Paris, Picard, 1907).

LEFÈVRE-PONTALIS. — *Etude sur l'organisation et les attributions d'une seconde Chambre.* (« Le Temps », 24 mars 1874).

EDMOND VILLEY. — *Les vices de la constitution française.*

PICHON-VENDEUIL. — *De la dualité des Chambres.* (Thèse, Poitiers, 1888).

JULES ARZENS. — *L'échec du gouvernement parlementaire et la réforme de notre régime constitutionnel.*

CHARLES LA NIEPCE. — *De la division du pouvoir législatif en deux Chambres.* (Caen, 1871).

BARD et ROBIQUET. — *La constitution de 1875.*

FAUSTIN-ADOLPHE HÉLIE. — *Les constitutions de la France.* (Paris, Marescq aîné, 1875).

Extrait du journal « La Loi ». Les origines et l'esprit de la constitution de 1875.

Le Temps.

Le Charivari.

Le Rappel.

La Revue des Deux-Mondes.

Journal Officiel. Débats parlementaires.

Annales de l'Assemblée nationale.

Annales de la Chambre des Députés.

Annales du Sénat.

VACHEROT. — Articles parus dans la *Revue des Deux-Mondes*, premier et 15 décembre 1874.

PAUL MEURIOT. — *La constitution de 1875 et ses parrains : Prévost-Paradol et Victor de Broglie.* (Séance de l'académie des Sciences morales et politiques, 1920. Tome 193, page 159).

TABLE

Introduction	5
--------------------	---

PREMIERE PARTIE. — Le Vote de la Constitution

Chapitre I. — La situation psychologique, économique et politique de la France avant le vote des lois constitutionnelles.

§ 1. — L'opinion, les idées, les tendances de la France de 1871	13
§ 2. — Etat matériel et politique de la France après la défaite	20
§ 3. — L'assemblée, son élection, sa composition, son évolution, les partis.....	27
§ 4. — La vie politique, de 1871 à 1875. — Thiers. — Mac-Mahon. — Echec de la Monarchie. — Le Sénat	41

Chapitre II. — Vote des lois constitutionnelles :

§ I. — Les débats de l'assemblée en janvier 1875, vote de l'amendement Wallon.....	56
--	----

§ 2. — La loi relative à l'organisation des pouvoirs publics. — Passage à la troisième délibération (3 février)	64
§ 3. — Vote de la loi sur le Sénat et de la loi relative à l'organisation des pouvoirs publics (24 et 25 février)	70
§ 4. — Derniers travaux de l'assemblée nationale. — Vote de la loi sur les rapports des pouvoirs publics (16 juillet 1875). — Loi sur l'élection des sénateurs, loi sur l'élection des députés. — Elections des sénateurs inamovibles	79

Chapitre III. — La constitution qu'on avait cru faire :

§ I. — L'esprit dans lequel on avait voté la constitution	90
§ II. — L'organisation et les rapports des pouvoirs publics. — La constitution telle que la concevaient ses auteurs	97

DEUXIEME PARTIE. — Application de la constitution

Chapitre I. — Premier contact avec les faits :

§ 1. — Les élections de 1876. — Le Sénat « Mac-Mahonien », la Chambre républicaine. — L'autorité du Président	115
§ 2. — Politique de résistance. — La Maréchal s'appuie sur le Sénat. — La lutte entre les deux assemblées. — Les pouvoirs financiers du Sénat. — La chute du cabinet Dufaure.....	122
.....§ 3. — Essai de « Conjonction des centres ». — Insuccès. — La lettre du 16 mai.....	128

Chapitre II. — **Le Seize Mai :**

§ 1. — Le ministère de Broglie. — Le 16 Mai. — Etat d'esprit des partis	133
§ 2. — La politique du Président.....	138
§ 3. — La doctrine des républicains.....	147

Chapitre III. — **L'échec de la « politique du Président » :**

§ 1. — Les élections de 1877. — Victoire des républi- cains	155
§ 2. — La résistance de Mac-Mahon. — Le ministère de Rochebouët	158
§ 3. — Le Président se soumet. — Le second cabinet Dufaure. — Démission de Mac-Mahon.....	166
Conclusion	173

— O —

Vu : *Le Président de la Thèse :*
ROLLAND.

Vu : *Le Doyen :*
BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Paris, le 10 Avril 1930.

Le Recteur :
CHARLETY.

ERRATA

- Page 16. — 13^e ligne. — Lire : **Tous deux, s'adressant...**
- Page 18. — 5^e ligne. — Lire : **...n'abdique pas.**
- Page 22. — 17^e ligne. — Lire : **...souverains qui recevaient...**
- Page 22. — 28^e ligne. — Lire : **...plein de menaces.**
- Page 27. — 2^e ligne. — Lire : **...et de ses suites.**
- Page 43. — 14^e ligne. — Lire : **La délibération ne pouvait avoir lieu qu'en son absence. Les interpellations...**
- Page 46. — 8^e ligne. — Lire : **...comme l'avait dit le Maréchal.**
- Page 50. — Dernière ligne. — Lire : **... fut remplie de dépôts de...**
- Page 58. — Note 1. — Lire : **Duguît et Monnier.**
- Page 62. — 17^e ligne. — Lire : **...dont le chargent les républicains...**
- Page 70, avant-dernière ligne: Page 75, note 2: Page 104, note 1: Page 109, première ligne; Page 144, note 2. — Lire : **Lefèvre-Pontalis.**
- Page 71. — 19^e ligne. — Lire : **Sénateurs de droit...**
- Page 79. — 2^e ligne du § IV. — Lire : **Cyprien Girerd.**
- Page 84. — Antépénultième ligne. — Lire : **...après l'envahissement des pouvoirs publics...**
- Page 104. — 7^e ligne. — Lire : **...devaient être nommés par le Président...**
- Page 110. — 12^e ligne. — Lire : **...de craindre une défaite...**
- Page 135. — 17^e ligne. — Lire : **La « camarilla » qui l'entourait, son « conseil des ministres occulte »,...**
- Page 139. — 2^e ligne. — Lire : **...et à Jules Simon, parce qu'ils n'avaient pas voulu imposer leur politique à la majorité.**
- Page 141. — Antépénultième ligne. — Lire : **...et de ses conseillers fut longuement exposée...**
- Page 144. — Note 3. — Lire : **Raudot.**

